



Gilbert Achcar :

**« Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
le vieux système est en train de mourir, mais
le nouveau ne peut pas encore naître »**

● Bolivie ● Haïti ● Chili ● France ● Écosocialisme ●

***Revisiter les révolutions ambiguës de 1989
une étude de Catherine Samary***

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
 PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
 75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
 Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
 prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

novembre-décembre 2019 n° 668/669

Moyen-Orient et Afrique du Nord		
« L'ancien système est en train de mourir, mais le nouveau ne peut pas encore naître »	Gilbert Achcar	3
Notes de lectures		
• L. OULITSKAÏA, <i>L'échelle de Jacob</i>	Didier Epsztajn	10
• N. WACHTEL, <i>Paradis du nouveau monde</i>	Didier Epsztajn	10
Haïti		
<i>Des mobilisations inédites</i>	Arthur Mahon	11
Notes de lectures		
• J. LECLERCQ, <i>Radicalités politiques et violentes en France et dans le monde</i>	J. M.	16
• X. ESPINET et M. SANCHEZ, <i>Catalogne, La république libre, An 01</i>	Didier Epsztajn	16
Bolivie		
• <i>Non au coup d'État !</i>	IV ^e Internationale	17
• <i>Questions à Eva Copa Murga, Présidente du Sénat :</i> <i>réarticulation, autocritique et rôle des femmes</i>	Lavaca	18
• <i>La crise politique bolivienne vue « depuis le bas »</i>	Claude Le Gouill	21
Chili		
<i>Solidarité avec le soulèvement populaire au Chili</i>	IV ^e Internationale	25
France		
<i>La coagulation des colères</i>	Léon Crémieux	27
Notes de lectures		
• S. BINET, M. DUMAS, R. SILVERA, <i>Féministe, la CGT ?</i> <i>Les femmes, leur travail et l'action syndicale</i>	Didier Epsztajn	30
Histoire		
<i>Revisiter les révolutions ambiguës de 1989</i>	Catherine Samary	31
Écosocialisme		
• <i>Mobilisons-nous dès maintenant contre le désastre climatique</i>	IV ^e Internationale	47
• <i>De COP en COP, le cataclysme se rapproche</i>	Daniel Tanuro	49
Notes de lectures		
• S. MOLLER, K. TSCHUGGNALL, H. WELZER, « Grand-Père n'était pas un nazi », <i>National-socialisme et Shoah dans la mémoire familiale</i>	Didier Epsztajn	52
• EMMA, <i>Un autre regard sur le climat</i>	Steven Tamburini	52

Vous pouvez acheter vos livres et revues et même vous abonner à inprecor sur internet : www.la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
 ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
 IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

« L'ancien système est en train de mourir, mais le nouveau ne peut pas encore naître »

Entretien de Darren Roso avec Gilbert Achcar*

Darren Roso : *Commençons par revenir à ce qui semble maintenant être un lointain souvenir: l'onde de choc révolutionnaire qui a déferlé sur le monde arabe en 2011. Vous avez argumenté dans votre livre *Le peuple veut*. Une exploration radicale du soulèvement arabe que ces événements n'étaient que le début d'un long processus révolutionnaire en raison de la nature spécifique du capitalisme au Moyen-Orient. Pouvez-vous expliquer ces dynamiques de l'économie politique dans le monde arabe et leurs rapports avec les formes de régimes autoritaires ?*

Gilbert Achcar : Pour commencer par une considération générale, il est évident maintenant que nous assistons à une grave crise mondiale de l'étape néolibérale du capitalisme. Le néolibéralisme s'est développé comme une étape capitaliste à part entière, véritable, depuis la mise en œuvre de son paradigme économique dans les années 1980. Cette phase est entrée en crise depuis la Grande Récession, il y a dix ans. La crise se déroule sous nos yeux, entraînant des soulèvements sociaux de plus en plus importants. Si vous regardez aujourd'hui ce qui se passe au Chili, en Équateur, au Liban, en Irak, en Iran, à Hong Kong et dans plusieurs autres pays, il semble que le point d'ébullition soit atteint dans de plus en plus de pays.

Les événements dans la région arabe s'inscrivent dans cette crise mondiale générale. Mais il y a quelque chose de spécifique dans ce bouleversement régional. Là, les réformes néolibérales ont été menées dans un contexte dominé par un type spécifique de capitalisme – un type déterminé par la nature particulière du système étatique régional qui se caractérise par une combinaison, dans des proportions différentes, de statuts rentiers et patrimoniaux, ou néopatrimoniaux. Ce qui est surtout spécifique à la région, c'est la forte concentration d'États pleinement patrimoniaux, une concentration inégalée dans aucune autre partie du



Manifestation réprimée à Téhéran début novembre 2019

monde. Ce patrimonialisme signifie que les familles au pouvoir sont propriétaires de l'État, qu'elles le soient légalement dans une configuration « légale » absolutiste ou simplement de facto. Ces familles considèrent l'État comme leur propriété privée et les forces armées – en particulier les appareils armés d'élite – comme leur garde privée. Ces caractéristiques expliquent pourquoi les réformes néolibérales ont connu leurs pires résultats économiques dans la région arabe, comparés à ceux de toutes les régions du monde. Les changements d'inspiration néolibérale réalisés dans la région ont entraîné les taux de croissance économique les plus faibles de tous les pays en développement et, par conséquent, les taux de chômage les plus élevés du monde, en particulier parmi la jeunesse.

La raison n'est pas difficile à comprendre : le dogme néolibéral repose sur la primauté du secteur privé, l'idée que le secteur privé doit être le moteur du développement, tandis que les fonctions sociales et économiques de l'État doivent être réduites. Le dogme dit en un mot : introduire des mesures d'austérité, réduire l'État, réduire les dépenses sociales, privatiser les entreprises d'État et laisser la porte grande ouverte aux firmes privées et au libre-échange, et dès lors des miracles vont se produire.

Or, dans un contexte dépourvu des conditions préalables d'un capitalisme idéal-

type, à commencer par la primauté du droit et la prévisibilité (sans laquelle il ne peut y avoir d'investissement privé de développement à long terme), ce que l'on obtient en fin de compte, ce sont surtout les investisse-

* **Gilbert Achcar** est professeur d'études du développement et des relations internationales à la SOAS University of London. Il est l'auteur, entre autres, de : *la Nouvelle Guerre froide : le monde après le Kosovo* (PUF, Actuel Marx, Paris 1999), *le Marxisme d'Ernest Mandel* (dir.) (PUF, Actuel Marx, Paris 1999), *l'Orient incandescent : le Moyen-Orient au miroir marxiste* (éditions Page Deux, Lausanne 2003), *le Choc des barbaries : terrorismes et désordre mondial* (10/18, Paris 2004), *le Dilemme israélien. Un débat entre Juifs de gauche* (éditions Page Deux, Lausanne 2006), *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2007), *Eichmann au Caire et autres essais* (Essais, Documents, Actes Sud, 2012), *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2013), *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2015), *Symptômes morbides, la rechte du soulèvement arabe* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2017). **Darren Roso**, chercheur et militant de Socialist Alternative à Melbourne (Australie) est l'auteur de *Daniel Bensaid : From the actuality of revolution to the melancholic wager* (à paraître chez Brill, série Historical Materialism). Cet entretien a été publié d'abord dans la revue *Marxist Left Review* n° 18 de l'hiver 2019, produite par Socialist Alternative, organisation australienne ayant le statut d'observateur permanent au Comité international de la IV^e Internationale (<https://marxistleftreview.org/articles/the-undying-revolutions-in-the-middle-east-and-north-africa-interview-with-gilbert-achcar/>). Traduction (révisée) de la revue suisse en ligne *À l'Encontre* (<http://alencontre.org/category/moyenorient/>).

Moyen-Orient et Afrique du Nord

ments privés à profit rapide et la spéculation, surtout dans le secteur de la construction immobilière, mais pas dans l'industrie et l'agriculture, pas dans les secteurs clés de la production.

Cela a créé un blocage structurel du développement. Ainsi, la crise générale de l'ordre néolibéral mondial va dans la région arabe au-delà d'une crise du néolibéralisme pour devenir une crise structurelle du type de capitalisme qui y prévaut. Il n'est donc pas possible de sortir de la crise dans la région par un simple changement des politiques économiques dans la structure conservée du type d'États existants. Une mutation radicale de l'ensemble de la structure sociale et politique est indispensable, sans quoi la crise socio-économique aiguë et la déstabilisation qui affectent l'ensemble de la région n'auront pas de fin, à vue humaine.

C'est pourquoi une onde de choc révolutionnaire aussi impressionnante a secoué toute la région en 2011, et pas seulement réduite à des manifestations de masse. La perspective était vraiment insurrectionnelle, avec des gens chantant « *Le peuple veut renverser le régime !* » – le slogan qui est devenu omniprésent dans la région depuis 2011. La première onde de choc révolutionnaire de cette année-là a secoué avec force le système régional des États, révélant qu'il était entré dans une crise terminale. L'ancien système est en train de mourir irréversiblement, mais le nouveau ne peut pas encore naître – je pense bien sûr à la célèbre phrase de Gramsci – et c'est là que les « *symptômes morbides* » commencent à apparaître. J'ai utilisé cette phrase dans le titre de l'ouvrage datant de 2016 qui fait suite à celui de 2013, *Le peuple veut*.

Darren Roso : *Est-il vrai que les mesures néolibérales dans le monde arabe se sont accélérées malgré l'essor révolutionnaire ? Les prix des denrées alimentaires en Égypte augmentent avec les prix de l'électricité et du carburant, et les estimations prudentes de la Banque mondiale indiquent qu'environ 60 % des Égyptiens sont « pauvres ou vulnérables », tout cela alors que le régime a renouvelé sa répression contre les manifestations. Pouvez-vous nous parler de la relation entre la contre-révolution et le néolibéralisme accentué ?*

Gilbert Achcar : L'Égypte en est un très bon exemple. Lorsque la Grande Récession a frappé en 2008, beaucoup ont cru qu'elle annonçait la fin du néolibéralisme et que le pendule allait revenir au paradigme keynésien. Mais c'était une grande illusion pour la simple raison que les politiques économi-

ques ne sont pas déterminées par des considérations intellectuelles et empiriques, mais par les rapports de forces entre classes.

Le virage néolibéral est dirigé depuis les années 1980 par des fractions de la classe capitaliste, celles qui ont un intérêt direct dans la financiarisation. Pour s'en éloigner, il faut un changement dans l'équilibre social des forces, qui ait un impact sur les rapports entre les fractions de la classe capitaliste elle-même, un changement au moins équivalent à celui qui a eu lieu dans les années 1970 et 1980.

Cela ne s'est pas encore produit et les forces progressistes opposées au néolibéralisme ne se sont pas encore montrées assez fortes pour imposer le changement. Les néolibéraux sont toujours en tête du peloton : ils prétendent que la raison de la crise mondiale n'est pas le néolibéralisme mais l'absence d'une application complète de ses recettes. Bien qu'ils aient massivement recouru en 2008-2009 à des mesures contraires à leur propre dogme, comme le sauvetage massif du secteur financier par des fonds publics, ils ont rapidement repris de plus en plus les mêmes politiques néolibérales poussées de plus en plus loin.

C'est exactement ce que nous avons dans la région arabe, malgré la gigantesque onde de choc révolutionnaire qui a secoué toute la région en 2011. Cette année-là, presque tous les pays arabophones ont connu une montée massive des protestations sociales. Six des pays de la région – soit plus d'un quart d'entre eux – ont connu des soulèvements massifs. Et pourtant, la « *leçon* » selon le FMI, la Banque mondiale – ces gardiens de l'ordre néolibéral –, c'est que tout cela s'est produit parce que leurs recettes néolibérales n'avaient pas été suffisamment appliquées ! La crise, disaient-ils, était due à un démantèlement insuffisant des vestiges des économies capitalistes d'État d'hier. Ils ont affirmé que la solution est de mettre fin à toutes les formes de subventions sociales, encore plus radicalement que ce qui s'était déjà produit.

Toutefois, si les gouvernements de la région n'ont pas poussé plus loin leurs options, c'est parce qu'ils avaient peur de le faire. Ici, il ne s'agit pas de l'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin, quand les gens ont avalé la pilule très amère des changements néolibéraux amples et brutaux dans l'espoir que cela leur apporterait la prospérité capitaliste. Dans le monde arabe, les gens ne sont pas prêts à en payer le prix parce qu'ils n'ont aucune illusion que leur pays deviendra comme l'Europe occidentale, comme les « *Européens de l'Est* » l'ont cru. Par conséquent, pour imposer de nouvelles

mesures néolibérales au peuple, il faut recourir à la force brutale. L'Égypte est donc une illustration très claire du fait que la mise en œuvre du néolibéralisme ne va pas de pair avec la démocratie, comme l'a prétendu Francis Fukuyama il y a trente ans dans son fantasme de « *fin de l'histoire* ».

L'Égypte montre clairement que pour mettre en œuvre de manière approfondie le programme néolibéral dans le Sud mondialisé, des dictatures sont nécessaires. La première mise en œuvre de ce type a eu lieu dans le Chili de Pinochet. En Égypte, c'est maintenant la dictature post-2013 dirigée par le maréchal Abdel Fattah al-Sissi – le régime le plus brutalement répressif que les Égyptiens aient enduré depuis des décennies. C'est cette dictature qui est allée le plus loin dans la mise en œuvre de l'ensemble du programme néolibéral préconisé par le FMI, avec un coût énorme pour la population, avec une forte hausse du coût de la vie, du prix des denrées alimentaires, des transports, etc. L'essentiel de la population a été complètement dévastée. La raison pour laquelle sa colère n'a pas explosé dans les rues à grande échelle est qu'elle en est dissuadée par la terreur d'État. Mais la pleine application des recettes néolibérales du FMI n'a pas produit et ne produira pas de miracle économique. Les tensions s'accroissent donc et, tôt ou tard, le pays éclatera à nouveau. Il y a déjà eu une explosion limitée de colère populaire en septembre dernier ; tôt ou tard, il y en aura une beaucoup plus grande.

Darren Roso : *Bien que les contextes diffèrent et que la spécificité soit toujours importante, pourquoi la barbarie a-t-elle maintenu son avantage sur les mouvements ouvriers et démocratiques dans le monde arabe ? Quels ont été, et pour quelles raisons, les tournants de la défaite dans la région depuis 2011 ? Quel est l'état de la gauche égyptienne et du mouvement ouvrier face à l'ultra-néolibéralisme de Sissi et à sa brutalité autoritaire ?*

Gilbert Achcar : Malheureusement, tant la gauche que le mouvement ouvrier en Égypte sont en mauvais état. Ils ont subi une défaite douloureuse – non seulement à cause du retour brutal de l'État répressif, mais aussi à cause de leurs propres contradictions et illusions. La majeure partie de la gauche égyptienne a suivi une trajectoire politiquement erratique, passant d'une alliance mal conçue à une autre : des Frères musulmans aux militaires. En 2013, la majorité de la gauche et le mouvement ouvrier indépendant ont soutenu le coup d'État de Sissi de manière très myope, souscrivant à l'illusion que l'armée

remettrait le processus démocratique sur les rails. Ils pensaient qu'en se débarrassant de Mohamed Morsi (1) et des Frères musulmans, après leur année au pouvoir, ils ouvriraient la voie à une nouvelle avancée du processus révolutionnaire, même si elle était ouverte par l'armée.

Cela peut paraître un peu ridicule, mais cette illusion, que les militaires ont entretenue dans la phase initiale de l'après-coup, était bien réelle. Les militaires ont même coopté le chef du mouvement ouvrier indépendant dans leur premier gouvernement post-coup (2). Cette terrible bétise a discrédité la gauche ainsi que le mouvement ouvrier indépendant. En conséquence, l'opposition de gauche est très affaiblie et marginalisée dans l'Égypte d'aujourd'hui.

Je ne parle pas ici de la gauche marxiste radicale, qui a toujours été marginale, même si elle a parfois joué un rôle disproportionné lors du bouleversement révolutionnaire de 2011-2013. Je parle de la gauche large, celle qui avait autrefois un écho auprès de grandes masses. Cette gauche large a perdu une grande partie de sa crédibilité après 2013. C'est d'ailleurs l'une des raisons décisives pour lesquelles les gens ne se sont pas mobilisés massivement contre le nouvel assaut néolibéral. Quand il n'y a pas d'alternative crédible, les gens ont tendance à assimiler le discours du régime qui dit : « *C'est nous ou le chaos, nous ou une tragédie à la syrienne. Vous devez accepter notre talon de fer. Ce sera difficile, mais au bout du compte, vous trouverez la prospérité.* » Les Égyptiens n'achètent pas vraiment la dernière promesse – la prospérité – mais ils sont encore paralysés par la peur de se retrouver dans une situation bien pire que celle qu'ils endurent.

À tout cela s'ajoute une autre spécificité du processus révolutionnaire régional, dont la Syrie est l'illustration la plus tragique. Nous avons déjà évoqué une première spécificité – la crise structurelle propre au monde arabe dans le contexte de la crise générale du néolibéralisme. L'autre spécificité est que cette région connaît depuis plusieurs décennies le développement d'un courant réactionnaire d'opposition, promu depuis de nombreuses années par les États-Unis aux côtés de leur plus ancien allié dans la région, le royaume saoudien. Je veux parler de l'intégrisme islamique, bien sûr – tout le spectre de ce courant, dont la composante la plus importante est les Frères musulmans et dont la frange la plus radicale comprend Al-Qaïda et le prétendu État islamique (ISIS, Daech).

Le fondamentalisme islamique a été parrainé par Washington comme principal antidote au communisme et au nationalisme de gauche dans le monde musulman pendant



Algérie, décembre 2019, contre l'élection bido...

la guerre froide. Au cours des années 1970, les fondamentalistes islamiques ont été autorisés par presque tous les gouvernements arabes à faire contrepoids à la radicalisation de la jeunesse de gauche. Avec le reflux subséquent de la vague de gauche, ils sont devenus les forces d'opposition les plus importantes tolérées dans certains pays, comme l'Égypte ou la Jordanie, et écrasées dans d'autres, comme la Syrie ou la Tunisie. Ils étaient cependant présents partout.

Lorsque les soulèvements de 2011 ont commencé, les sections des Frères musulmans ont pris le train en marche et ont tenté de le détourner pour servir leurs propres intérêts politiques. Ils étaient beaucoup plus forts que toutes les forces de gauche restées dans la région, très affaiblies par l'effondrement de l'URSS, tandis que les fondamentalistes bénéficiaient du soutien financier et médiatique des monarchies pétrolières du Golfe.

En conséquence, ce qui a évolué dans la région n'est pas l'opposition binaire classique de la révolution et de la contre-révolution. Il s'agissait d'une situation triangulaire dans laquelle vous aviez, d'une part, un pôle progressiste – soit ces groupes, partis ainsi que réseaux qui ont initié les soulèvements et représenté leurs aspirations dominantes. Ce pôle était faible sur le plan organisationnel, à l'exception de la Tunisie où un puissant mouvement ouvrier (3) a compensé la faiblesse de la gauche politique et a permis au soulèvement de ce pays de remporter la première victoire en renversant un président (4) déclenchant ainsi l'onde de choc régionale. D'autre part, il y avait deux pôles contre-révolutionnaires, profondément réactionnaires : les anciens régimes, qui représentaient classiquement la principale force contre-révolutionnaire, mais aussi les forces fondamentalistes islamiques qui faisaient concurrence aux anciens régimes et s'efforçaient de prendre le pouvoir. Dans cette

configuration triangulaire, le pôle progressiste, le courant révolutionnaire, a rapidement été marginalisé, non seulement à cause de faiblesses organisationnelles et matérielles, mais aussi et surtout à cause de faiblesses politiques, de l'absence de vision stratégique.

La situation a donc été dominée par l'affrontement entre les deux pôles contre-révolutionnaires, qui a dégénéré en un « *choc des barbaries* », comme je l'appelle (5), dont la Syrie est l'illustration la plus tragique, avec un régime syrien des plus barbares face aux forces fondamentalistes islamiques elles-mêmes barbares. L'énorme potentiel progressiste que représentaient les jeunes qui ont initié le soulèvement en Syrie en mars 2011 a été complètement écrasé.

Beaucoup de ces jeunes ont quitté le pays, parce qu'ils ne pouvaient survivre ni dans des territoires contrôlés par le régime, ni dans des territoires tenus par les forces fondamentalistes islamiques. Une grande partie du potentiel progressiste syrien a donc été dispersée en Europe, en Turquie, au Liban et en Jordanie. Une partie survit à l'in-

1. Mohamed Morsi Issa al-Ayyat (1951-2019), dirigeant du Parti de la liberté et de la justice (formation issue des Frères musulmans), président de la République du 30 juin 2012 au 3 juillet 2013, a été destitué et emprisonné par l'armée à la suite des manifestations de millions d'Égyptiens en juin 2013 exigeant sa démission.

2. Kamal Abou Aita, ancien président de la centrale syndicale indépendante EFITU, a été nommé ministre de la main-d'œuvre et de l'immigration le 9 juillet 2013, dans le gouvernement du Premier ministre Adli Mansour. Ce gouvernement a démissionné le 24 février 2014.

3. En premier lieu, la puissante centrale syndicale Union générale tunisienne du travail (UGTT), qui en 2012 comptait 750 000 adhérents, fondée en 1946.

4. Le président Ben Ali a été renversé le 14 janvier 2011.

5. Cf. Gilbert Achcar, *Le Choc des barbaries : terrorismes et désordre mondial*, 10/18, Paris 2004 (première édition parue à Bruxelles en 2002).

Moyen-Orient et Afrique du Nord

térieur du pays, mais tant que la situation de guerre perdurera, il sera difficile pour elle de réémerger.

La situation kurde en Syrie est une autre histoire. Le PYD/YPG (Parti de l'union démocratique/Unités de protection du peuple) kurde dans le nord-est de la Syrie est sans aucun doute la plus progressiste de toutes les forces armées actives sur le terrain en Syrie, sinon la seule force progressiste. Ils ont réussi à développer et à étendre le territoire sous leur contrôle avec le soutien des États-Unis, parce que Washington sous la présidence Obama les considérait comme des fantassins efficaces dans la lutte contre le dit État islamique (ISIS, Daech). Ils avaient leur propre intérêt à combattre Daech, bien sûr, car c'est un ennemi mortel pour eux. Leur première coopération directe avec les États-Unis a en effet eu lieu lors de la bataille de Kobané en 2014, lorsque le soutien aérien américain, y compris les largages d'armes, a été décisif pour permettre aux combattant-es kurdes de faire reculer l'offensive de Daech. Il y a donc eu convergence d'intérêts entre les États-Unis, qui fournissent un soutien aérien ainsi que d'autres moyens et ressources, et le YPG, qui fournit des troupes sur le terrain.

C'est ce que Donald Trump a laissé tomber, en poignardant les Kurdes dans le dos et en ouvrant la voie aux attaques colonial-nationalistes et racistes de la Turquie contre eux. Leur situation est devenue extrêmement précaire puisqu'ils et elles sont maintenant pris entre le marteau de la Turquie et l'enclume du régime syrien, entre le chauvinisme turc et le chauvinisme arabe – deux projets de nettoyage ethnique, convergeant vers le projet de remplacement des Kurdes par des Arabes dans les zones frontalières de la Syrie avec la Turquie. Moscou aide les deux dans cette entreprise.

Darren Roso : *Mais le PYD/YPG n'a pas réussi à s'associer de manière cohérente avec le reste du combat contre le régime meurtrier d'Assad...*

Gilbert Achcar : Je ne leur en voudrais pas : aucune des forces armées syriennes d'opposition n'était ouverte à une véritable reconnaissance des droits démocratiques et nationaux des Kurdes. Certes, les PYD/YPG ne sont pas une répétition de la Commune de Paris comme certains ont tendance à les

dépeindre de manière assez naïve. Et pourtant, avec toutes leurs limites et sans se faire d'illusions à leur sujet, ils représentent la force organisée la plus progressiste et la plus importante sur le terrain en Syrie. Si nous prenons le statut de la femme comme critère principal – et il devrait toujours être un critère crucial pour les progressistes – il ne souffre pas de comparaison par rapport à celui attribué par les PYD/YPG. Ajoutez à cela le fait que leurs co-penseurs en Turquie dirigent le Parti démocratique du peuple (HPD), la seule force politique progressiste et féministe majeure dans ce pays.

Darren Roso : *Pour les marxistes, quelles ont été les leçons théoriques et politiques les plus significatives à tirer du cycle précédent de luttes révolutionnaires ? On entend souvent dire que le marxisme est « orientaliste » et donc inadapté aux sociétés non occidentales. L'attitude de Michel Foucault à l'égard de la révolution iranienne (1979) est un exemple de tentative de salut dans une altérité religieuse non occidentale, déclarant la fin des visions universelles d'émancipation humaine, de politique de classe et des instruments théoriques marxistes pour comprendre le monde. Alors pourquoi pensez-vous que la théorie marxiste est mieux équipée pour donner un sens aux révolutions et contre-révolutions au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ? Quelles sont les perspectives de développement d'une nouvelle génération d'activistes marxistes arabophones depuis 2011, et dans quelle mesure cela a-t-il commencé à se produire ?*

Gilbert Achcar : La vision orientaliste de la région est qu'elle est condamnée à être éternellement figée dans la religion comme faisant partie de son essence culturelle, et que la religion explique tout et a toujours été la principale motivation des populations de la région. C'est une vision complètement erronée, bien sûr, qui est aussi très impressionniste en ce sens qu'elle ignore le passé et qu'elle croit que le présent va durer pour toujours.

Si l'on regarde le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ces dernières années, on peut en effet avoir l'impression que les forces fondamentalistes islamiques sont omniprésentes. Cependant, ce n'était pas le cas il y a quelques décennies, surtout dans les années 1950 et 1960, lorsque ces forces étaient marginalisées par des forces de gauche beaucoup plus fortes. On m'a demandé d'écrire une préface à la réédition du *Marxisme et le monde musulman* de Maxime Rodinson (6) il y a quelques années.

Ce recueil d'articles, dont la plupart ont été écrits dans les années 1960, traite d'une partie du monde où les courants de gauche étaient dominants. J'ai donc dû informer ou rappeler ce fait historique aux lecteurs, de peur qu'ils ne soient déconcertés à la lecture du livre.

Peu de gens se rendent compte aujourd'hui que dans les années 1950 et 1960, il était largement admis que la région arabe était sous hégémonie idéologique communiste. Un auteur marocain a publié en 1967, en français, un livre intitulé *l'Idéologie arabe contemporaine. Essai critique* (7), dans lequel il discutait de ce qu'il nommait le « marxisme objectif » comme idéologie diffuse dans la région. Par cette formule, il voulait dire que les gens utilisaient des catégories et des idées marxistes, la plupart d'entre eux sans même en connaître l'origine.

Ou prenez un pays comme l'Irak, un bon exemple. Aujourd'hui, les religieux et les mollahs dominent la scène politique, surtout chez les chiites. Mais si vous revenez rapidement à la fin des années 1950, vous constaterez que le principal affrontement dans le pays opposait les communistes aux baathistes, ces derniers souscrivant à une idéologie nationaliste qui se décrivait comme socialiste. Les communistes étaient particulièrement influents parmi les chiites et ont pu mobiliser des centaines de milliers de personnes dans des manifestations. Pensez donc à cet Irak et à l'Irak d'aujourd'hui : un grand fossé les sépare. Mais cela prouve qu'il n'y a rien dans les gènes des populations de la région qui les condamne à se conformer aux directives politiques des forces religieuses.

Le dirigeant politique le plus populaire de l'histoire arabe moderne est sans conteste Gamal Abdel Nasser, président de l'Égypte entre 1956 et sa mort précoce en 1970. Il est allé le plus à gauche possible dans les limites du nationalisme bourgeois, mettant en œuvre une nationalisation radicale de l'économie avec des réformes agraires successives, promouvant le développement industriel conduit par l'État et apportant une amélioration substantielle des conditions de travail, tout cela sur un fond anti-impérialiste et antisioniste.

Bien qu'elle se soit déroulée dans des conditions dictatoriales difficiles, cette phase a été très progressiste dans l'histoire de l'Égypte, et elle a été imitée dans plusieurs pays arabes. Lorsque vous contemplez cette histoire, vous vous rendez compte que le rôle de l'intégrisme islamique au cours des dernières décennies n'est pas enraciné dans une certaine essence culturelle, comme le voudrait la vision orientaliste. Elle est plutôt

6. Maxime Rodinson, *Marxism and the muslim world* (préfacé par Gilbert Achcar), Zed Books, London 2015. L'édition originale française, *le Marxisme et le monde musulman*, est parue au Seuil, Paris 1972.

7. Aballah Laroui, *l'Idéologie arabe contemporaine - Essai critique*, Maspero, Paris 1967 (préface de Maxime Rodinson).

le produit de développements historiques spécifiques. Comme nous l'avons déjà dit, c'est en partie le résultat de l'utilisation prolongée et intensive par Washington de l'intégrisme islamique de mèche avec l'État le plus réactionnaire du monde, le royaume saoudien, pour combattre Nasser et l'influence de l'URSS dans la région arabe et dans le monde islamique.

Lorsque le « *printemps arabe* » (comme on appelait les soulèvements en 2011) s'est épanoui, une nouvelle génération est entrée dans la lutte, à grande échelle. L'essentiel de cette nouvelle génération aspire à une transformation progressiste radicale. Ses membres aspirent à de meilleures conditions sociales, à la liberté, à la démocratie, à la justice sociale, à l'égalité, y compris l'émancipation du point de vue des genres. Ils rejettent les politiques néolibérales et rêvent d'une société qui contraste fortement avec les vues programmatiques des forces fondamentalistes islamiques qui ont détourné ou ont tenté de détourner ces soulèvements et de les diriger vers leurs propres objectifs.

Il y a un énorme potentiel de progrès dans la région. Nous l'avons vu revenir sur le devant de la scène lors de la deuxième onde de choc révolutionnaire qui se déroule actuellement. Elle a commencé en décembre 2018 avec le soulèvement soudanais, suivi depuis février dernier par le soulèvement algérien, et depuis octobre par des manifestations sociales et politiques massives en Irak et au Liban. Le Soudan, l'Algérie, l'Irak et le Liban sont en ébullition et tous les autres pays de la région sont sur le point d'exploser.

Darren Roso : Qu'en est-il du rôle du stalinisme dans le monde arabe ?

Gilbert Achcar : L'Union soviétique et les partis communistes sous sa direction ont représenté la forme dominante du « marxisme » dans la région pendant des décennies. Il y a eu plusieurs partis communistes importants dans la région, tous étroitement liés à Moscou. Cela signifie que la littérature marxiste « *autoproclamée* » était fortement dominée par le stalinisme dans la région durant les années 1950 et 1960. Avec l'émergence mondiale de la Nouvelle Gauche à la fin des années 1960 et dans les années 1970, de nouvelles traductions ont permis l'accès en langue arabe aux auteurs marxistes critiques et antistaliniens.

La montée d'une nouvelle gauche dans la région arabe a été stimulée par la défaite des armées arabes en juin 1967 lors de la guerre dite des Six Jours, qui a porté un coup majeur à Nasser et à son régime. Une grande partie de la jeunesse s'est radicalisée en dépassant le nassérisme et le stalinisme,



Irak, début octobre 2019

dans ce qui était souvent un nationalisme radical avec un costume « marxiste » plutôt qu'un marxisme plus accompli. La nouvelle gauche arabe s'est considérablement développée à la fin des années 1960 et au début des années 1970, mais elle n'a pas réussi à construire une alternative à l'ancienne gauche, et encore moins une alternative aux pouvoirs en place.

C'est l'époque où les régimes ont utilisé l'intégrisme islamique pour étouffer la nouvelle gauche dans l'œuf. La plupart des gouvernements arabes, sinon tous, ont stimulé et aidé les groupes fondamentalistes islamiques dans les années 1970, en particulier dans les universités, comme antidote à la nouvelle radicalisation de la gauche. Ils ont ainsi contribué de manière significative à l'échec de la gauche radicale.

Bien sûr, c'est à cette dernière qu'incombe la responsabilité principale de sa propre défaite. Elle manquait de maturité politique et de perspicacité stratégique. La nouvelle radicalisation n'a pas été bien au-delà du « marxisme » superficiel et dogmatique dominant, fortement influencé par le stalinisme. Le marxisme était généralement réduit à quelques clichés. Il y avait des

exceptions, bien sûr, mais dans l'ensemble, la production intellectuelle marxiste originale en arabe est restée très limitée – si on laisse de côté les contributions de penseurs marxistes de la région qui vivaient à l'étranger et écrivaient dans des langues européennes, comme feu Samir Amin (1931-2018). L'exception la plus importante fut Hassan Hamdan, connu sous le nom de plume de Mahdi Amel (1936-1987). Il était l'intellectuel le plus exigeant du Parti communiste libanais et a été assassiné par le Hezbollah en 1987. Une anthologie de ses écrits paraîtra bientôt en traduction anglaise.

Darren Roso : Revenons au présent. Le soulèvement algérien et la révolution soudanaise ont ravivé l'espoir, tout comme les manifestations courageuses dans les rues égyptiennes et les assemblées libanaises sur la place du Riad el-Solh pour faire tomber le régime actuel. Au risque de poser une question impossible, dans quelle mesure les gens ordinaires de la région ont-ils tiré des leçons politiques de la vague de lutte antérieure ? Quel type de dynamique de masse est impliqué ici ? Comment les opprimés et les exploités ont-ils appris à travers l'expé-



Bagdad, 4 octobre 2019

Moyen-Orient et Afrique du Nord

rience de la lutte de masse ? Ont-ils appris ?

Gilbert Achcar : Ils ont certainement appris quelque chose. Les processus révolutionnaires prolongés sont cumulatifs en termes d'expériences et de savoir-faire. Ils ont appris les tournants dans une conjoncture. Les peuples apprennent, les mouvements de masse apprennent, les révolutionnaires apprennent, et les réactionnaires apprennent aussi, bien sûr. Tout le monde apprend. Un processus révolutionnaire à long terme est une succession de vagues de soulèvements et de réactions contre-révolutionnaires – mais ce ne sont pas de simples répétitions de modèles similaires. Le processus n'est pas circulaire, il doit aller de l'avant, sinon il dégénère.

Les gens tirent les leçons de leurs expé-



riences passées et font de leur mieux pour ne pas répéter les mêmes erreurs ou tomber dans les mêmes pièges. C'est très clair dans le cas du Soudan, mais aussi pour l'Algérie et maintenant aussi pour l'Irak et le Liban. Le Soudan et l'Algérie sont, avec l'Égypte, les trois pays de la région où les forces armées constituent l'institution centrale du pouvoir politique. Bien sûr, les appareils militaires sont la colonne vertébrale des États en général, mais c'est le régime militaire direct qui est propre à ces trois pays de la région arabe.

Leurs régimes ne sont pas patrimoniaux. Aucune famille ne possède l'État au point d'en faire ce qu'elle veut. L'État est plutôt

dominé collégialement par le commandement des forces armées. Il s'agit de régimes « *néo-patrimoniaux* », c'est-à-dire caractérisés par le népotisme, le copinage et la corruption, mais aucune famille n'a le contrôle total de l'État, qui reste institutionnellement séparé des personnes du pouvoir. Cela explique pourquoi, dans les trois pays, les militaires ont fini par se débarrasser du président et de son entourage afin de protéger le régime militaire.

C'est ce qui s'est passé en Égypte en 2011 avec le renvoi de Mubarak, et cette année en Algérie avec la fin de la présidence de Bouteflika, suivie du renversement de Bachir au Soudan, tous trois menés par les militaires. Cependant, lorsque cela s'est produit en Égypte, il y a eu d'énormes illusions populaires dans l'armée, qui ont été renouvelées en 2013 lorsque les militaires ont destitué le président Mohamed Morsi des Frères musulmans.

Ces illusions n'ont pas été réitérées au Soudan ou en Algérie en 2019. Au contraire, le mouvement populaire des deux pays a été profondément conscient que les militaires constituent le pilier central du régime dont ils souhaitent se débarrasser. Les mouvements des deux pays comprennent très bien que lorsqu'ils chantent « *Le peuple veut renverser le régime* », ils veulent dire le régime militaire dans son ensemble – et non seulement la pointe de l'iceberg présidentiel. Ils l'appréhendent très clairement tant en Algérie qu'au Soudan, contrairement à ce qui s'est passé en Égypte auparavant.

Mais au Soudan, il y a plus que cette différence. Il y a un leadership qui incarne la prise de conscience des leçons tirées de toutes les expériences régionales précédentes. Ceci est principalement dû à la création de l'Association soudanaise des professionnels (SPA), qui a débuté en 2016 avec des enseignants, des journalistes, des médecins et d'autres professionnels organisant un réseau souterrain. Au fur et à mesure que le soulèvement qui s'est déclenché en décembre 2018 s'est développé, l'Association s'est transformée en un réseau beaucoup plus vaste impliquant les syndicats de tous les secteurs clés de la classe ouvrière. Elle a joué un rôle central dans les événements du côté du mouvement populaire. La SPA a également joué un rôle déterminant dans la constitution d'une large coalition politique impliquant plusieurs partis, organisations et associations. Ils sont actuellement engagés dans un bras de fer politique avec les militaires. Ils se sont mis d'accord temporairement sur un compromis qui a institué ce que l'on peut décrire comme une situation de double pouvoir. Le pays est gouverné par un conseil au

sein duquel les dirigeants du mouvement populaire sont représentés aux côtés du commandement militaire. C'est une période de transition difficile qui ne peut pas durer très longtemps. Tôt ou tard, l'un des deux pouvoirs devra l'emporter sur l'autre.

Mais le point essentiel ici est que l'expérience soudanaise représente un grand pas en avant par rapport à tout ce que nous avons vu depuis 2011, et cela grâce à l'existence d'une direction politiquement intelligente. La SPA n'a pas nourri d'illusions sur les militaires. Ses forces sont aussi radicalement opposées au régime militaire qu'au fondamentalisme islamique, d'autant plus qu'ils étaient tous deux représentés dans le régime d'Omar al-Bachir (8). Les forces réunies défendent un programme très progressiste, incluant une dimension féministe remarquable. C'est une expérience très importante qui est observée de très près dans toute la région.

Le mouvement populaire en Algérie est impressionnant pour avoir organisé d'énormes manifestations de masse chaque semaine depuis plusieurs mois maintenant. Mais il n'a pas de leadership reconnu et légitime. Personne ne peut prétendre parler en son nom. Il s'agit là d'une faiblesse évidente, en contraste flagrant avec le Soudan. Les formes de leadership changent naturellement avec le temps, mais nous ne sommes pas entrés dans une ère postmoderne de « *révolutions sans leader* » comme certains veulent nous le faire croire. Le manque de leadership est un obstacle crucial : un leadership reconnu est décisif pour canaliser la force du mouvement de masse vers un objectif politique. C'est le cas au Soudan, mais pas en Algérie, et pas encore en Irak ou au Liban.

En Irak et au Liban, cependant, des gens inspirés par l'exemple soudanais tentent de mettre en place quelque chose comme la SPA. Il y a des débuts dans cette direction, impliquant des professeurs d'université ainsi que divers professionnels. Au Liban, ils ont créé une association de femmes et d'hommes professionnels, clairement inspirée du modèle soudanais. Cela montre clairement comment l'apprentissage par l'expérience fonctionne au niveau régional.

Darren Roso : *Pourriez-vous nous en dire plus sur les aspects les plus significatifs des mouvements de masse en Irak et au Liban ?*

Gilbert Achcar : Les deux mouvements partagent une particularité remarquable dans la mesure où les deux pays, l'Irak et le Liban, sont caractérisés par un système politique sectaire.

Au Liban, il a été institutionnalisé par le

8. Le mandat présidentiel d'Omar al-Bachir a perduré de juin 1989 – dans la foulée du coup d'État – au 11 avril 2019. Son parti, le Parti du Congrès National, vient d'être dissous.

colonialisme français après la Première Guerre mondiale sous une forme proche du système politique actuel du pays. En Irak, il a été créé par l'occupation américaine, beaucoup plus récemment. De tels régimes politiques sectaires se nourrissent naturellement des divisions sectaires. Dans leur contexte, les divisions sectaires religieuses deviennent la caractéristique déterminante de la vie politique et du gouvernement. Le confessionnalisme est un outil très pernicieux et efficace pour détourner la lutte de classe vers la lutte religieuse. C'est une vieille recette, une version du « *diviser pour régner* » : contrecarrer toute solidarité horizontale de classe contre classe en la transformant en conflit vertical entre sectes. Les directions népotistes bourgeoises et sectaires s'assurent l'allégeance des membres des classes populaires appartenant à leur communauté religieuse en alimentant les divisions et rivalités sectaires.

En Irak et au Liban, l'accumulation de griefs sociaux résultant d'une forme très sauvage de capitalisme qui écrase les gens ordinaires et détériore leur niveau de vie a créé un énorme ressentiment. L'explosion sociale a été déclenchée par une mesure politique en Irak – le licenciement d'une figure militaire populaire (9) – et une mesure économique au Liban : une taxe prévue sur les communications par WhatsApp. Ces mesures ont provoqué une formidable explosion de colère populaire. Au Liban, à la surprise générale, l'explosion s'est étendue à tout le pays et a impliqué des personnes appartenant à toutes les communautés. En Irak, elle a surtout été confinée à la majorité chiite arabe, mais c'est tout aussi important puisque la clique dirigeante elle-même est chiite. Le mouvement dans les deux pays a donc fortement répudié le confessionnalisme au profit d'un sens renouvelé d'appartenance populaire-nationale.

Au Liban, le confessionnalisme était tellement ancré dans l'histoire qu'il semblait être un obstacle très difficile à surmonter. Il était donc très étonnant de voir des personnes appartenant à toutes les communautés religieuses participer à un soulèvement dont le slogan clé est devenu l'équivalent arabe du « *Que se vayan todos* » (Qu'ils dégagent tous !) qui était le slogan clé de la révolte populaire de décembre 2001 en Argentine. La version libanaise dit « *Tous, cela veut dire tous* » – une manière d'insister sur la répudiation de tous les membres de la classe dirigeante, sans exception. « *Nous contre eux* » est passé de la secte contre la secte à une révolte du peuple d'en bas contre tous les membres de la caste dirigeante au sommet, quelle que soit la secte politico-religieuse à laquelle ils appartiennent, chiite, sunnite,

Manifestation au nord de Beyrouth, le 19 octobre 2019



chrétienne ou druze.

Le Hezbollah n'a pas été épargné, ce qui est d'autant plus frappant qu'une sorte de tabou concernant le parti, et en particulier son chef, Hassan Nasrallah, avait été imposé jusque-là. Il est stupéfiant de voir que des gens sont descendus dans les rues des régions placées sous le contrôle du Hezbollah, malgré la position claire du parti contre le mouvement populaire. Depuis lors, il y a eu des tentatives successives d'intimidation du mouvement populaire par des voyous appartenant au Hezbollah et à son proche allié Amal, les deux groupes sectaires chiites.

En Irak, les partis et milices liés au régime iranien se sont engagés dans la répression de la révolte populaire à une échelle beaucoup plus élevée, avec beaucoup de morts (10). C'est parce que la tutelle de Téhéran sur le gouvernement irakien est une cible majeure de la révolte populaire. La récente explosion de colère au sein même de l'Irak s'est également accompagnée d'une répression brutale. Le régime théocratique iranien confirme ainsi qu'il est l'une des principales forces réactionnaires de la région à égalité avec son rival régional, le Royaume saoudien. La répression brutale du mouvement populaire démocratique en Iran en 2009, sa contribution massive à la contre-révolution du régime syrien à partir de 2013 et sa répression musclée des manifestations sociales qui ont repris en Iran fin 2017 et début 2018 en témoignaient déjà.

Le rôle des femmes dans la deuxième vague du processus révolutionnaire dans la région arabe est une autre caractéristique très importante et une indication supplémentaire du degré plus élevé de maturité atteint par les mouvements populaires. Au Soudan, en Algérie et au Liban, les femmes ont participé massivement et très visiblement aux manifestations et aux rassemblements de masse ainsi qu'à leur direction. Dans les trois pays, les féministes ont joué un

rôle crucial dans les groupes impliqués dans les soulèvements. Même en Irak, où les femmes étaient à peine visibles dans la phase initiale des manifestations, elles s'impliquent de plus en plus, surtout depuis que les étudiants ont rejoint la mobilisation.

La grande question qui se pose aujourd'hui est la suivante : les mouvements populaires d'Algérie, d'Irak et du Liban parviendront-ils à s'organiser, comme leurs frères et sœurs soudanais, pour amplifier l'impact de leurs luttes et réaliser des avancées majeures vers la réalisation de leurs objectifs, ou les classes dirigeantes parviendront-elles à réprimer chacun de ces trois soulèvements et à les disperser ? Sans être optimiste en raison de la nature très vicieuse des régimes qui gouvernent cette partie du monde, j'ai beaucoup d'espoir. Mon espoir, cependant, repose sur la conscience qu'il existe un énorme potentiel de progrès, alors que je suis parfaitement conscient que pour qu'il puisse se réaliser, il faut beaucoup de luttes, d'organisation et de sens politique. ■

9. Le correspondant d'*Inprecor* à Bagdad a écrit à ce propos : « *La raison la plus immédiate de la forte implication dans les manifestations a été la destitution par le Premier ministre du lieutenant général Abdel Wahab al-Saadi, commandant adjoint des forces antiterroristes, entré en fonction de 2014 et renvoyé fin septembre 2019, une semaine avant les manifestations qui ont commencé le 1^{er} octobre. Connu pour son commandement des opérations sur le terrain, il avait été blessé à quatre reprises et avait survécu à plusieurs tentatives d'assassinat organisées par l'État islamique. Il a dirigé la libération de nombreuses villes telles que Baiji (une ville aux raffineries géantes), Falloujah et Mossoul et a également contribué à la libération de Tikrit. Venant du Sud, chiite lui-même, Abdel Wahab al-Saadi s'était opposé aux opérations militaires et paramilitaires de vengeance anti-sunnites. Il est ainsi devenu un héros populaire, une légende du "chevalier sauveur" dans les régions à majorité sunnite comme dans le reste du pays. Les habitants de Mossoul ont été jusqu'à ériger une grande statue de lui sur l'une des plus grandes places de Mossoul.* »

10. Plus de 400 morts fin novembre, selon les sources d'organisations internationales.

À se libérer, c'était drôle à dire, de son absence...

Avant d'aborder un épais livre, je fais l'hypothèse qu'un des sujets abordés sera le temps mais pas la météorologie. Je n'espère pas une nouvelle scène de bal et de remémoration, le temps retrouvé... mais une échappée aux rythmes lents ou rapides que l'auteur ou l'auteure construira par ses récits et ses silences.

Ce qui me frappe dans le roman de Ludmila Oulitskaïa c'est justement le jeu entre les temps, en particulier le temps de deux femmes, Maroussia et Nora.

La mise en scène et les références à ce que le théâtre a pu représenter pour l'une et l'autre se font écho. Le livre débute sur un bébé, « une volupté suspecte et accessoire qui n'avait rien à voir avec le but de l'opération », la découverte du contenu d'une malle d'osier, « c'était un manuscrit ou un journal intime », le monde juif des premières années du XX^e siècle à Kiev, les livres et leur lecture...

Des vies, des rencontres et des séparations, le monde soviétique des relégations et de la criminalisation des opinions, les lectures et les connaissances, l'implication scientifique, le théâtre, les fils et les pères, les voyages, les effets stéréoscopiques, la féerie du monde, les maris et les amants, la correspondance amoureuse, les sauts au-delà de l'Atlantique, Jacob et Tenguis, les générations et l'histoire de femmes...

Il convient donc de monter sans prudence sur cette échelle de Jacob. Un immense roman... et cela ne saurait se résumer au nombre de pages.

Didier Epsztaïn

* Ludmila Oulitskaïa, *l'Échelle de Jacob* (Traduit du russe par Sophie Benech), Gallimard, Paris 2018, 622 p., 26,00 €

Fables d'Occident et messianismes indiens

« Les essais rassemblés dans cet ouvrage portent sur les thèmes fascinants, et inépuisables, des Paradis terrestres et des mouvements indiens dit "messianiques" dans le continent américain (XVI^e-XIX^e siècles) ». « Les rêves de bonheur ne sont souvent qu'évasions d'un réel insupportable, fuites dans l'imaginaire, et nous savons trop bien que l'histoire est infiniment tragique : c'est pourquoi le titre ici de

Paradis peut aussi bien s'entendre par antiphrase, car il recouvre autant d'effroyables enfers ». Il s'agit d'un passionnant livre érudit mais tant par l'écriture que par l'exposition, il est accessible et devrait intéresser les profanes, celles et ceux qui n'ont pas de connaissance particulière dans les domaines traités et celles et ceux qui ne partagent pas les aspirations au sacré ou au religieux.

« La découverte d'un monde jusqu'alors insoupçonné suscita en Occident d'innombrables hypothèses et fantasmes, qui ne sont pas toujours des élucubrations dénuées de sens ». Nathan Wachtel met en évidence les noyaux « rationnels » des constructions explicatives. Il aborde le rationnel historiquement situé dans le possible des pensées, les sens métaphoriques (messianique ou millénariste), le « Paradis » et sa localisation américaine, l'érudition et son exubérance baroque, la révolution intellectuelle provoquée par l'extraordinaire découverte d'un continent inconnu, la « théorie de l'Indien juif », les transpositions de récits indigènes dans un style biblique, la combinaison de l'exégèse biblique et du savoir géographique... Il souligne des changements dans les sciences au XIX^e siècle, le positivisme scientifique, les nouveaux critères de « preuve », l'imprégnation de l'idée d'une hiérarchie des races ou des cultures dans les discours scientifiques : « Le point de vue de l'historien, défini depuis le lieu et le temps où il se trouve situé, est de fait toujours singulier, subjectif et orienté ».

« Après l'examen qui précède de certaines représentations occidentales relatives au Nouveau monde, renversons les perspectives et tentons de nous situer du point de vue des Amérindiens ; ce que nous appelons "grandes découvertes" ou "conquêtes" signifie en réalité pour eux défaites, maladies, invasions, désastres ». Nathan Wachtel souligne des analogies entre diverses quêtes amérindiennes, des dimensions « messianiques » ou « prophétiques », des combinaisons variables de « croyances et pratiques autochtones avec certains apports occidentaux », des mouvements de révolte violente et guerrière, des réactions plus pacifiques (chants, danses, prières, rituels d'ordre religieux) : « En fait, au-delà de leur diversité, tous ces phénomènes sont généralement symptômes de situations désespérées, où l'accumulation de drames et de catastrophes conduit les sociétés indiennes à une recherche pathétique de Rédemption ».

L'auteur aborde, entre autres, les migrations et les rituels des Indiens Tupi-Guarani (XVI^e-XVII^e siècle), des représentations cycliques du temps, des cérémonies, la place de chamans ou caraïbes, des phénomènes de diffusion et d'acculturation : « Dès lors, des phénomènes de diffusion et d'acculturation ne peuvent manquer de se produire, et l'on observe effectivement que les Indiens ne tardent pas à absorber certains éléments provenant des croyances et des pratiques européennes, mais en les inscrivant dans la logique de leurs représentations traditionnelles, de sorte qu'ils les retournent contre la domination des envahisseurs. Le mythe de la Terre sans Mal dérive ainsi vers une accentuation de sa dimension guerrière et conduit au déclenchement d'innombrables révoltes contre le système colonial ».

« "Les temps viendront", "les moments approchent", "le temps est arrivé" : du XVI^e au XVIII^e siècle, l'espérance en l'avènement d'une ère nouvelle de justice et de félicité semble constituer, aux divers niveaux de l'échelle sociale, l'horizon d'attente constamment renouvelé des populations andines ». C'est la persistance d'une dimension essentielle du monde andin, le renversement de l'espace-temps : « Le désastre de la conquête espagnole s'accompagne de la catastrophe inouïe provoquée par les maladies nouvelles (variole, rougeole, grippe, etc.) introduite par les Européens ». « La mémoire collective perpétue la figure de l'Inca selon diverses modalités : récits mythiques, représentations du théâtre populaire, écrits d'ordre littéraire, arts plastiques. Ces différents moyens de transmission comportent leurs propres complexités et sont chargés d'une pluralité de significations ».

L'auteur propose « une reconstitution géographique et chronologique de l'évolution du cycle mythique d'Inkarri ». Il aborde les Danses de la conquête, le thème de l'incommunicabilité entre Indiens et Espagnols, le monde souterrain comme « lieu de refuge, voire de régénération », les anachronismes, les manifestations publiques sous forme « de défilés, processions et mascarades ». La « mémoire collective de l'Inca fonde des traditions diversement réinventées, d'où inévitables ambiguïtés et multiplicités des langages (qui peuvent néanmoins interférer) : le retour de l'Inca ne signifie pas toujours la même chose pour tous, comme en témoignent bien des épisodes des grandes révoltes du XVIII^e siècle ».

Nathan Wachtel analyse également les transformations idéologiques en Amérique du Nord : « 1890 : en cette année, aux États-Unis, le Bureau fédéral du cens proclame officiellement la fin de la "Frontière" tandis que les "guerres indiennes", menées continuellement dans le Far West depuis la mi-XIX^e siècle, s'achèvent avec le sinistre massacre de Wounded Knee, emblématique des drames de l'expansion européenne ». Il examine, entre autres, le mouvement de la Danse des Esprits, la notion de Grand Esprit, les prophètes Neolin et Tenskwatawa, la Ghost Dance chez les Cherokees et ses évolutions, le thème du retour des morts : « Mais ce qui est nouveau dans la prophétie de Wodjizob annonçant le retour des morts, outre la modernité du train venant de l'est, c'est le caractère collectif de cette résurrection, et l'idée que ces retrouvailles heureuses entre la foule des morts et les vivants marquent une rupture dans le temps de l'histoire ». « En conséquence, par un retournement remarquable, l'intensification des relations entre ce qui subsistait des tribus autochtones, au moment du nadir démographique, transformait l'un des facteurs de destruction du monde indigène en moyen de consolidation d'une identité pan-indienne ».

« La terre sans Mal, le mythe d'Inkarri, la Ghost Dance : ces trois cas de "messianisme" indien se produisent parallèlement dans des sociétés et des cultures différentes, situées en des zones géographiques éloignées les unes des autres, sans aucune relation régulière ».

En conclusion, Nathan Wachtel souligne la nécessité de « restituer ces pratiques et représentations dans le contexte des mythes et catégories de pensées autochtones ». L'adjonction d'éléments de provenance européenne, les réactions de résistance, la fidélité à l'esprit des coutumes des ancêtres, « telle est finalement, à travers l'accumulation des envers subis, l'amère victoire des vaincus ».

Didier Epsztaïn

* Nathan Wachtel, *Paradis du nouveau monde*, Fayard, Paris 2019, 332 pages, 24,00 €

Des mobilisations inédites

Par
Arthur Mahon*

Les mobilisations qui ont paralysé une grande partie d'Haïti pendant deux mois, de la mi-septembre à la mi-novembre 2019, ont été exceptionnelles. Ce fut l'aboutissement provisoire d'un mouvement commencé à l'été 2018, qui a rebondi à plusieurs reprises. L'étincelle est venue en juillet 2018 de l'augmentation du prix des produits pétroliers. Puis la dénonciation d'un très gros scandale financier, l'affaire du fonds Petrocaribe, a pris une ampleur inédite. Au mois de septembre 2019, c'est une pénurie d'essence généralisée qui mit le feu aux poudres. La contestation, qui jusque-là avait surtout touché les grandes villes, s'étendit à tout le pays.

Malgré une dure répression, une partie importante de la population, excédée, s'est dressée pour réclamer le départ du président Jovenel Moïse, qui depuis 2017 est à la tête d'un pouvoir mafieux. C'est aussi un mouvement de ras-le-bol général devant des conditions de vie de plus en plus insupportables, des inégalités criantes et un système politique corrompu, discrédité et répressif. Depuis un an, les prix ont augmenté de 20 %, en raison notamment de la chute de la monnaie nationale (1). Au-delà du président, c'est tout un système qui est visé par la révolte en cours.

Un pays à l'arrêt

Depuis le 1er septembre, on a assisté à de multiples manifestations, parfois quotidiennes, à Port-au-Prince, comme en province, un grand nombre, mais pas toutes, étant à l'initiative de l'opposition politique. Elles ont souvent donné lieu à une forte répression et parfois à des destructions et des pillages. Ainsi, le 27 septembre, une base de la police anti-émeute a été prise d'assaut et pillée afin d'éviter que la manifestation qui allait suivre ne soit réprimée. À Port-au-Prince une des manifestations les plus importantes, sinon la plus importante, s'est tenue le 13 octobre à l'appel de chanteurs et de DJ

très populaires. Le 20 octobre, un homme se disant prophète et ses nombreux fidèles sont venus renforcer une deuxième manifestation des artistes. Le 28 octobre, des syndicats rejoignent la manifestation organisée ce jour-là, avec plusieurs centaines d'ouvrier-es du textile. Le 30 octobre, c'est le secteur de la santé qui descendait dans la rue et le lendemain des chauffeurs de mototaxi. Des avocats ont eux aussi manifesté et des policiers ont pris la rue à deux reprises, demandant même à pouvoir constituer un syndicat.

Pendant deux mois, à partir de la mi-septembre, Haïti a été un peyi lòk, c'est-à-dire un pays bloqué, cadennassé. Des barricades barraient les rues de plusieurs villes et des routes étaient coupées. La plupart du temps, il était difficile et souvent périlleux de se déplacer à l'intérieur de Port-au-Prince. Les occupants des rares véhicules osant circuler ont parfois été agressés par ceux qui tenaient les barricades. Un journaliste a été grièvement blessé alors qu'il essayait de franchir un barrage à Jacmel. En province, certaines routes étaient coupées. La grande majorité des écoles étaient fermées. Des entreprises et des institutions ont mis en disponibilité une partie ou la totalité de leur personnel.

Des accointances dangereuses

Dans la situation exceptionnelle que vit Haïti, un facteur décisif est l'absence de mouvements populaires organisés suffisamment implantés pour pouvoir impulser l'auto-organisation et l'autodéfense de la mobilisation. Faute de quoi, elle reste fragile et échappe difficilement aux manipulations de politiciens ambitieux, de forces populistes et de certaines fractions des classes possédantes, qui ont leur propre agenda et s'appuient souvent sur des bandes armées.

Le contrôle exercé par les gangs sur une partie des quartiers populaires est devenu une donnée incontournable de la situation. Beaucoup ont été achetés par le pouvoir, mais certains veulent renverser Jovenel Moïse. Certes tous les groupes de base qui



ont des armes ne sont pas nécessairement des gangs et certains gangs eux-mêmes, qui sont le produit du chômage et de la misère, peuvent exprimer dans une certaine mesure la colère des quartiers pauvres tout en les soumettant à leur loi. Mais l'accointance d'une partie de l'opposition politique avec des bandes criminelles est un lourd handicap pour la mobilisation. Il est difficile de faire longtemps cause commune avec ceux qui vous menacent et vous rançonnent. D'autant plus que, selon le sociologue haïtien Alain Gilles, les gangs « passent du pouvoir à l'opposition, d'un jour à l'autre sans se positionner par conviction ».

Depuis la mi-novembre la plupart des activités ont repris. En province, certaines zones ont retrouvé le calme. Mais, ces derniers jours, à Port-au-Prince et dans sa périphérie, il était parfois difficile de circuler, des barrages pouvant être installés ou retirés à tout moment et des fusillades éclater.

À travers le pays un grand nombre d'écoles restent fermées. Il est vrai que la rentrée scolaire annoncée pour le 8 septembre avait à peine débuté, car beaucoup de parents n'avaient pas les moyens d'acheter le matériel scolaire. Les deux mois de paralysie ont encore aggravé leur situation économique. Souvent les salaires n'ont pas été payés et nombre de petit-es marchand-es du secteur informel ont perdu une grande partie de leur investissement. En outre, les prix ont monté en flèche du fait du quasi-arrêt des transports.

En raison de la pénurie de nourriture, de combustibles et de médicaments, les condi-

* Arthur Mahon est militant de la IV^e Internationale.

1. Conséquence de la politique néolibérale, le déficit de la balance commerciale (exprimé en pourcentage du PIB) s'est creusé très fortement depuis les années 80, surtout à partir de l'année 2003.

Haïti

tions d'incarcération déjà épouvantables ont encore empiré depuis le mois de septembre. Dans la prison des Gonaïves, il en est résulté une mutinerie. À cette occasion, des prisonniers ont forcé la porte de la cellule où douze femmes étaient détenues et presque toutes ont été violées.

Exécutés froidement

Ces dernières semaines, la répression s'est accentuée. Elle vise particulièrement les militants des quartiers populaires que le pouvoir n'a pas réussi à soudoyer, selon Chavanne Jean-Baptiste, une des figures du Forum patriotique créé récemment. Un des enjeux est de faire disparaître les barricades barrant encore des rues et des routes. Début novembre, à Port-au-Prince, quinze personnes ont été tuées et plusieurs autres ont été blessées par balles lors de plusieurs attaques contre le quartier de Bel Air perpétrées par un gang appuyé par la police. Deux semaines plus tard, trois autres personnes ont été tuées dans ce même quartier dans des circonstances identiques.

Le 10 juin, le journaliste Pétion Rospide a été tué par balles à l'intérieur d'un véhicule portant le nom de sa station de radio. Le 10 octobre, Néhémie Joseph, reporter d'une radio, fut retrouvé mort dans sa voiture. Le 24 novembre, un jeune militant, Sandino Grand Pierre (22 ans), qui avait participé à toutes les manifestations contre la dilapidation du fonds Petrocaribe, a été criblé de balles par des hommes en moto (2). La répression est l'œuvre de la police, qui est aujourd'hui très militarisée, de gangs et de commandos pouvant comporter des policiers. Des gangs, payés par le pouvoir, qui a renouvelé leur arsenal, terrorisent certains quartiers populaires et leur interdisent de se rendre aux manifestations. Des commandos ont attaqué des cortèges à l'arme automatique. Les policiers de la sécurité présidentielle, qui disposent du fusil d'assaut Galil, semblent être très actifs dans ce domaine. Enfin des mercenaires étrangers ont été vus fusil à la main. Un des hommes clés de ce dispositif répressif a lui-même été blessé par balles par un des gangs qu'il supervisait.

2. Ces vingt dernières années, l'histoire d'Haïti a été jalonnée par des assassinats politiques. Ainsi, sous la présidence de Martelly, Davidchen Siméon et Romario Dangelo Saint-Jean, deux militants du MOLEGHAF, une organisation anticapitaliste, ont été exécutés, et son secrétaire-général David Oxygène a failli l'être également.

3. Voir l'article « Des élections sous tutelle », paru dans *Inprecor* n°624, février-mars 2016.

4. Le Parti haïtien tèt kalé (PHTK) a été baptisé ainsi en référence au crâne chauve (« tèt kalé ») de Martelly.

Malgré l'embargo sur les armes, près de 500 000 armes à feu illégales circulent en Haïti, selon Jean Rebel Dorcena, membre de la Commission de désarmement, de démantèlement et de réinsertion. C'est-à-dire plus du double de ce qu'estimait la Police nationale il y a quatre ans. D'après lui, il y a 96 gangs en Haïti et « ces bandits sont à la solde de personnalités du pouvoir, ont des relations avec des membres de l'opposition et reçoivent des fonds de certains patrons du secteur privé ».

Comment en est-on arrivé là ?

En 2012, après la seconde présidence de René Préval (2006-2011), Michel Martelly (2011-2016) fut imposé à la tête de l'État haïtien par la « communauté internationale » à l'issue d'une incroyable manipulation opérée par une mission de l'OEA, chargée de vérifier les résultats du premier tour de l'élection présidentielle (3). Les résultats du second tour furent dictés au Conseil électoral chargé de les proclamer. Martelly quitta la présidence en février 2016, après un mandat désastreux et au milieu des scandales, sans que l'élection de son successeur ait été menée à terme. En effet, des fraudes massives orchestrées par le pouvoir soulevèrent l'indignation. Elles favorisaient le candidat Jovenel Moïse, un homme d'affaires véreux soutenu par le parti présidentiel, le PHTK (4). Sous la pression des manifestants, le second tour fut annulé in extremis par le Conseil électoral, qui craignait pour sa sécurité. Quand son mandat se termina, Martelly fut donc remplacé par un président provisoire, Jocelerme Privert (2016-2017), chargé d'organiser de nouvelles élections. Après bien des péripéties, et une campagne très coûteuse, Jovenel Moïse remporta (56 % des voix) l'élection présidentielle dès le premier tour, le 29 novembre 2016. Mais l'abstention dépassa les 80 %, particulièrement dans les quartiers ravagés par le chômage et la misère, où le parti Fanmi Lavalas (créé par Jean-Bertrand Aristide à la fin des années 1990) et sa scission Pitit Dessalines disposent d'une force de frappe importante. Leurs candidats (respectivement Maryse Narcisse et Moïse Jean Charles) n'obtinrent à eux deux que 20 % des voix, le même pourcentage étant attribué à Jude Célestin, soutenu par René Préval. L'élection se tint quelques semaines seulement après le passage de l'ouragan Matthew, qui ravagea le sud-est du pays. Dénouant des fraudes, plusieurs candidats refusèrent de reconnaître l'élection de Jovenel Moïse. En fait, étant sous le coup d'une enquête pour blanchiment d'argent, sa candidature n'aurait même pas dû être acceptée. Il prit ses fonctions le 7 février 2017 et bénéficia

du soutien des deux chambres législatives, truffées comme à l'habitude de voleurs, de renégats et de trafiquants de drogue.

Ouvrières du textile

Jovenel Moïse fut rapidement confronté à une longue mobilisation dans les usines d'assemblage (textile et habillement), qui portait sur les salaires. Elle commença en mai 2017, dura plusieurs semaines et toucha les deux zones franches de Codevi (département du Nord-Est) et de Caracol (Nord) et surtout les parcs industriels de Port-au-Prince. Déjà en décembre 2013, des milliers de travailleurs de la zone industrielle de Port-au-Prince s'étaient rassemblés devant le Parlement pour exiger une augmentation du salaire minimum à la hauteur de leurs besoins. L'organisation Batay Ouvriye, qui anime plusieurs syndicats, raconte ainsi la lutte de 2017 à Port-au-Prince, qui fut durement réprimée par la police et les patrons : « Il fallait voir ! La détermination, l'engagement, la fureur presque, de milliers, de milliers et de milliers d'ouvriers bafoués, d'ouvrières fatiguées, car, bien souvent, elles sont seules au foyer monoparental, pratique courante en Haïti. Quittant bravement les usines où essayaient de les maintenir enfermées des patrons surannés, tout à fait dépassés. Jour après jour. Courant, criant, hurlant dans les rues, aux micros des chaînes de télévision ou principales radios du pays. Communicant leur ras-le-bol bouleversant aux passants, marchandes des à-côtés, artisans, vendeurs ambulants, écoliers, étudiants, chômeurs qu'ils rencontraient sur leur passage. (...) Drapeaux, banderoles, pancartes, distribution de tracts se faufilaient en ces labyrinthes familiers et apportaient l'orientation, la direction de la classe ouvrière autonome, mobilisée. » Ce regain de combativité des ouvrier-es des grands ateliers d'assemblage présageait ce qui allait se passer un an plus tard, mais ce sont principalement d'autres couches de la société qui se sont mobilisées alors.

Émeutes

Tout démarra avec une augmentation des prix des produits pétroliers. Après la dictature militaire (1991-1994) qui s'accompagna d'un embargo international, un plan d'ajustement structurel, dicté par le FMI et mis en place avec un certain zèle par les présidents Aristide et Préval, acheva de mettre à genoux plusieurs secteurs de l'économie haïtienne. En 2011, un expert du FMI en visite en Haïti s'étonna que les tarifs douaniers y soient aussi bas. C'est pourtant sous la féru-

le du FMI qu'ils étaient devenus les plus bas de la région. Ainsi la taxe sur le riz importé était passée de 30 % à 5 %.

Après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, le gouvernement haïtien décida de geler les prix à la pompe, et ce en dépit des fluctuations des prix sur le marché international. En juillet 2010, le FMI a conclu un accord avec Haïti au titre de la Fédération élargie de crédit (FEC). Parallèlement, il annulait la dette d'Haïti à son égard. Mais en 2014, sous la pression du FMI, les autorités haïtiennes réduisirent les subventions sur les carburants, qui pesaient lourdement sur le budget. En 2015 le FMI accorda un nouveau crédit et commença à demander non plus la « réduction » mais la « suppression des subventions aux carburants ». Ainsi fut fait. Le 21 juin 2018, après avoir accordé un nouveau financement, le FMI annonça avec plaisir que le gouvernement haïtien allait éliminer ces subventions. Jovenel Moïse attendit le début de la coupe du monde de football et annonça début juillet une hausse des prix des produits pétroliers allant jusqu'à 51 %.

Marc-Arthur Fils-Aimé, directeur de l'Institut Karl-Lévêque, raconte : « *Le peuple ne s'est pas laissé prendre au piège. Les 6, 7 et 8 juillet, il a presque mis en déroute l'exécutif et les forces répressives en barricadant le pays. Il réclamait non seulement le retrait du communiqué relatif à cette augmentation brutale, mais aussi la baisse du coût de la vie. Au fur et à mesure que les protestations gonflaient à travers le pays, les revendications se sont radicalisées à un point tel qu'elles ont pris l'allure d'une lutte de classe. Des foules attaquaient des banques et de grands commerces et demandaient le départ du président et de son Premier ministre d'alors.* » Le Premier ministre démissionna et, peu après, l'augmentation des prix des produits pétroliers fut suspendue. La mobilisation allait bientôt rebondir à partir d'un autre problème : le scandale du fonds Petrocaribe.

Les Petrochallengers entrent en scène

Petrocaribe est un accord de coopération, initié en 2005, entre le Venezuela et dix-huit États de la Caraïbe et de l'Amérique centrale. En application de l'accord signé dès la prise de fonction du président René Prével, Haïti achetait au prix du marché ses produits pétroliers au Venezuela (son principal fournisseur depuis longtemps) mais ne payait qu'une partie au comptant. L'autre partie (environ la moitié) devait être payée (ou faire l'objet d'un troc) dans un délai de 17 ans (si le prix était bas) ou 25 ans, avec

deux années de grâce et un taux d'intérêt préférentiel (1 %). Les livraisons commencèrent en mars 2008 et prirent fin en avril 2018. L'État revendait le pétrole à des compagnies privées locales et le bénéfice alimentait le fonds Petrocaribe, géré par l'État haïtien. 2,4 milliards de dollars ont été versés sur ce fonds en 10 ans. De quoi susciter la convoitise ! En principe, il devait surtout servir à des investissements dans des projets de développement. Mais peu ont été réalisés correctement. Une grande partie de l'argent décaissé pour les projets de développement (1,6 milliard) a été gaspillée et détournée, et déjà en 2013 les chansons du carnaval ciblaient la mauvaise gestion du fonds.

En novembre 2017, un rapport sénatorial souligna qu'il « *est apparu au fil de l'enquête que Petrocaribe a été l'objet d'une escroquerie à grande échelle* ». Des citoyen-es déposèrent alors 62 plaintes. En août 2018, une femme expliqua ainsi qu'elle avait porté plainte parce que son père était mort après un accident, alors qu'il aurait pu survivre si un hôpital de qualité avait été construit avec l'argent de Petrocaribe. Il est vrai que sous Michel Martelly la part consacrée à la santé dans le budget de l'État était des plus minces : 4,4 % dans son dernier budget contre 16,6 % en 2004 (7 % dans le projet de budget le plus récent).

À la mi-août, le cinéaste Gibert Mirambeau posta sur les réseaux sociaux une photo sur laquelle il apparaît les yeux bandés, une pancarte à la main : « *Kote kob Petrocaribe a ?* » (Où est passé l'argent de Petrocaribe ?) Cette question devint virale sur les réseaux sociaux et un mouvement, les « *Petrochallengers* », prit naissance et se développa très vite, particulièrement dans la jeunesse. Dès août 2018, des manifestations furent organisées devant les locaux de la Cour des comptes. Le dossier Petrocaribe devint un catalyseur de la contestation, fédérant de nombreux secteurs de la société. Le 17 octobre, les Petrochallengers organisèrent une énorme manifestation à Port-au-Prince. Selon la féministe Pascale Solages, « *être Petrochallenger, c'est respecter un certain nombre de principes éthiques : ne pas être corrompu, croire en la justice sociale, avoir une vision du monde et du vivre ensemble qui respecte les droits des personnes, les biens et les vies. (...) Chaque groupe s'organisait de manière autonome, dans sa communauté et son quartier, avec ses propres pancartes, mots d'ordre, etc. Il n'y avait pas une organisation structurée de ces mobilisations.* » (5) À partir de décembre 2018, les groupes commencèrent à se coordonner et un groupe de jeunes intellectuels forma le groupe Noupapdomi (Nous allons rester

éveillés), que coordonne Pascale Solages.

Les Petrochallengers entendaient préserver jalousement l'autonomie de leur mouvement. Mais ce n'était pas du goût des poids lourds de la politique haïtienne qui en étaient tenus écartés. Ils allaient bientôt reprendre l'initiative et surfer sur la vague enclenchée par les Petrochallengers. Une partie de l'opposition politique prit donc l'initiative d'une manifestation le 18 novembre et appela ses partisans à paralyser Port-au-Prince pendant deux jours. Alors que les Petrochallengers se concentraient au départ sur les questions de corruption et de justice, cette manifestation réclamait également le départ de Jovenel Moïse. Parmi les hommes qui allaient occuper le devant de la scène, on trouve par exemple Youri Latortue, ancien militaire putschiste, accusé de plusieurs assassinats politiques et parrain de gangs, qui présida le Sénat pendant un an avant de quitter Jovenel Moïse ; le sénateur Néné Cassi, élu sous la bannière de Fanmi Lavalas ; Assad Volcy, ancien « *leader populaire adulé par les masses défavorisées* », selon ses écrits, et ancien porte-parole de la présidence sous René Prével.

Le président épinglé

Le 31 janvier 2019, sous la pression des Petrochallengers, la Commission supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA) publia un premier rapport d'audit, très partiel, sur la gestion du fonds Petrocaribe (6). Page après page on y lit la description de multiples carences et irrégularités, de détournements de fonds, d'escroqueries grossières, réalisées avec la complicité certainement rémunérée des pouvoirs publics (7). Comme l'a dit l'écrivain Gary Victor : « *La corruption existait bien sûr en Haïti. Mais là, nous sommes à une échelle industrielle* ». Cerise sur le gâteau, ce rapport révéla que Jovenel Moïse lui-même avait escroqué le fonds Petrocaribe. « *Collusion, favoritisme, détournement de fonds* », écrit la Cour des comptes à propos des projets confiés au futur président.

Alors que les conditions de vie de la population s'étaient brusquement aggravées, le rapport braquait la lumière sur les coulisses de certaines entreprises haïtiennes et de multinationales opérant en Haïti, et sur les arrière-boutiques d'une élite politique et

5. Entretien avec Frédéric Thomas, chercheur au CETRI (Louvain-la-Neuve.)

6. Les deux rapports d'audit sont lisibles à l'adresse : www.noupapdomi.org/dokiman

7. Voir Frédéric Thomas, *Haïti : Le scandale du siècle*, publié en trois parties sur www.cetri.be



d'une haute administration parasitaires. Le 7 février 2019, à l'appel des leaders de l'opposition parlementaire, des centaines de milliers de personnes gagnèrent les rues de la capitale et des principales villes. Les slogans dénonçant la vie chère se mêlaient à ceux réclamant le départ de Jovenel Moïse et un procès sur la dilapidation du fonds Petrocaribe. Du 7 au 18 février eut lieu la première opération consistant à bloquer le pays (*peyi lòk*). Port-au-Prince et d'autres villes furent paralysées par des barricades. Des entrepôts et des magasins furent pillés. Les stations d'essence étaient fermées en raison du climat tendu et des multiples manifestations. Mais, selon l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR), la situation était loin d'être simple car bientôt, a-t-elle expliqué, « *sous la houlette des politiciens de l'opposition* », les revendications sociales « *font place à de simples appels à la démission du chef de l'État* » tandis que les pauvres sont « *empêchés par la force d'aller travailler* » et qu'aucune initiative n'est prise pour leur permettre de se ravitailler. Comme l'écrit Frédéric Thomas, qui souligne le rôle que jouent les gangs armés dans le mouvement, « *il ne faut ni diaboliser ni idéaliser le mouvement* » mais « *ne pas reconnaître les limites du mouvement social de ces derniers mois serait une erreur* » (8).

Au terme de son deuxième rapport, remis au Sénat le 31 mai, la Cour des comptes n'avait encore examiné que 75 % du total des montants votés pour des projets de développement. Mais son contenu était suffisant pour déclencher une nouvelle vague de mobilisations, avec de grandes manifestations le 9 juin et de nombreuses actions les jours suivants pour demander le départ de Jovenel Moïse et le jugement de toutes les personnes impliquées dans le scandale Petrocaribe.

Même si l'argent du fonds Petrocaribe a été en grande partie dilapidé, la dette reste. L'État haïtien consacre 4,5 % du budget au service de la dette publique externe. Le Venezuela est de loin (à plus de 87 %) le principal créancier, bien qu'il ait annulé une partie de la dette (400 millions de dollars) après le tremblement de terre. Or l'État haïtien a des difficultés à se procurer des dollars, qui sont nécessaires également pour acheter sur le marché international les produits pétroliers, qu'il faut payer au comptant depuis l'interruption du programme Petrocaribe. Il en résulte des pénuries d'essence récurrentes. Celle, particulièrement grave, du mois de septembre 2019 relança à nouveau la mobilisation.

Un débouché politique incertain

Chasser Jovenel Moïse, oui. Mais par quoi le remplacer ? Et pour faire quoi ? Au mois de février 2019, le collectif Noupapdomi mit en ligne un questionnaire que remplirent plus de 6 000 personnes, dont plus de 3 000 dans les premières 24 heures. Il en ressort le souhait d'une nouvelle perspective et d'un nouveau projet associant « *toutes les forces vives de la nation* ». Des exigences pour guider la transition sont formulées autour des « *4 R* » :

- ❶ Rupture (avec l'injustice sociale des régimes passés soumis aux grandes forces politiques et économiques nationales et internationales),
- ❷ Redressement (des institutions publiques ; démocratie participative),
- ❸ Réorientation (de l'économie en vue de favoriser la création et la redistribution des richesses, de faciliter les initiatives publiques comme privées, les investissements locaux comme étrangers),
- ❹ Rigueur (dans la gestion et les dépenses de l'État).

L'autorité de transition s'accompagnerait d'une structure permettant à la population de la contrôler.

Cet été se sont mises en place deux coalitions, dont les préoccupations recoupent partiellement celles du collectif Noupapdomi :

- L'Alternative consensuelle pour la refondation d'Haïti, constituée autour des sénateurs de l'opposition, comprend une série de forces politiques, liées pour certaines à des membres de l'oligarchie malgré un vernis progressiste. Plusieurs anciens partisans de Jovenel Moïse y participent.
- Le Forum patriotique de Papaye rassemble des organisations politiques de gauche (ou

de « *centre gauche* ») et des organisations du mouvement social, dont les quatre organisations paysannes qui ont organisé la réunion de fondation (dans la ville de Papaye). Comme l'autre coalition, elle est à la recherche d'une entente minimale de sortie de crise sans Jovenel Moïse. Mais elle insiste sur le fait que la solution doit être « *natif natal* », c'est-à-dire conçue uniquement en Haïti. Selon l'agence haïtienne Alterpresse, elle veut obtenir le renversement de Jovenel Moïse et de son équipe « *tout en mettant en œuvre des actions revendicatives concrètes pour la satisfaction de demandes vitales pour la population et le pays* ».

Grâce à la médiation d'une structure (« *la Passerelle* ») soutenue par 107 organisations de la société civile (y compris des organisations patronales), ces deux coalitions, rejointes par quelques autres formations, ont conclu un accord le 10 novembre : le remplaçant de Jovenel Moïse sera choisi parmi les juges de la Cour de cassation ; le Parlement sera déclaré caduc ; une commission définira les critères de désignation des ministres ; un organe spécial contrôlera le travail de l'exécutif ; une conférence nationale jettera « *les bases d'une nouvelle société* ».

Cependant, trois semaines plus tard, la commission chargée d'établir les critères pour choisir le président provisoire et son Premier ministre n'avait toujours pas fait connaître ses conclusions.

Il est douteux que cet accord arrive à faire rêver tous ceux qui en Haïti n'en peuvent plus et aspirent à un bouleversement en profondeur. Ceux qui disent « *Fòk chodyè a chavire* » (il faut renverser la marmite) n'ont pas vraiment envie de ce qui peut apparaître comme une vieille soupe réchauffée. L'accord ne porte que sur les questions institutionnelles et les noms de certains signataires ne peuvent que susciter la méfiance, voire la répulsion. Comment ne pas se méfier lorsque des assassins et des membres de l'oligarchie, ayant rompu récemment avec Jovenel Moïse (après avoir financé son élection), sont parties prenantes de l'accord ? Habités à retourner leur veste, ces individus ne seraient-ils pas en train de préparer une solution avec l'ambassade des États-Unis ?

S'exprimant le 8 juin à l'émission Top Haïti au sujet de l'après-Jovenel Moïse, James Beltis, membre du secrétariat de Noupapdomi, avait déjà déclaré que « *les architectes du chaos des dix dernières années, qu'ils soient haïtiens ou étrangers, n'ont pas leur place dans ce chantier (...). On ne peut mener un si grand combat contre l'impunité et la corruption pour ensuite remettre une fois de plus notre sort entre les*

8. Ibidem

mains d'autres corrompus. »

Répression et démagogie

Jovenel Moïse et ses partisans du PHTK n'entendent pas lâcher le pouvoir. Ils auraient trop à y perdre. Il est aujourd'hui difficile de chiffrer le nombre total des victimes de la répression depuis le début du mouvement en juillet 2018. Il dépasse en tout cas les 150 morts. Rien que dans le quartier très pauvre de La Saline, au moins 71 personnes ont été tuées par des gangs liés au pouvoir le 13 novembre 2018, à quelques jours d'une grande mobilisation. Onze femmes furent victimes de viols, certaines en présence de leurs jeunes enfants. Au mois de juillet 2019, au moins 20 autres personnes auraient été assassinées dans ce même quartier. Par leur ampleur, ces crimes rappellent un autre massacre, celui perpétré en juillet 2006 par des Casques bleus qui, pour neutraliser un gang, attaquèrent un quartier du grand bidonville de Cité Soleil, tirant 22 000 balles et tuant une soixantaine de ses habitants.

Pour améliorer son image aux États-Unis, la présidence se serait offert les services de quatre sociétés de lobbying. Il lui faut convaincre Washington qu'elle a la situation en main et qu'il n'existe pas d'alternative. Le sentiment d'insécurité grandit car la criminalité se développe. Les gangs payés par le Palais national se croient maintenant tout permis et vont jusqu'à attaquer en plein Port-au-Prince des bus de voyageurs, qu'ils dépouillent de leurs biens. Cette situation permet au président d'expliquer que, s'il quitte son poste, le pays sera livré aux gangs et que le chaos sera total.

Après s'être fait très discret durant plusieurs semaines, il a entonné un discours antisystème et dénoncé les « *héritiers du système* » de prédation et les leaders d'opinion qui, selon lui, les défendent pour assouvir des intérêts mesquins. Ce n'est donc sans doute pas un hasard si le parquet a lancé une action contre une des riches familles d'Haïti, les Vorbe, qui est dans l'opposition. Il y a une quinzaine d'années, certains de ses membres signèrent un contrat avec l'État pour la gestion de centrales électriques devant pallier en partie les carences de l'Électricité d'Haïti, une entreprise publique. Ils sont accusés d'escroquerie et sont rendus responsables de la pénurie d'électricité. En fait, on soupçonne Jovenel Moïse de vouloir occuper le créneau de la fourniture privée d'électricité avec une entreprise dans laquelle son épouse aurait des intérêts. Cette dernière est déjà accusée d'avoir facilité la signature d'un contrat (28 millions de dol-

lars) entre l'État haïtien et l'entreprise allemande Dermalog pour la réalisation de cartes d'identité. Et ce malgré deux avis défavorables de la Cour des comptes. Un des hommes ayant trempé dans cette affaire louche a été nommé récemment à la tête de l'Institut haïtien de statistiques. Mais les employés de cette institution refusent de travailler sous les ordres de quelqu'un d'aussi corrompu.

Jovenel Moïse manie la répression et la démagogie. Mais les difficultés s'accumulent pour lui. Depuis le mois de mars, Haïti est dirigé par un gouvernement fantôme, car le Premier ministre désigné n'a pas été ratifié par le Parlement. Le budget n'a pu être voté ni en 2018 ni en 2019. Les évêques catholiques poussent Jovenel Moïse vers la sortie tout en appelant tous les acteurs à faire de « *coûteuses concessions* ». Et il y a plusieurs semaines, lors d'une rencontre entre patrons, la majorité d'entre eux s'était déjà prononcée pour son départ. Aujourd'hui l'action menée contre les Vorbe soulève l'indignation des syndicats patronaux.

Par ailleurs, même si les dernières manifestations ont réuni peu de monde à Port-au-Prince, la mobilisation peut rebondir à nouveau, voire s'étendre à de nouveaux secteurs. La presse parle peu de ce qui se passe en milieu rural. Pourtant, là aussi, les choses bougent. Ainsi, dans le nord-est, des paysans qui, en 2002, sous la présidence d'Aristide, avaient été dépossédés de leurs terres pour construire une usine textile, se sont installés sur les 520 hectares qui leur avaient été promis en compensation, mais pour lesquels ils n'avaient jamais reçu jusque-là de document légal.

Allo Washington ?

Le sort de Jovenel Moïse se décidera en grande partie à Washington. Jusqu'à présent, la « *communauté internationale* » lui apporte son soutien et répète, à sa suite, qu'il faut un dialogue avec l'opposition. C'est une provocation envers tous ceux qui ne cessent de proclamer que le départ de Jovenel Moïse est un préalable à toute solution. En Haïti, la « *communauté internationale* », c'est le CORE Group, composé des représentants de l'ONU, de l'OEA et des ambassadeurs de plusieurs puissances (Allemagne, Brésil, Canada, Espagne, États-Unis, France, Union européenne). C'est le même CORE Group qui avait imposé Martelly pour succéder à René Préval.

Au mois de novembre, à l'issue d'une visite en Haïti, l'ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU, Kelly Craft, a souligné « *l'urgente nécessité d'encadrer les institu-*

tions de l'État haïtien » et a servi le discours habituel, selon lequel « *le président Moïse et d'autres leaders démocratiquement élus ont la responsabilité de se réunir, de mettre de côté leurs désaccords et de trouver une solution inclusive pour le bien-être du peuple haïtien* ». L'Union européenne a adopté la même ligne de conduite. Le Parlement européen vient de voter une résolution assez hypocrite, fruit apparemment de quelques compromis. Dans un long réquisitoire, il déplore la pauvreté, la situation des femmes, des enfants et des personnes LGBT, la corruption, la répression, les atteintes aux droits humains et l'impunité, égratignant même l'épouse de Jovenel Moïse. Mais il ne dit pas un mot du dossier Petrocaribe dans lequel le président est directement impliqué (ainsi que des entreprises européennes !). Ce qui lui permet de préconiser « *un dialogue inter-haïtien franc [sic], ouvert et inclusif afin de mieux répondre aux besoins et aux aspirations élémentaires de la population et de trouver des solutions durables à la crise politique* ».

Dissoute en 1995, l'armée haïtienne est en voie de reconstitution depuis plusieurs années. Mais ces militaires-là ne représentent pas encore un grand danger. L'expérience montre qu'il n'en serait pas de même des militaires étrangers qui pourraient débarquer sous le prétexte, inventé ou non, d'une crise humanitaire ou d'un chaos généralisé. C'est après de nombreux méfaits, des crimes et des scandales à répétition, que les derniers Casques bleus ont enfin quitté Haïti en 2017, après treize années d'occupation. Plusieurs centaines de policiers internationaux sous commandement indien les ont aussitôt remplacés jusqu'en octobre 2019. S'est alors mis en place le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (Binuh), dirigé par une diplomate étatsunienne. Il ne devrait comporter que quelques dizaines de policiers devant « *renforcer la capacité de la Police nationale d'Haïti* » au moyen notamment de cours de formation sur la maîtrise des foules. Mais la Floride est toute proche. Et si la situation se tend encore, il se pourrait que des troupes nord-américaines se positionnent discrètement au large d'Haïti, prêtes à intervenir. C'est ce qui s'est déjà passé il y a moins de dix ans. Car, comme l'a dit le chanteur et militant Guerchang Bastia, membre du Collectif des artistes engagés, « *Haïti est un territoire US, mais pas officiellement* » (9). ■

Le 2 décembre 2019

9. Entretien publié sur medium.com le 13 juillet 2018. Guerchang Bastia est un militant du Parti Rasin Kan Pèp la.

Sur la violence au nom des politiques

Une vision de la galaxie ayant opté pour l'utilisation de la violence en politique, qu'elle se réclame de gauche ou de droite, qui donne l'occasion de faire le point sur la nature de ces nébuleuses et leur dangerosité. Dans une première partie consacrée à la France, l'auteur nous raconte les anarchistes depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'en 1934, l'extrême droite à commencer par les Ligues factieuses jusqu'aux néo-nazis actuels, l'ultra gauche prônant les pratiques violentes, depuis les sources de l'Action directe jusqu'à l'Autonomie actuelle, en passant par les maïstes. Dans une deuxième partie Jacques Leclercq présente les guérillas et les organisations violentes d'extrême droite ou se réclamant de la gauche en Amérique du Sud et du Nord, en Asie, en Europe occidentale et orientale.

En épilogue, l'auteur écrit : « Une tendance s'est développée ces dernières années, consistant soit à trop relativiser la réalité des courants ultras des deux bords, soit à les amplifier démesurément, souvent à des fins tacticiennes des politiques, permettant de rassurer un électorat ou de s'en servir comme d'un épouvantail. Ce n'est pas novateur, mais assurément pratique, notamment pour faire diversion lors de mobilisations de masse, ou de fournir des arguments pour renforcer la répression, en prenant de la distance pour la résolution des véritables problèmes existant. » Il insiste sur le caractère très parcellisé de la mouvance Autonome et sur le fait que les dits Black Blocks ne sont en aucun cas une organisation structurée mais « d'une forme temporaire d'apparition sur un instant donné. De multiples groupes et individus décident d'apparaître sous cette forme, drapés de haut en bas en noir et évoluant en groupe compact, pour défendre une cause ou à l'occasion d'un événement qu'il n'organise pas le plus souvent, se greffant sur une autre initiative. Et en la paralysant parfois ». Et il souligne « les nombreux débats secouant l'Autonomie à propos de l'utilisation systématique de la violence dans les "cortèges de tête", des voix s'élevant même pour évoquer l'"institutionnalisation" de ces cortèges ».

En ce qui concerne l'extrême droite, si elle « apparaît en 2019 infime et surtout émietée, du fait des querelles et compétitions entre les chefs des formations existantes (...) la dangerosité des courants radicalisés à l'extrême-droite repose sur la volonté d'en découdre physiquement avec leurs

adversaires ». Un livre où on trouvera beaucoup d'informations historiques et actuelles.

J.M.

* Jacques Leclercq, *Radicalités politiques et violentes en France et dans le monde*, l'Harmattan, Paris 2019, 846 pages, 49,00 €

Catalogne : construire une société ouverte, plurielle, respectueuse, riche, métissée...

Dans leur introduction, Xavier Espinet et Mariana Sanchez abordent les rapports entre le passé de la Catalogne et son futur, « une altération profonde des imaginaires, des mémoires, des consciences ». « Ce livre, à travers les contributions d'acteurs et de chercheurs aux premières loges des événements, aborde les nombreuses questions que le mouvement indépendantiste catalan a pu soulever, et soulève encore, des deux côtés des Pyrénées. En ce sens, il retrace aussi bien les origines historiques que les causes récentes de l'indépendantisme, il explique sa place au sein de la société catalane et en démontre le lien indissociable de la lutte plus globale – livrée sous des formes et sous des latitudes bien diverses – pour la récupération des souverainetés populaires. »

Ils insistent sur « la volonté de l'indépendantisme catalan de résoudre une vieille querelle nationale par le haut, c'est-à-dire en la doublant d'un projet d'émancipation radicalement démocratique ». « Qu'il nous soit pourtant permis de ne pas abandonner la politique à ceux qui tâchent de le dénaturer pour ôter à la démocratie sa vraie substance. Qu'il nous soit permis de revenir au politique, maintenant, et avec ce livre que nous avons le plaisir de vous présenter et qui prétend contribuer, modestement et sans faux-semblants, à rouvrir un débat loyal et démocratique autour de la question catalane. »

À la lecture, chacun-e pourra saisir des différences d'appréciations et d'analyses, l'énonciation de divergences politiques. Les mouvements d'émancipation collective ne peuvent jamais se réduire à une unique expression.

Xavier Diez dresse un panorama historique sur le temps long, entre la Catalogne et l'État espagnol, entre la Catalogne et l'État français. L'auteur aborde la place de la Méditerranée, les immigrations, la révolution paysanne des remences, les constructions socio-économiques, la langue, le centralisme espagnol et français, les

mouvements libertaires dont la CNT, la construction du catalanisme, la coalition *Solidaritat Catalana*, le coup d'État de Primo de Rivera et la dictature militaire, le mouvement républicain indépendantiste, la Catalogne sous la seconde république espagnole (« La Catalogne et sa classe ouvrière des grandes villes devenaient à nouveau l'épicentre révolutionnaire »), la guerre et la révolution, les capacités d'autogestion de la classe travailleuse catalane, le réseau des *Ateneus* populaires, le soulèvement contre-révolutionnaire et le pronunciamiento, la révolution en Catalogne, le Comité des milices antifascistes, la CNT et le POUM, les socialistes et les communistes staliniens, les expropriations et les collectivisations, la répression contre les militants-es de la CNT et du POUM (l'ordre du Parti Socialiste Unifié de Catalogne et les crimes des staliniens), l'occupation franquiste et les 440 000 réfugié-es de 1938, les victimes de la guerre civile déclenchée par le « nationalisme espagnol », la longue nuit du franquisme, le maintien d'une guérilla antifranquiste, le gouvernement de la *Generalitat* républicaine en exil, la répression en Catalogne et l'interdiction de l'usage de la langue, les mutations sociales, le refus d'embrasser « l'essentialisme identitaire du nationalisme espagnol », l'agitation sociale, politique et étudiante de la fin des années 1960...

Il convient aussi de prendre en compte les moyens et les formes de la « transition », le « régime de 1978 », le poids maintenu du franquisme et du nationalisme espagnol exclusif dans les institutions. La Constitution de 1978 assume « les actes juridiques et administratifs de la dictature ». Seul le rétablissement de la *Generalitat* en octobre 1977 fut un acte de rupture avec l'ancien régime.

L'auteur détaille le processus indépendantiste, les législations et les mesures adoptées par le Parlement de Catalogne (leur suppression ou leurs modifications par le pouvoir central), le nouveau projet de statut d'autonomie en 2003 et la suppression des dispositions les plus importantes par les Cortès espagnoles, la campagne médiatique violemment catalanophobe organisée par le Parti populaire, le rôle du Tribunal constitutionnel, les grandes mobilisations populaires et « un référendum unilatéral, sans l'accord de l'État et en bonne partie auto-organisé par des structures citoyennes ». Il indique en conclusion : « L'indépendance est majoritairement perçue comme un projet de rupture pas tant avec les Espagnols, avec lesquels les Catalans ont des liens

personnels évidents, qu'avec l'État espagnol dont le franquisme irrigue toujours les institutions prétendument démocratiques. Voilà pourquoi pour beaucoup de Catalans, malgré les derniers épisodes du conflit avec l'État, le projet indépendantiste reste pleinement en vigueur puisqu'il incarne, à leurs yeux, la légitimité républicaine et la lutte pour les droits démocratiques ».

Parmi les sujets abordés, sous des angles divers et parfois partiellement contradictoires, j'indique la place des langues régionales et leur négation (le refus de la co-officialisation), la destruction des cultures, les mythes et le roman national français, la notion de « nation métisse », une langue en partage (les langues sont cumulables et tangibles), les langues dominantes (nommées langues communes !) et les langues dominées, les interdictions d'usage et le retournement des faits (la langue dominante qui serait assassinée), la Catalogne nord qui a perdu son nom, le sens du mot République, la politique d'accueil des réfugié-es, un ensemble de citoyen-es responsables... « La nouvelle République sera fondée sur les valeurs de la diversité et suivra une voie où la langue et la nation seront un point de rencontre et une voie pour accueillir les nouveaux arrivants, en respectant et reconnaissant les origines de chacun et les différentes identités que chacun souhaitera porter ».

Chacun-e pourra trouver des sources de réflexions dans les analyses proposées sur *Assemblea Nacional Catalana* (ANC), *Omnium Cultura*, *Candidatura d'unita popular* (CUP), dans les rencontres avec Anna Gabriel ou avec Tamara Carrasco, le travail municipaliste, la combinaison des « revendications sociales, culturelles, féministes ou écologiques » avec la question nationale, le rôle des Comités de défense de la République catalane (CDR), le dialogue avec Txell Bonet et la question de l'indépendance, les processus constituant démocratiques...

J'ai particulièrement apprécié le texte de Claire Dujardin sur le procès et la défense du droit à la désobéissance civile, la criminalisation de l'action politique, les droits de la défense bafoués, la décision non susceptible.

Une fois encore, ce qui se joue en Catalogne est aussi notre avenir.

Didier Epsztajn

* Xavier Espinet et Mariana Sanchez (coord.), *Catalogne, La république libre, An 01*, éditions Syllepse, Paris 2019, 22,00 €

Non au coup d'État !

Déclaration de la IV^e Internationale

Ce n'est pas le moment de tergiverser. La Bolivie subit un coup d'État brutal et violent organisé par une extrême droite raciste, qui a commencé à retrouver un espace politique et un soutien social ces derniers mois dans ce pays andin. Nous dénonçons ce coup d'État et exprimons notre entière solidarité avec le peuple bolivien !

Au début des années 2000, les mouvements sociaux boliviens dans les campagnes et les villes, dirigés par des paysans indigènes, ont construit un processus long et ardu de lutte contre les mesures néolibérales qui accentuaient l'extrême pauvreté du pays en privatisant tout, y compris l'eau. Peu à peu, un consensus anti-néolibéral s'est formé en Bolivie et la droite a perdu du terrain. Evo Morales, à la tête du MAS, est alors apparu comme une alternative électorale au régime. Un processus de mobilisation et de débat animé et intense a porté Evo Morales et García Linaera au pouvoir en 2006. L'histoire de la Bolivie était en train de changer. L'Assemblée constituante dont les indigènes furent le moteur a rédigé la Constitution qui allait transformer la Bolivie en un État pluri-national. En 2008, l'extrême droite, composée principalement des oligarchies de propriétaires fonciers blancs, a tenté un coup d'État en empêchant l'approbation de la nouvelle Constitution. La pression et la mobilisation populaire ont été immenses et la Constitution a été promulguée en 2009. Ainsi s'est conclu un moment intense de lutte pour l'hégémonie, et une période de plus grande stabilité a commencé sous la direction du MAS.

Dans un contexte économique et politique international favorable, la Bolivie a jeté les bases d'une stabilité économique fondée sur la croissance, la répartition des revenus et la réduction de la pauvreté. Cette stabilité a été peu touchée par la crise internationale de 2008, qui a eu tant de conséquences négatives pour le monde et pour l'Amérique latine. Sous le gouvernement d'Evo Morales, la Bolivie a transformé sa structure étatique

pour élargir les formes de participation des peuples autochtones, a quadruplé son PIB, a réduit l'extrême pauvreté de 35,2 % à 15,2 % et a été le pays de la région dont la croissance a été la plus rapide. Cependant, peu à peu, à la fois en raison des limites structurelles du pays et des erreurs de direction, ce qui a été appelé le processus de changement a commencé à montrer ses limites. La distorsion entre les discours sur le bien-être et un projet développementaliste et extractiviste a entraîné de graves crises au sein du gouvernement et la perte du soutien de ses bases dès 2012. De plus, l'incapacité à renouveler le leadership a également renforcé la difficulté à faire perdurer ce processus.

En Bolivie, la nouvelle Constitution (promulguée en 2009 lors du premier mandat d'Evo Morales) ne permet qu'une seule réélection. Toutefois, il a été entendu que le premier mandat d'Evo, initié sous l'ancienne Constitution, ne comptait pas. Il a donc été « élu pour la première fois dans le cadre de la nouvelle Constitution » en 2009. Il a ensuite été réélu en 2014. Théoriquement, il ne pouvait plus être candidat. Ne parvenant pas à renouveler son leadership, le MAS a proposé un référendum pour décider s'il pouvait se présenter à nouveau, et en 2016 ce vote a refusé une nouvelle candidature d'Evo Morales. Il a alors fait appel devant la Cour suprême et sa demande a été approuvée. C'est dans de telles conditions d'usure qu'en 2019 il a été candidat contre Carlos Mesa, un des piliers du néolibéralisme, qui avait été renvoyé en 2005 par les mobilisations sociales. Evo Morales a remporté le premier tour des élections au terme d'un processus mal mené et confus, et l'opposition l'a accusé de fraude. L'Organisation des États américains (OÉA), dominée par la droite, a proposé de nouvelles élections. Sous la pression, Evo Morales a accepté. Mais l'extrême droite a porté un coup sinistre.

L'extrême droite bolivienne, qui avait été vaincue en 2008, est revenue en force dans un contexte international qui lui est favorable, avec Trump président des États-Unis et Bolsonaro au pouvoir au Brésil. Dirigée par



Fernando Camacho, un fondamentaliste chrétien, elle a peu à peu réussi à convaincre les militaires de se joindre au coup d'État, ce qui a décidé du processus.

Il ne fait aucun doute que les positions équivoques d'Evo Morales, de García Linaera et du MAS dans la conduite du processus de changement en Bolivie ont contribué à créer des conditions de mécontentement social et à fournir des arguments « démocratiques » à la droite et au coup d'État. Cependant, ce ne sont pas les erreurs du gouvernement Morales qui ont motivé le coup d'État, mais ses réalisations et leur poids symbolique : inclusion sociale, autonomie et émancipation de beaucoup de peuples autochtones, réduction des inégalités et de la pauvreté.

La méthode utilisée pour forcer la démission du président a été la violence, avec l'incendie de maisons de parents et de sympathisants, la brutalité et l'humiliation publique. Après la démission du président, la violence a continué et tous les partisans d'Evo Morales sont menacés. Des « disparitions » forcées et des détentions arbitraires ont été signalées. Il s'agit d'un coup d'État classique, avec une coalition de comités policiers, militaires et civils.

Evo Morales et ses partisans ne méritent pas d'être arrêtés ni persécutés. La population bolivienne a trop souffert historiquement. Nous souhaitons qu'elle recouvre la force pour récupérer son pays et nous y contribuerons.

- Solidarité avec le peuple bolivien, solidarité avec Evo Morales et ses camarades, solidarité avec la Bolivie !
- Que le coup de force ne dure pas et que le peuple bolivien récupère le pays !
- La lutte ne finit jamais !
- No pasarán !

14 novembre 2019
Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Questions à Eva Copa Murga, Présidente du Sénat : réarticulation, autocritique et rôle des femmes

Par
Lavaca*

Après la démission d'Adriana Salvatierra (également membre du Mouvement vers le socialisme – MAS) et l'auto-proclamation en tant que présidente de la République de la vice-présidente du Sénat Jeanine Áñez, Eva Copa Murga a été élue Présidente du Sénat, devenant ainsi une autorité légitime dans ce pays où la légitimité se fait rare. Représentante de la ville d'El Alto, elle a pris les choses en main et a signé un pacte avec les putschistes, renvoyant les militaires dans les casernes et permettant la convocation d'élections. Elle dénonce les menaces et dit que les dirigeants politiques et sociaux commencent à peine à sortir de la clandestinité. Elle parle du rôle des organisations et des femmes : « Nous faisons ce que nous avons promis au peuple bolivien : réaliser la loi pour les élections suivantes. Et nous, les femmes, nous l'avons fait ». Son parti, le MAS, se réorganise pour commencer la campagne contre le gouvernement de facto. On la présente comme « simple et travailleuse ». L'affection de son entourage est la première caractéristique d'Eva Copa Murga. La deuxième, la colère de ceux qui ne veulent pas d'elle, peut-être parce qu'en une semaine, elle est passée de la position de sénatrice du MAS à la responsabilité de diriger la transition avec le gouvernement de facto. Femme et jeune – elle a 32 ans –, une voix douce et des lunettes cerclées de noir, elle commence par remercier pour cette interview, tout en précisant qu'elle a peu de temps. L'interview a lieu au soir d'une journée qui a commencé



tôt dans le *Salón de los Movimientos Sociales*, où le vice-président démissionnaire, Álvaro García Linera, avait son bureau.

Lavaca : *Comment allez-vous ? Ce n'est pas juste une formule de bienvenue, nous aimerions savoir ce que vous coûte personnellement tout ce processus...*

Eva Copa Murga : Cela faisait 15 jours que je n'avais pas vu mes enfants, Santiago, qui a 4 ans, et Samanta, 7 mois. Ce week-end [30 novembre-1^{er} décembre], j'ai pu les revoir. Nous toutes et tous au MAS nous avons vécu des moments très difficiles. Ils nous ont persécutés politiquement, ils ont fait peur à nos familles. L'un des moments les plus terribles que notre pays ait connus a été l'enlèvement du président de la Chambre des députés, Víctor Borda, ils l'ont obligé à courir sur une place, nu, pour le forcer à démissionner. Ils ont saisi le maire de Vinto, ont coupé ses cheveux et l'ont aspergée de peinture rouge... Et tant de personnes, tant de la majorité que de l'opposition, qui ont subi des intimidations. Nous avons eu des semaines très dures : la peur, pas d'accès à nos fonctions, pas de garantie de pouvoir faire notre travail. Nous continuons d'avoir un peu peur en marchant seuls dans la rue, surtout les femmes. Moi, je viens d'El Alto, je n'ai pas beaucoup de distance à parcourir. Mais celles et ceux qui viennent d'autres départements, de départements où le conflit a été plus fort – Santa Cruz, Cochabamba – ont beaucoup de mal à atteindre le siège du gouvernement. Au

milieu de ce conflit, qui a commencé il y a presque trois semaines, il y a eu une pause : on a pu respirer un peu de pacification, mais ce n'était pas la paix. Même les dirigeants syndicaux continuent d'être persécutés. Alors qu'il est fondamental pour nous de pouvoir convoquer des assemblées, des conseils municipaux, nous organiser pour commencer la campagne... La loi électorale est déjà prête, il ne nous reste plus qu'à désigner les membres de la commission électorale et annoncer le calendrier électoral.

Lavaca : *À votre avis, pourquoi une telle politique de peur et de terreur envers les dirigeants ?*

Eva Copa Murga : Je pense qu'il s'agit d'empêcher le mouvement social de se réorganiser. En Bolivie, chaque organisation sociale relève d'une structure syndicale qui doit être convoquée par ses hauts dirigeants élus selon les usages et les coutumes. Et en persécutant ces dirigeants qui convoquent, on ne nous permet pas d'avoir des organisations solides. Cela se produit ainsi et également en réduisant au silence la voix de la liberté d'expression. Beaucoup commencent à peine à sortir de la clandestinité, parce qu'avec ce qui se passait, les dirigeants se sont cachés. Mais peu à peu, ils réapparaissent et on peut se réorganiser.

Lavaca : *Comment se comporte le gouvernement actuel ?*

Eva Copa Murga : Nous sommes très inquiet-es. Depuis le premier décret qu'ils ont pris pour donner carte blanche pour tuer nos frères... nous sommes toujours inquiet-es. Il y a eu des morts à Senkata, à Yapaquí, à Cochabamba... et cela nous inquiète beaucoup : nous ne pouvons pas nous entretenir entre Boliviens. Beaucoup a été fait lors des négociations, au Palacio Quemado avec les ministres transitoires, afin de pacifier le pays et d'arrêter les effusions de sang. Dieu merci, ce décret a été abrogé, quoique tardivement, mais il a été abrogé. Et les forces armées ont quitté les départements où il y avait des conflits. La place Murillo (1) a été militarisée.

* Cet entretien a été publié le 5 décembre 2019 par la page web de la coopérative argentine *Lavaca* (<https://www.lavaca.org/notas/entrevista-con-eva-copa-murga-presidenta-del-senado-de-bolivia/>), qui édite également le mensuel *Mu*, produit des émissions de radio et de TV et assure la formation aux métiers de presse (dont un module sur la communication féministe) dans son Universidad de Lavaca. (Traduit de l'espagnol par JM)

1. L'édifice du Congrès et le palais présidentiel se trouvent à la place Murillo, au centre de La Paz.

Lavaca : *Et aussi paramilitarisée, nous avons vu des groupes de jeunes qui n'appartenaient pas aux forces armées et qui agissaient comme si...*

Eva Copa Murga : Écoutez, lorsque nous sommes arrivés à l'assemblée après ce qui s'est passé... je ne sais pas si on peut appeler ça une transition, après ce conflit pour le pouvoir, pour combler le vide de pouvoir dans notre pays. Nous voulions pénétrer sur la place Murillo afin de restaurer l'Assemblée législative et ses deux Chambres. Mais il y avait des groupes, de jeunes civils, qui se permettaient de vous demander votre accréditation, votre carte d'identité, de fouiller votre sac pour voir si vous y aviez mis quelque chose, alors que ce n'était pas leur compétence. Cela a duré un mois. Ce n'est qu'après que nous avons constitué et rétabli les deux Chambres qu'ils sont partis. Mais le traumatisme psychologique reste.

Lavaca : *Avez-vous un dialogue avec le gouvernement ?*

Eva Copa Murga : Non, je n'ai pas eu de dialogue avec eux jusqu'à aujourd'hui. Si je me suis rendue à une réunion de conciliation c'est parce qu'il s'agissait du pacte d'unité, de la loi rétablissant des garanties des droits humains. J'ai assisté à la promulgation de la loi pour les prochaines élections. Après ça, le dialogue n'a pas continué...

Lavaca : *Comment avez-vous conclu le pacte signé avec la présidente Añez ? Comment cet accord a-t-il été tissé politiquement ?*

Eva Copa Murga : Les décisions que nous avons dû prendre en tant qu'Assemblée législative, dans les deux Chambres, ont été très difficiles. Dans le cas du Sénat, nous avons dû dissoudre une commission importante, la Commission constitutionnelle, que nous avons dû céder au gouvernement afin d'avoir... non pas la stabilité, mais la capacité de parvenir à un consensus et d'adopter une loi à l'unanimité. Parce que le pays avait besoin de signaux indiquant que la législature était légalement et légitimement constituée. Que ce premier organe de l'État allait œuvrer pour donner la paix et pacifier le pays. Nous avons dû nous asseoir avec les deux autres forces pour débattre et pour tisser le règlement des élections, en réduisant les délais prévus par la Constitution. Et je pense que c'était une grande contribution pour que le pays respire un peu de paix.

Lavaca : *Comment analysez-vous le résultat : s'agit-il d'un pacte qui vous convient ou était-ce le seul accord possible à ce moment-là ?*

Eva Copa Murga : C'est un pacte conclu en



raison de la situation de notre pays. Il y avait déjà beaucoup de morts, de disparus, de blessés, d'emprisonnés et nous devons faire quelque chose. Et c'était un des signes dont le pays avait besoin pour se démobiliser, avoir des garanties pour ses dirigeants, obtenir des réparations pour les morts, couvrir les dépenses pour les blessés et les séquelles des blessures. Nous devons prendre des décisions.

Lavaca : *La photo de l'accord a été diffusée dans le monde entier, on y voit une Añez souriante mais vous, vous aviez un visage fermé. Que ressentez-vous en revoyant cette photo ?*

Eva Copa Murga : J'ai assisté à l'adoption de la loi électorale. J'y suis allé parce que c'est le MAS, avec ses deux tiers, qui a impulsé cette loi, pas le gouvernement de transition. Parce que leur présence à l'Assemblée législative est minime. C'est nous qui avons travaillé pour réaliser et concrétiser ce projet de loi, ce qui nous a pris du temps et des forces. Il se peut que cela m'ait coûté politiquement au sein de mon propre parti, mais je crois que notre pays passe avant tout. Nous ne pouvions pas permettre que les pauvres, les humbles, continuent de souffrir, parce que ce sont eux qui ont été touchés.

Lavaca : *Quelles sont les discussions en cours au sein du parti en vue des élections, non seulement des candidats, mais aussi des stratégies politiques pour reprendre le pouvoir ?*

Eva Copa Murga : En ce moment, nous sommes en train de nous réarticuler. D'abord, cela a lieu parce que nous faisons une autocritique, nous débattons, nous analysons la conjoncture et les quatorze années que nous avons passées au gouvernement. Il faut un débat pour voir en quoi nous nous

sommes trompés, comment nous rectifions, comment nous nous réorganisons et comment nous abordons l'élection. Après cela, sur ces lignes politiques, nous passerons au choix de nos candidats.

Lavaca : *À quel stade en est ce débat ?*

Eva Copa Murga : Samedi [8 décembre], l'analyse et le débat vont commencer au sein du Mouvement vers le socialisme (MAS) et de l'Instrument politique pour la souveraineté des peuples (IPSP) à Cochabamba. Parce que le MAS est composé de cet Instrument, des organisations sociales, professionnelles, de la classe moyenne et des jeunes. Dès samedi, une fois que nos plus hautes autorités nationales nous auront donné les lignes directrices, nous commencerons à débattre dans nos départements.

Lavaca : *Quelles sont ces autocritiques dont vous avez parlé ?*

Eva Copa Murga : Je pense qu'il faut d'abord avoir le débat dans nos organisations. Les meilleurs pour faire ces critiques sont celles et ceux qui ont vu de l'extérieur ce que nous avons raté à l'intérieur. Je vais attendre les conclusions de ces discussions larges, et nous respecterons les décisions qu'elles vont prendre.

Lavaca : *Le rôle des organisations sera donc important dans la suite des événements...*

Eva Copa Murga : Il est fondamental pour nous de savoir ce qu'elles pensent. Il est fondamental de connaître la position qu'elles adoptent. Le MAS ce sont les organisations sociales. Nous ne pouvons donc négliger aucun avis donné par ces assemblées larges.

Lavaca : *Pensez-vous que le rôle des femmes dans la rue et au Parlement devrait également être valorisé ?*

Eva Copa Murga : Beaucoup pensaient que

Bolivie

nous allions échouer dans ce domaine. Surtout parce que d'où je viens, c'est-à-dire El Alto, nous avons toujours été gouvernés par des hommes. Ils pensaient que nous n'allions pas prendre ce genre de décision. Et je crois que nous avons fait nos preuves. Il est possible que nous ayons commis des erreurs, beaucoup ou peu, mais l'important est que nous avons maintenu la stabilité dans les deux Chambres, que nous sommes restés fermes à l'Assemblée législative, et que nous faisons ce que nous avons promis au peuple bolivien : réaliser la loi pour les élections suivantes. Et nous, les femmes qui venons du peuple, nous l'avons fait.

Lavaca : *Sur quoi travaillez-vous ces jours-ci ?*

Eva Copa Murga : Nous sommes en train de reprendre notre programme après avoir été paralysés. Nous avons donné la priorité à la loi (pour les élections), récemment nous avons présenté le projet de sélection des membres de la commission électorale, qui doit être terminée le 18 décembre, et maintenant nous travaillons avec l'Assemblée législative. J'ai beaucoup de textes à envoyer aux commissions. C'est à moi, en tant qu'Assemblée, de les faire parvenir à la commission afin que l'exécutif transitoire décide ce qui est bon ou pas. Je suis pratiquement en charge des questions administratives et législatives.

Lavaca : *Êtes-vous préoccupée par les décrets qui sont promulgués, des mesures qui ne passent justement pas par l'Assemblée ?*

Eva Copa Murga : Nous sommes très inquiets, en effet. Une chose qui nous préoccupe beaucoup, c'est la nomination de l'ambassadeur aux États-Unis, alors que cette nomination devrait être soumise à l'Assemblée. Nous n'allons pas l'imposer, mais nous avons besoin d'un minimum de respect et de conformité avec la Constitution. C'est le Comité des relations internationales qui s'occupe de cette question et doit la renvoyer à l'Assemblée législative. Et je ne sais pas pourquoi ils ne l'ont pas fait, parce que cette commission n'est pas dirigée par le MAS, mais par le PDC, et ils sont au gouvernement.

Lavaca : *On dit qu'à travers ce type de mécanisme, le gouvernement de fait prépare des élections à sa mesure et fait perdre des forces au MAS. Quelle est votre analyse ?*

Eva Copa Murga : Nous appelons le peuple bolivien à être tous des inspecteurs pour qu'une élection transparente puisse avoir lieu. Évidemment, nous aurons des mécanismes de contrôle. Le MAS a toujours été un parti très présent au niveau national. Les régions rurales sont nos bastions électoraux. Et je crois que la maîtrise de soi que nous allons avoir dans les différentes municipalités et départements va nous permettre de maintenir les votes en notre faveur. Ils ont toujours parlé de démocratie, et je ne sais pas si les gens veulent vivre dans cette démocratie de deux semaines ou dans une démocratie de quatorze ans comme la nôtre. ■

Par
Claude Le Guillou*

Depuis les élections contestées du 20 octobre 2019, la Bolivie est en crise. Les campagnes sont au centre du débat, entre d'un côté Evo Morales qui les appelle à la mobilisation contre les villes, en renouant avec le socle historique d'où il est issu et, de l'autre, l'extrême droite qui a trouvé chez certaines organisations rurales des alliés pragmatiques pour sortir de son image « blanche ». Mais la crise reste vue depuis les villes et les jeux d'alliances et d'oppositions des organisations nationales. L'analyser « depuis le bas » permet au contraire de prendre en compte le décalage entre les différents niveaux d'action et de révéler la fragmentation de l'opposition ainsi que l'effritement des soutiens historiques à Evo Morales.

En novembre 2018, Emilio (1) m'invitait chez lui à boire une *mate*, dans la communauté de Copalca, dans le Nord Potosi, au cœur de l'altiplano bolivien, à 4 000 mètres d'altitude. Emilio est évangéliste, professeur des écoles et leader local de l'organisation indienne Fédération des Ayllus, Originaires et Indigènes du Nord Potosi (FAOINP) (2). À quelques mois de l'élection présidentielle, il est prêt à tout pour faire tomber Evo Morales. Difficile de savoir si ce sentiment est généralisé à Copalca. Les leaders du syndicat paysan, concurrent de la FAOINP dans le contrôle du territoire, sont les principaux cadres du Mouvement vers le Socialisme (MAS) au niveau local (avec certains leaders de la FAOINP) et affirment de leur côté haut et fort que Evo triomphera à 100 %, comme il l'a toujours fait à Copalca. Ils ne permettront pas de toute manière que d'autres partis fassent campagne, comme le fit la Fédération syndicale paysanne au niveau régional du Nord Potosi. Mais quand je demande aux amis que je croise comment ils voient les futures élections, je me rends bien compte qu'il n'y a pas le même engouement. Certains préfèrent changer de sujet, d'autres me disent que le MAS est à 60 %-65 % à Copalca, d'autres répondent simplement « il n'y a pas d'autre candidat ».

Des campagnes fragmentées

Emilio est prêt à voter pour le parti de droite libéral conservateur des *Democratas*. Un doute subsiste cependant, « c'est comment un gouvernement néolibéral ? » me demande-t-il. Pour justifier son choix, il m'explique que le seul instrument politique « organique », c'est-à-dire né des organisations sociales du Nord Potosi, est le Mouvement



La crise politique bolivienne vue « depuis le bas »

originaire populaire (MOP) et que ce parti s'est allié aux *Democratas* à Potosi ; donc en votant pour ce parti, il serait d'une certaine manière représenté aux élections. J'apprends que d'autres leaders de la FAOINP se sont rendus à une réunion organisée par les partisans du candidat Félix Patzi, intellectuel aymara et ancien ministre d'Evo Morales entré dans l'opposition. Ce choix se justifie selon eux par le fait que Patzi a été professeur à l'université Siglo XX de Llagua (Emilio était l'un de ses étudiants) et qu'il est donc lié aux *ayllus* (territoires indiens) du Nord Potosi. Que ce soit avec Patzi ou le MOP, il s'agit donc de chercher le candidat qui représente le mieux la région et les communautés, pour le rendre légitime au nom d'un supposé caractère « organique ». Emilio a finalement voté évangéliste, trouvant dans le candidat Chi Hyun Chung un compromis entre son anti-évisme et ses convictions religieuses, révélant là une nouvelle forme de représentation – religieuse – qui va marquer l'ensemble de la campagne électorale.

Si l'on a beaucoup parlé de l'hégémonie du MAS d'Evo Morales au niveau national, il faut préciser que celle-ci l'a été aussi au niveau local. Peu à peu, toutes les organisations sociales ayant créé leur propre instrument politique (comme le MOP) l'ont abandonné au profit du parti gouvernemental. S'en est suivie une lutte entre secteurs sociaux (entre organisations paysannes et indigènes, parfois aussi minières ; entre communautés, entre *ayllus*, entre provinces) pour le contrôle du MAS. L'élection du candidat est même devenue plus importante que l'élection générale elle-même puisque le parti d'Evo Morales était quasiment le seul légitime de la région. Quand différentes organisations s'affrontaient pour le contrôle du MAS, un système de rotation (*muyu turno*) pouvait être mis en place pour atténuer les tensions, une fois l'un, une fois l'autre. Au fur et à mesure que le contrôle vertical du MAS s'est accentué et que les candidats étaient choisis non plus par les bases mais par la hiérarchie partisane (*a dedo*), de nouvelles tensions sont apparues. Les instruments parallèles (comme le MOP) servaient alors à offrir une légitimité aux candidats et organisations écartés du MAS, qui pouvaient mobiliser le caractère « organique » de leur



instrument pour dénoncer la verticalité du parti d'Evo Morales. C'est ainsi que le MOP, né avec les syndicats paysans du Nord Potosi, a été contrôlé tantôt par l'organisation indienne de la FAOINP, tantôt par les mineurs, et pour finir par la droite qui y a trouvé un moyen de pénétrer cette région rebelle. Quand Evo Morales est tombé, remplacé par un gouvernement transitoire de droite radicale, ce dernier a d'ailleurs offert à un dirigeant du MOP (et ancienne autorité de la FAOINP) le poste de vice-ministre de la décolonisation, une manière de le remercier pour l'alliance établie et de le récompenser d'avoir bien choisi son camp.

Même quand elles sont contrôlées quasi exclusivement par le MAS, certaines municipalités sont devenues ingouvernables, le lien unissant les élus à leur organisation entraînant clientélisme, corruption et affrontements incessants entre groupes rivaux. Aux tensions organisationnelles et territoriales, le MAS en a ainsi ajouté une nouvelle – partisane – qui repose principalement sur les premières tout en générant de nouvelles tensions : prendre le contrôle du MAS signifie s'assurer une victoire aux élections et des bénéfices futurs à son groupe (projets de développement, etc.). Ces tensions locales n'empêchaient pas Evo Morales, pendant des années, d'obtenir dans les communautés près de 100 % des voix lors des élections nationales. Evo était perçu comme au-dessus des clivages locaux – il incarne à la fois l'Indien, le paysan et le mineur.

Du côté du syndicat paysan, pourtant

très proche du MAS, j'ai pu observer des critiques envers le parti gouvernemental lors de certaines assemblées régionales, dès 2010, notamment portées par les fondateurs du MOP et leurs soutiens (« *le leader doit avoir ses bases* ») qui n'admettaient pas qu'un parti « extérieur » soit venu rompre avec l'instrument qu'ils avaient mis des années à construire, et impose une verticalité à l'opposé de leur projet organique. Pourtant, le MAS s'était imposé peu à peu comme tout aussi organique que le MOP et les critiques semblaient ne jamais remonter dans la hiérarchie. Cela explique sans doute les difficultés des dirigeants nationaux de la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB) (3) à

* Claude Le Gouill est chercheur associé au Centre de recherche et de documentation des Amériques (CREDA) et à la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH, ANR SoV). Cet article a paru dans l'hebdomadaire *lundimatin* # 218, le 25 novembre 2019 (<https://lundi.am/La-crise-politique-bolivienne-vue-depuis-le-bas>), dont nous remercions la rédaction pour son autorisation de republication.

1. Le nom a été modifié, comme celui de la communauté.

2. La FAOINP naît en 1993 avec une nouvelle génération de militants formée à l'indianisme qui vont se démarquer de la Fédération syndicale paysanne du Nord Potosi, née en 1978, à son origine plus marxiste bien qu'abordant aujourd'hui une posture plus indienne. La FAOINP vise à reconstituer les territoires (*ayllus*) et les formes d'organisation indiennes, elle est rattachée au niveau national au Conseil des Ayllus et Markas du Qullasuyu (CONAMAQ), créé en 1997.

3. La CSUTCB est l'organisation paysanne nationale, à laquelle est rattachée la Fédération paysanne du Nord Potosi.

Bolivie

mobiliser leurs bases, durant la première phase de la crise politique post-électorale, du fait que peu avaient vraiment connaissance de ce qui s'y disait.

De leur côté, les Indiens de la FAOINP ont été les premiers à prendre des distances avec la hiérarchie du MAS. Dès l'assemblée constituante, lors de ma première participation à un *cabildo* (assemblée) de la FAOINP en 2006, les bases sociales menaçaient de *chicotear* (4) les assembléistes organiques qui s'étaient soumis aux directives du MAS et avaient abandonné le projet constitutionnel travaillé au niveau régional par les communautés pendant plusieurs mois. Le *gasolinazo* (5) de décembre 2010 marquait une nouvelle rupture : pour la première fois les torts n'étaient pas imputés aux dirigeants nationaux du MAS mais à Evo Morales lui-même. En 2012, le conflit minier de Mallku Khota allait accélérer les tensions au sein de l'organisation indienne (6), tout comme au niveau national l'éloignement progressif du discours indianiste d'Evo Morales, au point de générer – du niveau national au local – deux organisations parallèles : un CONAMAQ/FAOINP reconnu par le MAS, appelé ironiquement CONAMAS par ceux se déclarant du CONAMAQ/FAOINP « organique » qui affirme représenter réellement les communautés et non le gouvernement. Difficile de savoir cependant laquelle a le plus de poids dans les campagnes, tant les deux ont perdu une grande partie de leur pouvoir de convocation, auprès de bases fatiguées par les conflits.

Pour l'élection de 2019, le « CONAMAQ organique » appelle à voter pour les *Democratas* de Oscar Ortiz. Cela qui ne signifie pas que les Indiens soient devenus de droite, ce vote est sûrement très minoritaire dans les communautés, mais il montre



que le jeu des alliances et des oppositions – locales, régionales et nationales – brouille les analyses classiques du champ politique, et que l'anti-évisme était tel, dans certaines zones, qu'il a amené des leaders à s'associer à la droite néolibérale et raciste, non sans instrumentalisation de cette dernière.

Les élections nationales de 2019, vues depuis le national et le régional

Avant même l'ouverture du scrutin, les élections de 2019 ont généré une nouvelle fois leur lot de violence, notamment à Llallagua, capitale du Nord Potosi, lors d'affrontements entre les provinces Bustillo et Chayanta, révélant tout autant les concurrences entre territoires qu'entre organisations, la première étant quasi exclusivement sous le contrôle de la FAOINP, la seconde étant un lieu historique du syndicalisme paysan (bien qu'aujourd'hui divisée). En mai 2019, le Congrès régional du MAS, à Llallagua, se terminait dans un affrontement généralisé pour élire le nouveau responsable du parti au niveau régional, malgré la présence d'Evo Morales au début du congrès, lequel avait insisté pour mettre de côté les « intérêts personnels » (terme pour désigner les concurrences corporatives ou territoriales). Il en appelait au calme, en indiquant qu'aujourd'hui « tout le monde veut être candidat, mais il faut être plus organique, et j'ai le regret de voir que, dans une province, deux frères se flagellent au chicote pour les candidatures. Comment peuvent-ils s'affronter entre frères au chicote ? Il est difficile de parvenir à un consensus ». Un affrontement minimisé par la suite par le vice-président du MAS, Gerardo García Mendoza, pour qui une telle situation « était normale (...). Cela arrive toujours, ce n'est pas la première fois,

ce n'est pas nouveau, cela s'est toujours passé dans de nombreux événements, et en pire, pour nous ce n'est pas une nouveauté que ce problème se soit produit dans le congrès du Nord Potosi » (7).

Malgré ces divisions, le Nord Potosi est considéré comme un bastion du MAS, en étant à la fois une zone indienne, pauvre et minière. Lorsque les bureaux du Tribunal électoral du département de Potosi sont incendiés par l'opposition dans la nuit du 21 au 22 octobre, après les premières accusations de fraude, il n'est pas anodin que le gouvernement Morales ait transféré ces bureaux à Llallagua afin de poursuivre le décompte des voix, arrêté à 75 % dans ce département. Ce décompte se fait alors sous la protection des *ayllus*. Evo l'a annoncé le soir même de l'élection à la télévision, ce sont les campagnes qui l'ont fait élire et qui doivent défendre la démocratie. La presse s'est dès lors empressée de rencontrer les « *ayllus guerriers* » (8) qui, comme des jeunes de banlieue devant une caméra de TF1, ont joué le rôle qu'on attendait d'eux en se déclarant en état d'urgence pour faire respecter le vote des indigènes-originaux et en indiquant « demander à Carlos Mesa (9) de ne pas rechercher les violences physiques et les agressions, cette confrontation, car cela ne sera pas permis dans le nord de Potosi. Nous sommes de vrais tinkus. Nous n'avons pas peur. Nous pouvons faire face jusqu'à la fin » (10). Certains leaders affirment même devant la presse, dans leurs plus beaux habits, « dépoussiérer leurs fusils Mauser » en défense de l'État plurinational et afin que Carlos Mesa ne reproduise pas l'octobre noir de 2003 (11). Des blocages de routes (bloqueos) sont annoncés et, le 26 octobre, la FAOINP attachée au MAS organise un « *Jach'a Tantachawi* [grande assem-

4. Fouetter avec le fouet traditionnel des autorités indigènes, le *chicote*.

5. Hausse du prix des carburants, imposée par le gouvernement Morales.

6. La mobilisation des communautés contre une entreprise minière canadienne, et pour la création d'une entreprise communautaire gérée selon les « us et coutumes », conduit à l'arrestation de leur principal leader, par ailleurs autorité du CONAMAQ, ce qui a été perçu comme un « emprisonnement politique » organisé par le gouvernement Morales.

7. *El Correo del Sur* du 13 juillet 2019.

8. Image associée aux *ayllus* du Nord Potosi pour leur pratique des combats rituels dénommés *tinku*.

9. Candidat de centre droit arrivé deuxième à l'élection contestée.

10. *El Potosi* du 24 octobre 2019.

11. *EjuTV*, 24 octobre 2019. Carlos Mesa était le vice-président de Gonzalo Sanchez de Lozada durant la « guerre du gaz » d'octobre 2003, dont la répression fit 60 morts.

blée] des ayllus Charka Qhara Qhara, où ils évalueront l'autonomie régionale du nord de Potosí, compte tenu de la trahison des intérêts départementaux par le Comité civique de Potosí (COMCIPO), dont les membres [dont ceux du MOP] sont devenus les fidèles vassaux de la caste métisse-blancoïde néolibérale néo-conservatrice et raciste, dirigée par Carlos Mesa » (12).

Ce Jach'a Tantachawi est cependant loin de réunir autant de monde que les assemblées annuelles de l'organisation, à l'opposé des enjeux du moment et des discours annoncés dans la presse. Durant plusieurs jours, cette dernière associe néanmoins systématiquement les ayllus au terme « guerriers », mentionnant leur présence à La Paz – reconnaissables au port de la *montera* (casque) du *tinku* sur la tête – *chicoteando* les opposants à Evo dans les rues de la capitale. Selon certaines autorités indigènes, ils sont, à la fin du mois d'octobre, 500 membres des ayllus du Nord Potosí et Sud d'Oruro en défense de la victoire d'Evo Morales à La Paz (13).

Le 7 novembre, Evo Morales convoque à La Paz la FAOINP (pro-MAS), mais aussi les coopérativistes des mines de la région qui, contrairement à ceux de Potosí, ne sont pas entrés dans l'opposition. Il leur demande de « défendre le processus de changement » (14) et non plus simplement son éléction, du fait que l'opposant d'extrême droite Fernando Camacho est entré dans le jeu ; réunion au cours de laquelle le président précise : « nous avons convenu de travailler à la construction de barrages et d'installations de traitement des eaux à Copajira pour protéger l'environnement » (15), ce qui ressemble étrangement à une manière de récompenser leurs mobilisations ou d'en acheter de futures.

Evo Morales démissionne finalement le 10 novembre, après une mutinerie de la police, deux jours plus tôt, et après avoir été abandonné par la Centrale ouvrière bolivienne (COB) et l'armée. Sous l'impulsion de l'extrême droite, un gouvernement transitoire est « nommé », la Bible, devenue un symbole de l'opposition, entre dans le palais présidentiel. Le 13 novembre, la Fédération syndicale paysanne du Nord Potosí – et d'autres organisations paysannes du pays – annoncent « des barrages routiers et des grandes marches pour la défense de la *wiphala* [drapeau indien] et contre la démission d'Evo » (16). Ainsi, au niveau national, tout laissait croire que le Nord Potosí était en ébullition, et de nombreuses vidéos, relayées abondamment dans la presse, montraient des groupes paysans-indiens des provinces de La Paz entrés à El Alto et dans la capitale

aux cris de « maintenant oui, guerre civile ! » (« *jahora sí, guerra civil !* »).

Les élections 2019 vécues au niveau local

Si la rhétorique guerrière a été largement instrumentalisée – tant par Evo Morales pour montrer la combativité de ses bases que par l'opposition et la presse pour témoigner de la violence de ces « hordes sauvages » – il est frappant de voir que les campagnes du Nord Potosí étaient finalement relativement calmes. Mon dernier séjour dans la région en novembre 2018 m'a indiqué que si tous n'affirmaient pas un anti-évisme aussi profond que Emilio, beaucoup ne semblaient pas à première vue très emballés par ce scrutin, pourtant important pour la suite du « processus de changement ». Plus encore, alors qu'autrefois le vote national était indépendant des conflits locaux, en 2019 Emilio souhaitait voter contre Evo pour faire tomber la *rosca* locale. Lutter contre Evo, c'était lutter contre « tous ceux qui vivaient du parti MAS dans les différentes structures ».

Le suivi des pages Facebook de plusieurs leaders, ainsi que de groupes collectifs du Nord Potosí, révèle qu'il faut attendre le 9 novembre (un jour avant la démission d'Evo Morales) pour que le Jatun Ayllu Qhayana – auquel appartient Copalca – « entre en état d'urgence » et organise un premier *bloqueo*. La chute du gouvernement Morales, mais surtout la percée de l'extrême droite et la mutinerie de la police, semblent marquer un tournant : on note sur les réseaux sociaux que les bases commencent à s'organiser depuis le bas, alors que dans le même temps, dans les médias, les discours des leaders nationaux paysans/indigènes, très actifs durant la première phase du conflit, se font beaucoup plus rares. Les réseaux sociaux jouent un rôle central dans ces mobilisations, toute action est filmée ou photographiée ; un nombre impressionnant d'images de petits *bloqueos* et de *cabildos* circulent entre les groupes, tout comme les résolutions politiques prises par les communautés. Les dynamiques communautaires qui avaient fait la force du mouvement paysan-indien au début des années 2000 semblent ressurgir, après avoir justement été affaiblies par la cooptation du MAS.

Le 13 novembre, un *cabildo* réunit des *comunarios* de l'extrême Nord Potosí (municipalités de San Pedro de Buena Vista et Sacaca) à Mallku Khota. Les mineurs de la Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie (FSTMB) organisent leur propre manifestation, pendant que des cara-

vanes de camions et minibus, par dizaines, perturbent le silence de la montagne pour assister au *cabildo* et que d'autres cortèges arrivent à pied. Bien que fermement opposé à Evo Morales, Emilio y assiste pour « ne pas laisser l'extrême droite prendre le pouvoir ». Comme lui, beaucoup ne semblaient pas prêts à se mobiliser pour Evo Morales, mais ils le sont pour défendre la *wiphala*, le drapeau indien que l'extrême droite et la police ont souillé en le brûlant et en le décrochant de certains lieux du pouvoir. Pour Emilio, l'objectif est d'organiser « de nouvelles élections et chercher l'unité du peuple indigène ». Des « intérêts personnels » empêchent néanmoins durant ce *cabildo* l'élaboration d'une résolution commune. Comme l'indique Emilio, « notre ex-président nous a aussi divisés au sein des organisations sociales », la référence à l'« ex-président » étant ici cruciale pour montrer que, pour lui, une page est tournée et qu'il ne s'agit pas de sauver la peau d'Evo, contrairement aux partisans locaux du MAS. Une pause est demandée et le *cabildo* est reprogrammé au dimanche 17 novembre avec comme hypothèse de lancer une marche vers La Paz le lundi.

Ailleurs dans le Nord Potosí, les choses s'accroissent aussi. Le 12 novembre, à Uncia, un rassemblement réunit les ayllus de la municipalité aux cris de « Evo n'est pas tout seul carajo ! » et « Mesa, Camacho, Pumari, nous voulons vos têtes ! ». Face à la violence des propos, les autorités indiennes démentent les rumeurs d'une attaque dirigée contre la population urbaine. À la suite du massacre de Sacaba (17), les actions visent l'unité : une marche est organisée par les ayllus à Uncia, avec *wiphala* et drapeaux blancs, pour demander la paix et le respect de la *wiphala*. Finalement, le 17 novembre la résolution des ayllus de Uncia indique : « 1. demander la démission de la présidente autoproclamée, Mme Jeanine Añez ; 2. Blocus des routes principales de la région ; 3. retour de l'armée dans les casernes ; EN CAS DE NON-PRISE EN COMPTE DE CES DEMANDES, LE MARDI 19 NOVEMBRE NOUS NOUS

12. Témoignage d'un leader sur Facebook, le 26 octobre 2019.

13. *Urgente.bo*, 29 octobre 2019.

14. Pour une analyse détaillée des actions du gouvernement Morales, voir : Laurent Lacroix et Claude Le Guill, *Le « processus de changement » en Bolivie. La politique du gouvernement d'Evo Morales (2005-2018)*, Éditions de l'IHEAL, Paris 2019.

15. *TeleSur*, 7 novembre 2019.

16. *Exito Noticias* du 13 novembre 2019.

17. Le 15 novembre, l'armée réprime brutalement l'avancée des producteurs de coca du Chapare, fief d'Evo Morales, vers la ville de Cochabamba, avec un total de 9 morts et plusieurs dizaines de blessés.

Bolivie

DÉPLACERONS AU SIÈGE DU GOUVERNEMENT EN INTENSIFIANT LES MOBILISATIONS » (en majuscule dans le texte). A Llallagua, de la même manière, les *ayllus* se mobilisent pour la démission de la présidente par intérim, Jeanine Añez, et la défense de la *wiphala*. Les drapeaux blancs sont également sortis lors d'une marche pacifique. Des divisions semblent cependant apparaître lors d'un *cabildo*, organisé sur la route lors d'un blocage, à cause d'« *intérêts personnels* ».

Dans d'autres provinces du Nord Potosi (Chayanta), le soir du massacre de Sacaba, les communautés font une nouvelle fois preuve de retenue, à l'opposé de l'image guerrière soutenue au niveau national. Après une marche impressionnante au son des *pututu*, « *près d'un demi-millier de paysans liés au Mouvement Al Socialismo (MAS), des provinces de Chayanta et Frías, sont entrés hier soir dans la ville de Potosi, dans une marche pacifique pour hisser la wiphala sur le fronton du siège du gouvernement de Potosi (...). En entrant dans la ville, de nombreuses personnes ont accueilli la marche sous les applaudissements et en brandissant la wiphala et, surtout, les drapeaux blancs qui constituent un symbole de paix entre la campagne et la ville (...). Le leader des paysans, Ever Rojas [le même qui voulait interdire l'entrée d'autres partis politiques que le MAS dans la région quelques mois plus tôt], fut le premier à prendre la parole durant cet acte historique de pacification. [Il s'exprime :] "Nous sommes tous des frères potosinos. Campagne et ville nous sommes frères. Il y a des gens qui ont conduit à la discrimination et au racisme avec un appétit personnel. Ici se termine la discrimination, ici se termine le racisme, mes frères" » (18).*

De retour à Copalca, finalement, le 17 novembre, une nouvelle marche conduit les *ayllus* de l'extrême Nord Potosi vers Mallku Khota pour un nouveau *cabildo*. Lors de celui-ci, le Jatun Ayllu Qhayana parvient à un accord et adopte comme simple résolution de mener des « *blocages permanents des points stratégiques* [de la région] » (qualifiés ironiquement « *autobloqueos* » par certains, tant la région est isolée) tout en se mettant en « *alerte rouge* » et en déclarant la « *mobilisation permanente* » face aux éventuelles évolutions politiques. Les *ayllus* indiquent dans cette résolution : « *nous rejetons fermement la discrimination et l'incendie de notre wiphala, qui est le symbole de nos ancêtres les Tiwanaku. Nous ne permettons*

pas ces attitudes qui menacent la vie ». Il est notamment demandé « *le retour immédiat de la police et de l'armée dans leurs casernes, car nous ne laisserons pas nos frères continuer à mourir dans les mobilisations* ». Il est enfin mentionné « *le respect de l'intégrité de la vie humaine dans tout l'État plurinational de Bolivie* ».

À la suite du massacre de Senkata par l'armée (9 morts), à El Alto, le 19 novembre, le Jatun Ayllu Qhayana et d'autres *ayllus* du Nord Potosi décident finalement de rejoindre La Paz. Une vidéo montre un cortège quittant Copalca de nuit, femmes en tête avec la *wiphala*, en présence des mineurs de Mallku Khota, pendant qu'une voix commente : « *le district Qhayana, toujours debout, jamais à genou ! En route vers La Paz en appui aux Alteños* ». Un texte accompagne la vidéo, demandant « *la démission immédiate de la présidente autoproclamée Añez pour avoir réprimé nos frères des tropiques et de El Alto ; le retour immédiat de la police et de l'armée aux casernes ; le respect de la wiphala, notre symbole millénaire des peuples autochtones d'origine* ». Aucune référence n'est faite à Evo Morales.

Conclusion

Au moment de conclure cette brève analyse, il est difficile d'imaginer le futur de la Bolivie, le gouvernement alliant répressions de la rue et négociations avec le MAS et les organisations sociales, dont le corporatisme engendre parfois les accords les plus improbables. À l'inverse, les violences du gouvernement transitoire peuvent générer de nouvelles solidarités populaires, pouvant aller à l'encontre des directives nationales. Le suivi des mobilisations dans le Nord Potosi révèle néanmoins plusieurs dynamiques. Premièrement, les *ayllus* se sont démarqués de l'image guerrière instrumentalisée aussi bien par le gouvernement Morales que par l'opposition, dans une zone pourtant habituée aux débordements et aux violences. Deuxièmement, les fractures des années précédentes entre organisations sociales restent ouvertes, ce qui explique la difficulté à établir un compromis entre les différents secteurs. Enfin, dans le Nord Potosi la mobilisation ne se fait pas au nom d'Evo Morales mais principalement pour la défense de l'État plurinational et de la *wiphala*, du fait de la présence du secteur anti-évisé qui n'était pas prêt à se mobiliser pour défendre Evo Morales mais l'est pour les acquis du « *processus de changement* » et contre l'extrême droite.

Si chaque territoire a ses propres dynamiques, comment, dans notre cas, expliquer

que le Nord Potosi n'a pas répondu massivement à l'appel lancé par Evo Morales pour défendre son élection, et qu'il a fallu attendre plusieurs semaines pour que la région se mobilise réellement ? Les réponses sont à trouver dans les actions passées du gouvernement Morales lui-même. Le Pacte d'unité entre organisations sociales qui avait favorisé l'ascension d'Evo Morales et l'instauration d'un État plurinational a volé en éclat, le « *gouvernement des mouvements sociaux* » promis par l'ancien président ayant renforcé les luttes corporatistes de chaque secteur. C'est cette unité que les organisations sociales ont souhaité d'abord reconstituer au niveau local. Ce retour au local et aux formes communautaires de mobilisation (*cabildos*, *bloqueos*) révèle aussi les distances qui se sont créées entre la verticalité accrue du MAS et les organisations de base, une distance qui peut expliquer les difficultés des leaders nationaux à mobiliser massivement les campagnes comme elles l'ont tenté au début du conflit. Enfin, c'est la stratégie d'Evo Morales de mobiliser ces mêmes campagnes contre la ville qui pose question. Le développement du pays, la construction de centaines de kilomètres de route, mais aussi l'échec de l'aide à l'agriculture paysanne traditionnelle, ont renforcé les connexions (déjà nombreuses) entre les campagnes et les villes. Aujourd'hui plus qu'avant, on ne vit plus dans les communautés uniquement de la production agricole, on est aussi maçon ou chauffeur à la ville, mineur dans les coopératives.

À Copalca, les camions qui chargeaient les habitants dans leur benne deux fois par semaine depuis Llallagua ont été remplacés par des bus et minibus quotidiens. La construction probable d'une nouvelle route ouvre de nouvelles perspectives économiques, chacun s'improvise restaurateur, ouvre son commerce. Alors qu'il y a quelques années les habitants réinventaient la démocratie locale en y introduisant des « *us et coutumes* » indiennes, l'objectif principal est aujourd'hui d'être reconnu comme une « *aire urbaine* » afin de mieux réglementer la propriété foncière et d'obtenir des crédits pour améliorer les habitations. Les fêtes traditionnelles se patrimonialisent, avec l'aide des écoles, dans l'espoir de maintenir la culture locale mais aussi de générer une activité touristique. L'un des paradoxes d'Evo Morales est d'avoir romantisé une indianité qu'il a lui-même dissoute par ses actions. Elle restera sans doute vivace, mais plus avec les mêmes aspirations ni les mêmes représentations. Une indianité en tout cas plus aussi prête que par le passé à affronter les « *frères* » des villes. ■

18. *El Potosí* du 16 novembre 2019.

Solidarité avec le soulèvement populaire au Chili

Déclaration de la IV^e Internationale

Depuis le 18 octobre, nous assistons à la plus importante montée populaire depuis l'époque de l'unité populaire au Chili (1970-1973). Dans un contexte mondial secoué par de grands mouvements contre le néolibéralisme, l'autoritarisme et la corruption – au cours des derniers mois des révoltes ont eu lieu en France, à Porto Rico, à Hong Kong, au Liban, en Catalogne, en Équateur, au Honduras, au Nicaragua, à Haïti, en Irak, au Soudan et en Algérie – le soulèvement populaire chilien a une importance et un symbolisme énormes.

La répression brutale du gouvernement de Piñera, basée sur l'état d'urgence et l'utilisation du couvre-feu, ainsi que la mobilisation de l'armée avec des techniques qui rappellent celles du régime de Pinochet, au lieu d'arrêter la mobilisation, l'ont nourrie et ont généralisé l'indignation dans le pays et l'isolement du gouvernement. Avec la victoire de la mobilisation populaire en Équateur, menée par les peuples indigènes quelques semaines plus tôt, le soulèvement chilien place à nouveau l'Amérique latine au premier plan de la confrontation avec le néolibéralisme.

Le rôle central de la jeunesse dans le déclenchement du mouvement

Le mouvement a commencé en réponse à l'augmentation du tarif du métro par le gouvernement de droite de Sebastián Piñera le 4 octobre. Le 7, des lycéens se sont mobilisés sous le slogan « *Frauder, ne pas payer, une autre façon de lutter* », en voyageant sans payer. Ce geste de rébellion a allumé la mèche après des années de mécontentement social, mais aussi de résignation et de dépression dans les secteurs populaires. « *Réveillons-nous !* » est l'un des slogans les plus présents dans les mobilisations. Il est à noter que les luttes étudiantes – particulièrement celles de 2006 et 2011 – ont joué un rôle clé dans la radicalisation de la jeunesse

Plus de 500 personnes ont participé au premier *cabildo abierto* (assemblée ouverte) à Valparaíso le 1^{er} novembre 2019



et dans le processus moléculaire de remobilisation sociale qui est en train de naître avec le mouvement actuel. Le 14 octobre, la « *fraude* » dans les transports était déjà massive et les stations de métro étaient fermées. Le 18, avec les premiers affrontements avec la police et les premiers concerts de casseroles, un conflit direct a éclaté avec les forces gouvernementales. Le même jour, Piñera – qui est également l'un des hommes les plus riches du pays – en réponse aux incendies dans les stations de métro et des supermarchés, a décrété l'état d'urgence, qui limite la liberté de mouvement et de réunion, ce qui a encore enflammé les esprits. Santiago a été alors paralysé et le mouvement s'est répandu dans les régions. Puis le gouvernement a imposé un couvre-feu. Les masses n'ont pas respecté les interdictions et ont fait face à une répression sauvage.

Brutalité de la répression

Selon les données de l'Institut national des droits humains du Chili, en seulement 15 jours on a compté 1 574 blessés hospitalisés, dont 473 atteints par des tirs de grenaille, 305 par des armes à feu non identifiées, 40 par balles, 30 par armes à air comprimé et 157 avec des lésions oculaires. Cet organisme a engagé 179 actions en justice, dont 5 pour homicide et 18 pour violences sexuelles. En outre, 4 271 arrestations ont

été enregistrées dans tout le pays. De plus, certaines sources ont déjà recensé 42 morts et 141 disparus lors des manifestations du 27 octobre. Ces chiffres donnent une idée de l'intensité de la répression. Malgré cela, l'indignation populaire ne fait qu'augmenter la mobilisation qui, après la grève générale des 23 et 24 octobre, a connu un autre temps fort lors de la marche du vendredi 1^{er} novembre dernier.

Premier laboratoire de la rébellion contre le néolibéralisme

La rage, le mécontentement et l'angoisse se sont accumulées depuis de nombreuses années. Les manifestations pacifiques furent ignorées. Le Chili est le pays pionnier dans l'application du modèle néolibéral et se caractérise par l'une de ses conséquences structurelles : des inégalités sociales écrasantes résultant d'une répartition extrêmement régressive du revenu national (qui est proche de celui des pays de l'OCDE). Le pays s'est soumis au Fonds monétaire international et aux conditions imposées par les accords de libre-échange, pour une intégration subordonnée au marché mondial dans l'intérêt des entreprises transnationales. C'est un modèle qui a approfondi l'extractivisme et l'agrobusiness, avec toutes ses conséquences environnementales destructrices. Pendant des années, le Chili a été cité

Chili

comme exemple du « *bien que le néolibéralisme fait aux pays qui veulent se développer* ». Des milliers de Latino-Américains sont venus au Chili dans l'espoir de s'intégrer au paradis de la consommation.

L'ordre néolibéral a privatisé et transformé en marchandises tous les droits sociaux et les éléments qui permettent la vie et sa reproduction : la santé, l'éducation, le logement, la sécurité sociale, la circulation routière, l'électricité, l'eau, etc. Tout est privatisé et fonctionne selon la logique du marché. Dans un contexte de salaires insuffisants, il ne reste que deux voies pour obtenir les biens nécessaires et s'intégrer en tant que consommateurs à ce marché en expansion. L'une consiste à travailler deux fois plus et l'autre, à s'endetter. Dans les deux cas, c'est une bombe à retardement.

Crise institutionnelle

La fin de la dictature militaire de Pinochet et son remplacement par des gouvernements démocratiques n'ont pas mis fin au néolibéralisme. Les gouvernements de Concertación, de Nueva Mayoría et de la droite ont maintenu l'essence du régime social, économique et constitutionnel établi pendant la dictature. Les travailleurs, les étudiants, les femmes, les retraités et les peuples autochtones se battent depuis des années pour mettre fin à cet ordre des choses. Ceux qui promettaient des changements pour être élus par les votes populaires – la Concertación et la Nueva Mayoría – ont trahi à tous les égards les espoirs qu'avait le peuple de récupérer en démocratie les droits que la dictature lui avait supprimés.

La distance entre le peuple et les partis politiques qui ont mené la transition vers la démocratie s'est accrue de jour en jour. Maintenant un abîme les sépare. Le modèle de démocratie limitée a mis en place des mécanismes qui approfondissent le divorce entre le peuple et l'élite politique.

Aujourd'hui, le peuple s'est soulevé non seulement contre le néolibéralisme et ses conséquences, mais aussi contre le régime politique inauguré en 1990, qui a maintenu inchangé la puissance des militaires pinochéristes. Aujourd'hui, la haine s'exprime pour ces trente années de démocratie destinées à enrichir les plus riches et à maintenir les gens atomisés, fragmentés, aliénés au travail, dans la consommation et dans la drogue. L'atomisation du sujet populaire est encouragée par les mécanismes juridiques et par le modèle de relations de travail également hérité de la dictature. Empêcher la réarticulation des forces qui permettent le développement de la lutte de classe est un objectif

stratégique de la classe dirigeante.

La corruption et les abus pénètrent l'appareil d'État, les entreprises et les églises – catholique et protestantes. Les carabiniers, les militaires, les sénateurs, les députés ont volé des milliards de pesos, les hommes d'affaires paient les législateurs pour adopter des lois en leur faveur. Tout cela a été découvert. Des personnalités importantes dans les églises ont abusé sexuellement d'enfants. Et le pays l'a découvert. La rage et la méfiance à l'égard de toutes les institutions ne cessent de croître.

« *Ce n'est pas 30 pesos, c'est 30 ans* », affirme un message circulant largement sur les médias sociaux, en référence aux 30 pesos d'augmentation du prix du métro et aux 30 ans de « *transition vers la démocratie* », mise au point par l'accord entre les partis et le régime militaire lors du plébiscite pour réformer la Constitution de 1989. C'est précisément cette démocratie pactisée et sous tutelle des piliers de la dictature, protégés par la Constitution de Pinochet encore en vigueur dans le pays, qui est l'une des causes de l'énorme soulèvement. Et c'est ce qui explique la popularité de la revendication de l'Assemblée constituante dans de larges secteurs du mouvement populaire.

Auto-organisation populaire

Les luttes populaires de ces dernières années ont sans aucun doute préparé au Chili le substrat sur lequel de nouvelles formes d'auto-organisation populaire se développent. Le soulèvement étudiant pour le droit à l'éducation publique en 2011 (« *rébellion des pingouins* »), les luttes socio-environnementales anti-extractivistes, les luttes des peuples indigènes, le soulèvement des étudiants et des lycéens contre la discrimination et le harcèlement, les grèves et l'organisation des femmes du 8 mars 2018 et 2019, ont créé les conditions objectives et subjectives de l'explosion sociale actuelle, menée par les classes populaires, les femmes organisées en comités locaux et régionaux, les classes moyennes appauvries et les secteurs les plus pauvres. C'est comme si les expériences uniques dans chaque secteur en lutte ces dernières années avaient été canalisées vers un mouvement national contre un régime oppressif et exploiteur.

Piñera a destitué une grande partie de son cabinet sans que la manœuvre n'ait eu d'effet. Dans une large mesure, c'est grâce à la passivité d'un important secteur de l'opposition parlementaire qu'il parvient encore à se maintenir. Mais la radicalisation du processus et l'antagonisme croissant avec l'exécutif ouvrent des dynamiques d'auto-organisation

locale et de voisinage, appelés « *cabildos populares* » (conseils populaires). La massivité et la durée des protestations, ainsi que la dynamique susmentionnée d'auto-organisation, semblent jeter les bases d'une recomposition du mouvement ouvrier et populaire chilien dans son ensemble, qui n'a pas encore pu se reconstruire après les terribles coups de la dictature, l'atomisation néolibérale et les relations de travail précaires qui l'accompagnent. L'intense politisation de ces journées fait grandir parmi le peuple l'idée d'une Assemblée constituante, mais qui doit être populaire. C'est-à-dire qu'elle ne se limite pas à une représentation, déconnectée de l'auto-organisation populaire, mais soit fondée sur un débat national entre travailleurs, dans les assemblées locales et de quartier, entre peuples autochtones, organisations des femmes, de jeunes et les syndicats.

Solidarité avec la lutte populaire au Chili !

En tant que IV^e Internationale, nous voulons envoyer toute notre solidarité au mouvement populaire chilien, dénoncer la répression brutale de Piñera et exiger sa démission comme préalable à un véritable changement politique au Chili. Nous pensons que la mobilisation populaire permet une véritable rupture démocratique avec l'héritage de la dictature et qu'elle constitue un point d'appui essentiel pour bloquer et surmonter les politiques néolibérales dans le pays où elles ont été appliquées en premier.

Nous soutenons en particulier les secteurs anticapitalistes, écosocialistes et féministes du mouvement populaire chilien, qui encouragent les processus d'auto-organisation les plus avancés et qui luttent pour faire émerger un programme anticapitaliste et révolutionnaire capable d'articuler un bloc de rupture, à la fois radical et unitaire, capable de fournir des éléments d'orientation et un horizon stratégique au processus en cours.

- Solidarité avec le peuple chilien !
- Arrêt de la répression !
- À bas Piñera !
- En avant vers l'auto-organisation et le pouvoir populaire !
- Pour une Assemblée constituante populaire, basée sur l'auto-organisation du peuple !
- Tout notre soutien à la gauche anticapitaliste, écosocialiste, féministe et révolutionnaire au Chili !

8 novembre 2019

Bureau exécutif de la IV^e Internationale

La coagulation des colères

Par
Léon Crémieux*

La France est entrée une nouvelle fois dans une phase d'affrontement social de grande ampleur.

Il y a un an, en novembre 2018, c'est le mouvement des Gilets jaunes qui faisait irruption sur les ronds-points et dans les rues des villes du pays. Déclenché par la mise en place d'une nouvelle taxe sur les carburants, décidée par le gouvernement, le mouvement mettait très vite en avant l'exigence d'une augmentation du pouvoir d'achat et notamment du SMIC, le refus d'une société gérée par et pour les plus riches, le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes, l'exigence d'une démocratie dans laquelle les classes populaires puissent se faire entendre. Le gouvernement Macron se prenait en plein front l'exaspération sociale créée par les politiques d'austérité subies depuis les années 1980.

Cette exaspération avait entraîné la corrosion et l'effondrement à l'élection présidentielle de 2017 des deux partis gestionnaires du système depuis les années 1960, les partis gaulliste (LR) et socialiste (PS).

Offensive néolibérale

Reprenant les rênes de la gestion capitaliste, Macron a pensé avoir les mains libres pour afficher une arrogance et une insolence de classe et entreprendre des contre-réformes capitalistes systémiques : accentuer l'intervention d'un État fort et d'une politique économique libérale au profit des grands groupes capitalistes. Il pensait aussi avoir les mains libres pour faire des réformes « à la Thatcher », là où tous les gouvernements précédents avaient échoué, sans craindre l'affrontement social, afin d'amener la France à l'unisson de ses voisins en termes de régression du droit du travail et de la protection sociale.

Au lendemain de son élection, à l'automne 2017, avec de trop faibles réactions syndicales, cinq ordonnances furent promulguées. L'une d'entre elles cassait le système



de représentation du personnel dans les entreprises, notamment en divisant en deux le nombre de représentants. Une autre cassait définitivement la règle de la priorité donnée, dans les entreprises, aux accords de branche, favorisant le dumping social. Une autre facilitait les licenciements en rendant plus difficiles les recours des salariés devant les tribunaux.

Quelques mois plus tard, au printemps 2018, ce furent le statut de la SNCF et celui des cheminots qui étaient cassés par l'Assemblée nationale. La SNCF éclatée en 2020 en plusieurs sociétés anonymes, le réseau ferroviaire ouvert à la concurrence avec la prévision de suppression de milliers de kilomètres de lignes. Le statut des cheminots datant de plus d'un siècle fut supprimé pour les nouveaux embauchés au 1er janvier 2020. Ce statut donnait notamment la garantie de l'emploi et une reconnaissance de la pénibilité par un départ à la retraite à 52 ans pour les roulants et à 57 ans pour les sédentaires. La tactique du 2/5 imposé par l'intersyndicale (CGT, FO, UNSA) – 18 grèves de 2 jours consécutifs sur 3 mois – aura usé une forte combativité sans créer un rapport de force face à Macron. Fort de ses succès, il s'attaqua à l'assurance chômage à l'automne 2019, rendant plus difficile l'ouverture des droits pour accéder aux allocations chômage. À cela s'est ajoutée une lourde attaque dans l'Éducation nationale, réformant

les deux dernières années du secondaire et aggravant la sélection sociale à l'entrée du cycle supérieur.

De plus, le mouvement syndical français a refusé, pour l'essentiel, de reconnaître à l'automne 2018 le mouvement des Gilets jaunes comme un profond sursaut des classes populaires et fut donc incapable de chercher, dès le début, à opérer une jonction pour organiser un puissant mouvement contre l'injustice sociale et l'austérité. Cette coupure, même si elle fut ensuite corrigée par les parties les plus combatives du mouvement syndical, put aussi laisser croire au gouvernement que pas plus que les oppositions politiques, les oppositions sociales ne seraient capables de s'unir pour bloquer ses offensives.

Aussi le bilan tiré par Macron et son gouvernement fut qu'il pouvait ouvrir un chantier toujours reporté par les capitalistes français : la remise en cause du système de retraites construit en 1945.

Le rapport de force établi par les classes populaires en France depuis des décennies de combat social a permis que les dépenses publiques représentent encore 56 % du PIB en 2018. En France, les dépenses sociales

* Léon Crémieux, technicien aéronautique à Air France retraité, syndicaliste Sud Aérien, est militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

France

publiques représentent 31,2 % du PIB, chiffre le plus élevé de l'OCDE (la moyenne est de 20,1 %), même si elles ont reculé de près de 1 % depuis 2016. Cela concerne surtout les retraites (13,9 %) et la santé (8,7 %) pour lesquelles la France se situe dans les premiers rangs en Europe, malgré de nombreuses attaques portées contre ces deux systèmes. La moyenne dans l'OCDE concernant les dépenses publiques pour les retraites est de 7,5 % du PIB, l'État espagnol dépensant 11 %, l'Allemagne 10,1 %, le Royaume-Uni et la Suisse 6,5 %, les Pays-Bas 5,4 %. Dans ces derniers pays, seuls les salariés ayant eu les moyens (par leur entreprise ou leur propre épargne) de souscrire des fonds de pension privés maintiennent un niveau de vie décent une fois retraités.

Ce niveau de dépenses publiques permet que la France soit avec l'État espagnol et l'Italie un des trois pays qui ont la meilleure espérance de vie en Europe (82,27 ans).

En France, selon Eurostat, même si un million de retraités vivent sous le seuil de pauvreté, seuls 7 % d'entre eux sont menacés de pauvreté (avoir un revenu inférieur à 60 % du salaire médian) contre 19 % en Allemagne et au Royaume-Uni. La France est donc, jusque-là, en décalage avec le niveau de régression sociale obtenu dans les principaux pays européens.

C'est un nouveau pan de ce modèle social que veut attaquer frontalement Macron, là où tous ses prédécesseurs n'ont pas réussi. Le schéma est simple : maintenir la part des retraites dans les dépenses publiques au niveau actuel, à moins de 14 % du PIB, alors que le nombre de retraités va augmenter de 1,5 % d'ici 2050. Mathématiquement, cela se traduirait, à euro constant, par la répartition d'une même masse monétaire entre un nombre croissant de retraités, donc une baisse des pensions, un appauvrissement des retraités.

Pour atteindre ce but, le gouvernement a mis en avant un projet qui détruit tous les systèmes de retraite actuels, qu'il décrit comme injustes, inégalitaires, avec des « régimes spéciaux » qui coûtent des milliards. Aujourd'hui, plus de 84 % des actifs appartiennent en gros à deux régimes de retraites :

- Celui des salariés du privé (19 millions de personnes) qui obtiennent 50 % de leur retraite par une Caisse de retraite publique par répartition, calculés par annuités, et autour de 20 % par un système national de retraite complémentaire (ARRCO-AGIRC) en points.
- Celui des fonctionnaires de l'État et des collectivités locales (4 millions de salariés)

payés directement par l'État et par une Caisse de retraite des collectivités locales.

Dans ces deux régimes, le nombre d'annuités nécessaires et le calcul du salaire de référence ne sont pas les mêmes, mais ont des taux de remplacement proches, de 72 % à 74 %.

À côté de cela, environ 500 000 salarié-es appartiennent à une douzaine de « régimes spéciaux », héritages de métiers très spécifiques et de conventions souvent antérieures à la Deuxième Guerre mondiale (cheminots, électriciens-gaziers, clercs de notaire, agents des transports parisiens, agents de l'Opéra de Paris...).

Tous ces régimes de répartition sont à prestations garanties : un salarié-e sait au fur et à mesure de sa carrière quel sera le montant de sa retraite. Cela s'oppose aux régimes par points, à cotisations garanties, où on sait seulement quel est son montant de cotisation, pas celui de sa retraite !

De plus 3,4 millions d'actifs sont non-salariés, ayant ou non des systèmes totalement autonomes pour préparer leur retraite.

Le projet est donc celui d'un régime unique, de retraite par points, remplaçant tous les systèmes de retraite, salariés et non-salariés, régimes de base et régimes complémentaires. Avec comme argument « *un euro cotisé doit ouvrir le même droit à la retraite pour tous* ». Un système dans lequel personne ne sait ce que vaudra son point à la retraite, ni même ce qu'il vaudra d'une année sur l'autre.

La Suède a mis en œuvre un tel système à « *cotisations définies* » dans les années 1990 pour faire baisser la part des retraites dans le PIB. Macron s'y réfère comme l'exemple à suivre. Année après année, les retraités suédois voient se réduire leur taux de remplacement et les femmes y subissent des inégalités aggravées.

Dramatiser pour détruire

Pour justifier l'urgence de réaliser son projet, le gouvernement devait dramatiser la situation. Le gouvernement Macron a donc lancé une grande bataille de propagande avec l'appui de tous les grands médias pour dénoncer « *les profiteurs d'un système de retraite au bord du gouffre* ». Cela supposait d'effacer ce que Macron avait dit lui-même sur son site de campagne en 2017 : « *Après plus de vingt ans de réformes successives, le problème des retraites n'est plus un problème financier... Pour la première fois depuis des décennies, les perspectives financières permettent d'envisager l'avenir avec une sérénité raisonnable* ».

Pour créer un climat de tension et d'ur-

gence, le gouvernement a donc commandé expressément un nouveau rapport à la structure paritaire officielle sur les retraites, le Conseil d'orientation des retraites (COR). Cet organisme avait sorti un rapport en juin dernier qui n'avait rien d'alarmiste et enregistré (comme le candidat Macron) que, malheureusement, le niveau des pensions versées allait baisser de par l'effet des attaques déjà portées depuis 1993 contre les retraites, et que le système n'était nullement en péril.

Le nouveau rapport du COR, sorti en novembre, ayant été contraint d'intégrer des hypothèses de baisses importantes des versements de l'État d'ici 2025, introduit un déficit possible de 17 milliards (sur un budget de plus de 300 milliards). Le gouvernement et les médias se sont saisis de cet hypothétique déficit comme s'il traduisait une explosion des dépenses !

Le problème est que le projet de Macron a suscité rapidement une hostilité croissante parmi les salariés... et les non-salariés !

Car, pour préparer son projet de loi, après avoir discuté avec des interlocuteurs syndicaux et professionnels méfiants, un rapport a été sorti en juillet par J.-P. Delevoye, Haut-commissaire aux retraites.

À la lecture de ce rapport, semaine après semaine, les avocats, les personnels navigants, les cheminots, les électriciens-gaziers, les enseignants ont compris qu'ils et elles avaient tout à perdre. De plus, de nombreuses études ont très vite battu en brèche la propagande gouvernementale, vantant les mérites de ce nouveau système, notamment pour les petites retraites et pour les femmes. Bien au contraire, le système par points creuse davantage les écarts salariaux et de carrière hachée que connaissent les femmes et les salariés précaires.

Les métiers bénéficiant de dispositions spéciales (cheminots, pompiers) ont rapidement compris que le système proposé allait détruire tous les avantages obtenus au regard de leurs conditions de travail. Même les policiers ont menacé le gouvernement de se mettre en grève.

La mobilisation

Désireux de ne pas subir une défaite de plus et tirant les leçons de l'échec de 2018, dès septembre 2019 SUD Rail et UNSA ferroviaire lançaient un appel à la grève reconductible à partir du 5 décembre contre le projet Delevoye, suivis par FO et la CGT. Même la CFDT cheminots appelait à la grève pour le 5 décembre. Parallèlement aux appels dans l'énergie, dans tous les secteurs de la fonction publique, les syndicats d'avo-

cats et les organisations de jeunesse lançaient des appels à la grève et à manifester. Même les syndicats de policiers annonçaient « une fermeture symbolique des commissariats ». Un appel national interprofessionnel pour le 5 décembre était lancé par toutes les confédérations syndicales (sauf la CFDT et la CFTC).

Le gouvernement, fort de ses succès antérieurs, espérait que le 5 décembre serait une sorte de « passage de tempête », inévitable, mais sans lendemain, une journée de grève des « régimes spéciaux », SNCF et RATP. Il a dû vite déchanter. Avec 800 000 manifestants selon la police et 1,5 million selon la CGT, la force des manifestants et des grèves rappelait les journées de grèves et de manifestations les plus fortes dans tous les secteurs, notamment 1995... Mais il y avait, le 5 décembre 2019, plus de manifestants dans les rues que lors de la première journée de manifestations le 24 novembre 1995.

Un taux de grévistes impressionnant à la SNCF, 90 % des trains supprimés, seules fonctionnaient à Paris les deux lignes de métro automatiques, un taux tout aussi impressionnant chez les enseignant-es (70 % de grévistes dans le premier et le second degré) qui ont vite compris qu'ils et elles seraient les grands perdants de cette réforme. Mais surtout, le gouvernement ne s'attendait pas à ce que les cheminots votent partout la reconduction de la grève jusqu'à lundi 9 décembre inclus, rompant avec les tactiques syndicales antérieures.

Pour éteindre l'incendie, le Premier ministre a essayé d'avancer vendredi 6 plusieurs contre-feux :

- convaincre les salarié-es actuels des « régimes spéciaux » qu'ils ne seraient pas « tout de suite » touchés par la réforme ;
- assurer les policier-es que l'on ne toucherait pas à leurs avantages car ils « risquent leur vie tous les jours » ;
- assurer les enseignant-es que l'on allait (en 2021 !) augmenter leurs rémunérations pour qu'il n'y ait pas de baisse des retraites.

Le problème est que le gouvernement n'a toujours pas sorti un projet de loi. Il a voulu attendre jeudi 5 décembre pour voir s'il pouvait ne pas bouger d'un millimètre en laissant passer un simple coup de vent. Il veut maintenant attendre mercredi 11 décembre pour sortir son projet de loi, espérant voir mardi une accalmie des grèves des enseignant-es, des signes de reprise dans les transports et aucune extension dans d'autres secteurs.

Dans tous les secteurs, les militants combattifs ont compris qu'il fallait construire un réel rapport de force maintenant, ne pas



lâcher la proie pour l'ombre et élargir la grève au-delà des secteurs des transports. L'objectif dans les jours qui viennent est bien sûr une convergence des secteurs autour d'une même exigence, le retrait du projet Macron contre nos retraites. La pression organisée par la base a amené les directions confédérales CGT et FO à appeler ensemble, avec Solidaires et la FSU, à une nouvelle journée de grève et de manifestations le mardi 10 décembre. Le rythme de reconduction suivi à la RATP et la SNCF, dans les dates interprofessionnelles, doit permettre la continuation de la grève dans les secteurs de la fonction publique et l'élargissement à des secteurs du privé, bien présents dans la rue le 5 décembre.

Quel qu'en soit le prolongement dans les jours qui viennent, ce mouvement bénéficie des gains de combativité engrangés ces derniers mois. Depuis un an, les Gilets jaunes ont dynamisé l'ensemble du mouvement social avec des dizaines de manifestations dynamiques, combattives, rompant avec l'atonie de nombre de cortèges antérieurs. De plus, ce mouvement a été le seul, dans la période récente, à obtenir rapidement des concessions de la part du gouvernement. En annonçant, à peine un mois après le début du mouvement, 10 milliards suite à des manifestations spontanées et aux manifestations offensives du 1er décembre 2018, un souffle d'air frais a soufflé sur le mouvement social. Un mouvement social qui ne s'est pas senti pour autant arrivé au bout de ses exigences. Toutes les catégories des travailleur-es des hôpitaux, notamment dans les services d'urgence, se sont aussi mobilisées massivement et dans la durée depuis un an, sans que le gouvernement soit capable d'éteindre un mouvement toujours présent aujourd'hui, avec de nombreuses manifestations le 14 novembre, fortes de 10 000 personnes à Paris. Ces dernières semaines, dans beaucoup de lycées et de facultés, les étudiants se sont eux aussi mobilisés, notamment contre la précarité de leurs conditions d'études, dramatiquement manifestée par la

tentative d'immolation par le feu d'un étudiant lyonnais, Anas K., le 8 novembre dernier.

À diverses reprises s'est aussi exprimée la convergence des mobilisations pour le climat et de celles contre les violences faites aux femmes. Le 23 novembre, les manifestations féministes ont rassemblé plus de 100 000 personnes. Au fil des mois, des nouvelles générations se sont mobilisées, croisées, avec beaucoup de jeunes et notamment de jeunes femmes. Ainsi, depuis un an, le mouvement social, protéiforme, a manifesté un dynamisme politique qui lui aussi peut rappeler aux plus anciens les années 1990 où se côtoyaient luttes pour les droits des femmes, contre le racisme, pour le droit au logement et les droits des chômeurs. C'était à l'aube du mouvement altermondialiste.

La différence notable aujourd'hui, pas seulement en France, est la grande difficulté de faire converger ces mouvements sociaux avec des perspectives politiques communes et offensives.

Dans le champ politique

Le PS et Les Républicains réagissent avec le maximum de silence au mouvement actuel. Ils espéraient que Macron se heurte à un échec, mais en même temps son projet rencontre évidemment leur assentiment. Le Rassemblement national (extrême droite) procède au même grand écart que lors du mouvement des Gilets jaunes. Voulant engranger le mécontentement populaire tout en cherchant à dissimuler que leur programme est à l'unisson de celui de Macron.

À la gauche du PS, les forces se sont rassemblées à plusieurs reprises ces derniers mois dans plusieurs appels, contre les politiques sécuritaires, pour dénoncer l'islamophobie et pour soutenir le mouvement contre les retraites. Le NPA s'est trouvé au cœur de toutes ces initiatives unitaires.

Mais on est encore loin d'une réponse anticapitaliste commune qui se forge à la chaleur des mouvements sociaux et ne soit pas la reconstruction d'un mecano électoral. L'occasion va peut-être être donnée d'avancer en ce sens dans de nombreuses initiatives locales prises dans le cadre du mouvement social actuel, au cœur de la mobilisation. Le mouvement pour les retraites pose directement la question de la société dans laquelle nous voulons vivre, débarrassée de l'exploitation et des oppressions, organisée démocratiquement pour la satisfaction des besoins sociaux. Faire avancer cette perspective dépendra dans les jours qui viennent de la force du mouvement social. ■

7 décembre 2019

Féminisme, travail, syndicalisme

« Les syndicats veulent voir les femmes libres, indépendantes, fières, capables de prendre position dans la bataille sociale non en auxiliaires mais en égales, en collaboration, en vue de l'émancipation intégrale » (La Bataille syndicaliste, 1913, citée par Maryse Dumas).

« Les chiffres sont les mêmes depuis des années : les femmes gagnent moins que les hommes – un quart en moins, en moyenne ». « Face au chômage durable et de masse, le choix des gouvernements successifs a été fait de se servir du travail des femmes comme variable d'ajustement par le temps partiel et la précarité, plutôt que par la réduction du temps de travail pour tous et toutes » (Rachel Silvera).

« L'objectif n'est pas de s'aligner sur un modèle masculin mais bien de transformer la société ». « Confié des responsabilités aux militant-e-s qui se dégagent "naturellement" est à la fois discriminant pour les femmes et dangereux pour le syndicat » (Sophie Binet).

Je ne vais pas discuter ici de la notion de féminisme appliquée à une organisation mixte. Je préfère, quant à moi, parler d'orientation pro-féministe, réservant le terme féministe au mouvement d'auto-émancipation des femmes.

Les femmes, le travail salarié (le travail domestique fait gratuitement en faveur du ménage et donc des hommes, ainsi que plus globalement les rapports sociaux de sexe dans ce qu'ils ont de plus spécifiques ne sont pas directement abordés, mais leur imbrication avec les rapports sociaux de classe sont pris en compte), les femmes au travail dans les entreprises, les femmes salariées, les travailleuses... Maryse Dumas souligne que « la place des femmes dans le travail d'abord puis dans le syndicat, n'est jamais allée de soi ». Elle aborde, entre autres, les « conférences féminines » organisées de 1923 à 1985, l'invisibilité des femmes travailleuses à la fin du XIX^e siècle (30 % des travailleurs/travailleuses), la situation de mineure dépendante du mari ou du père, le poids des traditions religieuses, les positions misogynes de Pierre-Joseph Proudhon, le fait que les femmes ont toujours

travaillé, l'adoption d'une « résolution hostile au travail des femmes », le principe « à travail égal, salaire égal », celles qui durant la Première Guerre mondiale et l'Union sacrée (à laquelle la majorité de la CGT participa) déclarèrent « la guerre à la guerre », les conférences et commissions « féminines » à la CGTU « sans créer une organisation parallèle ou autonome des femmes », la réunification syndicale de 1936 et l'absence de la participation de femmes, la Résistance et la longue occultation de la contribution de femmes, l'identité de classe (qui ne serait pas sexuée !), les premiers stages syndicaux spécifiques aux femmes, la double journée de travail (mais le silence sur l'auto-dispense des hommes pour le travail domestique), les luttes des employées, le magazine *Antoinette* et sa fin, l'exigence d'abrogation de la loi de 1920, la réduction du temps de travail sans réduction de salaire, l'opposition au temps partiel et l'exigence d'un autre partage des tâches, l'absence de femmes dans la délégation aux discussions de Grenelle, des revendications dont certains estiment qu'elles ne relèvent pas du champ syndical, le droit à l'IVG (mais le silence sur le MLAC), la conférence « Les femmes salariées aujourd'hui », « l'activité engluée dans une spirale de crises internes », l'hétérogénéité de la catégorie femme (mais il en est de même de la catégorie salarié-e ou prolétaire)...

« C'est donc la conception générale de la CGT qu'il faut changer ! », un siècle se termine et une autre page est désormais ouverte...

Comme l'indique Rachel Silvera, les revendications féministes pour un droit au travail et des salaires égaux ont eu une place particulière. L'autrice réaffirme la centralité du travail dans les combats féministes. Elle aborde, entre autres, les reconfigurations des inégalités au travail, le fait que les femmes ont toujours travaillé (on ne le répètera jamais assez), les 2,3 millions d'ouvrières en 1914, le caractère longtemps suspect du travail des femmes, les conquêtes faites par les femmes (dont « leur niveau d'éducation et leur progression parmi l'encadrement »), l'absence de réelle mixité des emplois, la persistance d'inégalités, le spectre du salaire d'appoint, la prise en compte de la situation familiale des femmes mais pas de celle

des hommes, les abattements historiques sur les salaires des femmes, la tolérance à l'inégalité lorsqu'elle concerne les femmes, la naturalisation de compétences acquises (les prétendues aptitudes féminines)...

L'autrice analyse notamment la croissance de l'emploi à temps partiel comme « fruit des politiques de l'emploi », le sous-emploi imposé aux femmes, « ce temps partiel se traduit par des salaires partiels, mais aussi par des carrières partielles et au bout du compte des retraites partielles », les choix sous contrainte, les plafonds de verre et les parois de verre, la dévalorisation des critères définissant la plupart des emplois à prédominance féminine, l'invisibilisation ou la sous-estimation de la pénibilité, les effets de la maternité (dont la suspicion générale sur la maternité potentielle des femmes au travail), les critères de présentéisme et de disponibilité, l'articulation travail famille qui ne semble concerner que les femmes, les raisons du faible effet du congé parental, les primes en moins, les retards de carrière en plus, les conséquences des inégalités salariales sur les retraites et leur aggravation avec les contre-réformes en cours...

Rachel Silvera met en avant, pour permettre d'avoir une vie décente, le « droit à un mode d'accueil accessible pour les enfants, accès à la formation et aux transports, accompagnement vers l'emploi... », la fin de la référence à la situation familiale : « l'individualisation des droits sociaux, et notamment des minima, donnerait une plus grande autonomie financière à toutes les femmes, et aussi la possibilité de divorcer, quand elles le souhaitent ». Il faudrait ajouter l'imposition fiscale unipersonnelle. Comment construire l'égalité si certaines sont encore considérées, non comme des individus pleines et entières, mais comme des membres secondaires d'une unité « matrimoniale » existante ou supposée ?

Sans oublier les indicateurs pour mesurer les inégalités, un partage non réalisé des tâches domestiques et familiales, des politiques d'égalité... inégalitaires, des réglementations pour les entreprises qui par leur méthodologie dispensent les grandes entreprises d'actions de rattrapage de salaire...

« C'est par la lutte et un rapport de force en faveur de toutes les femmes salariées que la plupart des avancées ont eu lieu, et c'est encore par de telles mobilisations que l'on parviendra à avancer encore, à mettre fin au temps partiel précaire, à revaloriser les emplois à prédomi-

nance féminine et à avancer vers l'égalité salariale. »

Sophie Binet discute les conquêtes sociales dues au féminisme, l'ordre établi bousculé par les mobilisations de femmes, les enjeux d'émancipation des femmes et de lutte contre le racisme, le renouveau du féminisme et la question des femmes dans la CGT, l'articulation des rapports sociaux de classe et de sexe, la nécessité du prisme de genre, « mettre les lunettes du genre pour examiner chaque question, faute de quoi l'universel sera masculin », l'interaction des inégalités au travail et dans la société, les clichés sexistes, la mixité, la remise en cause des rapports de domination et de pouvoir masculin, le #8mars15h40 et l'heure symbolique où les femmes cessent d'être payées...

L'autrice analyse notamment les écarts de rémunération et de déroulement de carrière, la question du temps partiel, « tout sauf un outil permettant une meilleure articulation des temps », comment rendre visibles les discriminations, la revalorisation des métiers à prédominance féminine, l'individualisation des rémunérations, la place de la négociation collective... « Mettre fin aux discriminations, est-ce bien le rôle de la négociation collective ? » – la loi doit garantir l'application du principe fondamental qu'est l'égalité.

Sophie Binet souligne que les violences sexistes et sexuelles sont au fondement des rapports de domination. Elle parle des violences au travail, du soupçon qui pèse sur les femmes qui les dénoncent, de la honte qui doit changer de camp, du sentiment d'illégitimité, de la socialisation sexiste des médecins, des actes et agissements aux seins des syndicats, des freins et des leviers à la prise de responsabilités syndicales, des clichés de genre, de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans la CGT, de ce qui entretient le fatalisme...

Une contribution syndicale. Reste que la construction d'un mouvement féministe puissant dans les entreprises, s'il peut s'appuyer sur des espaces syndicaux spécifiques ou non, nécessite aussi des structures autonomes, non mixtes et auto-organisées par les femmes, dépassant les clivages syndicaux et catégoriels...

Didier Epsztajn

* Sophie Binet, Maryse Dumas, Rachel Silvera, *Féministe, la CGT ? Les femmes, leur travail et l'action syndicale*, Les éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine 2019, 192 pages, 17,00 €

Entre les lignes entre les mots

<https://entrelignesentremots.wordpress.com>

Un blog de notes de lecture et de débats, animé par Didier Epsztajn... A visiter sans retenue !

Revisiter les révolutions ambiguës de 1989

Par
Catherine Samary*

Vingt ans après la chute du mur de Berlin, Timothy Garton Ash écrivait : « en 1989, les Européens ont proposé un nouveau modèle de révolution non-violente – de velours » (1). Quelques années plus tôt, au contraire, il avait utilisé un néologisme intéressant – la « *révolution* » (2) – pour décrire le type de changements systémiques qui s'étaient produits, combinant les caractéristiques des révolutions et des réformes d'en haut. Je veux soutenir et développer ici ce néologisme en opposition à l'épithète « *pur* », comme étant plus précis pour analyser les ambiguïtés mêmes des transformations historiques qui ont mis fin au « monde bipolaire ». Je soutiendrai que les mouvements et les mobilisations démocratiques, qui ont eu lieu en 1989 et avant, étaient contre la nomenklatura au pouvoir et, en même temps, n'étaient pas en faveur des principales transformations socio-économiques introduites depuis 1989. Il faut regarder au-delà des étiquettes et des discours idéologiques pour prendre pleinement en compte le rôle des « *deals* » (ou rapports) internationaux « *bipolaires* » encore à l'œuvre en 1989, mais aussi le rôle joué par les dirigeants de l'ancien parti unique dans les formes opaques de privatisation : tout cela signifia une absence de véritable processus démocratique de décision quant aux principales réformes dont une part substantielle ont eu un contenu contre-révolutionnaire. Les aspirations populaires se sont exprimées massivement par des poussées révolutionnaires contre le parti unique et la domination soviétique, comme le mouvement polonais Solidarnosc en 1980-1981. Et ce mouvement était plus proche de l'automne des Conseils ouvriers de Prague en 1968 contre l'occupation soviétique que des thérapies de choc libérales de 1989. Ces révolutions embryonnaires vers une troisième voie ont été réprimées et démantelées par les puissances dominantes du monde bipolaire à travers différents épisodes, parce que les forces démocratiques mobilisées étaient une



alternative à l'ordre politique existant qui tentait d'imposer son propre objectif. Une telle réalité fut camouflée derrière les concepts de guerre froide et la transformation qui a suivi 1989.

Le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin en 1989 a été une occasion particulière pour de nombreux pays de commémorer cet événement historique, qui a entraîné des changements systémiques jusqu'à la fin de l'Union soviétique en 1991. Malgré des scénarios différents, en Europe de l'Est l'année 1989 a été qualifiée d'« *année des révolutions* » (3). Timothy Garton Ash souligne combien ces « *révolutions* » furent différentes du « *modèle* » violent habituel de changements radicaux survenus dans d'autres contextes : « *En 1989, des Européens ont proposé un nouveau modèle de révolution non-violente – de velours* ». Mais les spécificités sont probablement autres.

Les biais idéologiques des concepts de la guerre froide

Sans s'engager ici dans des débats sémantiques ou accepter des « *modèles* » ou des normes rigides, on peut certainement rejeter l'identification réductrice des révolutions à la violence organique. Et nous pouvons raisonnablement tenir pour acquis que cette notion recouvre deux caractéristiques

et significations interdépendantes : une large mobilisation populaire (sociale) contre les aspects fondamentaux d'un système existant et, en résultat de ces mouvements, l'élimination des structures dirigeantes et des forces sociales dominantes de ce système associée à l'introduction de nouveaux éléments à dimension symbolique et idéologique. Même s'il existe toujours des écarts (des désillusions) entre les espoirs et les revendications populaires d'une part et les changements accomplis d'autre part, les « *révolutions* » expriment un lien organique entre les deux aspects : des mouvements de masse sont nécessaires pour des changements radicaux. Il est assez évident que l'utilisation pour caractériser le tournant historique de 1989 du terme « *révolutions* » dans les milieux et les médias à orientation libérale, associe le rejet populaire (démocratique) des dictatures répressives à ce qui est décrit comme « *la fin du communisme* ». Ce faisant, une légitimité démocratique est donnée aux changements, et quatre équations implicites sont établies :

❶ l'ancien régime des partis communistes

* Catherine Samary, économiste, est membre du Comité international de la IV^e Internationale. Voir son site <http://csamary.fr> Elle a publié, notamment : *le Marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave*, 1988, Publisud/La Brèche ; *la Fragmentation de la Yougoslavie*, Cahiers d'Études et de Recherches n° 19/20, 1992 ; *la Déchirure yougoslave, questions pour l'Europe*, 1992, Harmattan ; *les Conflits yougoslaves de A à Z* (avec Jean-Arnaut Dérens), 2000, éditions de l'Atelier ; *Yougoslavie : de la décomposition aux enjeux européens*, 2008, éditions du Cygne ; *D'un communisme décolonial à la démocratie des communs*, 2017, éditions du Croquant. Cette contribution a été publiée d'abord sous forme de chapitre dans *From Perestroika to Rainbow Revolution*, Vicken Cheterian (ed), Londres 2013, C. Hurst & Co. Cette version a été légèrement modifiée avec quelques notes supplémentaires. (Traduit de l'anglais par JM).

1. Timothy Garton Ash, « 1989 changed the world. But where now for Europe? », *The Guardian*, 4 novembre 2009.

2. Timothy Garton Ash, *We the People*, London 1993, Penguin.

3. Voir, par exemple, la série d'articles publiée par *The Guardian* en novembre 2009, « 1989: year of revolutions » : <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/series/1989-year-of-revolutions>

Histoire

(PC) est assimilé au « *communisme* » ;

② le rejet populaire de ces régimes bureaucratiques et répressifs passés est identifié aux exigences des changements politiques et socio-économiques introduits après 1989, dans le cadre de la mondialisation capitaliste néolibérale ;

③ l'ordre économique néolibéral est identifié à la démocratie ;

④ et tous les opposants des anciens régimes (communistes) sont identifiés aux anticommunistes.

Ces équations dominantes sont tout sauf convaincantes.

En fait, les étiquettes étaient et sont encore confuses, en particulier « socialisme » et « communisme » qui couvrent d'abord les idéaux d'une société non oppressive sans classes et visant à la satisfaction des besoins humains à travers leurs responsabilités individuelles et collectives directes et complètes. Il ne s'agit pas d'un « modèle », mais seulement de principes, d'objectifs, partagés par ceux qui croient encore en cette « *utopie concrète* » et qui incluent, dans leur réflexion sur les moyens d'y parvenir, une approche critique de toutes les expériences, y compris celles qui prétendaient être socialistes. La deuxième signification de ces mots couvre les systèmes ou les partis en tant que formations historiques concrètes, ayant adopté ces étiquettes à un certain moment de leur histoire, et développé des « *modèles* » institutionnels concrets. À l'intérieur ou à l'extérieur de ces systèmes ou partis, des individus ou des mouvements peuvent critiquer le modèle concret ou l'expérience en raison de sa distance par rapport aux idéaux. L'évolution internationale des « *partis socialistes* » vers l'intégration dans l'ordre mondial capitaliste et plus récemment vers ses variantes néolibérales, d'une part, et d'autre part la stalinisation et plus généralement la bureaucratisation des « *révolutions socialistes* » du XX^e siècle et, depuis les années 1980, le rôle joué par de

nombreux ex-communistes (ou même, en Chine, se prétendant encore « *communistes* ») dans le processus de privatisation et d'insertion dans l'ordre mondial capitaliste, sont les principales raisons historiques de l'écart entre les idéaux et la réalité. Et aussi des ambiguïtés idéologiques et de la confusion résultant de ces étiquettes. Les divisions classiques « *droite* » et « *gauche* » sont elles-mêmes souvent opaques.

Je n'aborderai pas ici les débats conceptuels qui ont divisé – et divisent encore – les marxistes eux-mêmes sur la manière de caractériser l'Union soviétique et ses pays frères (4). Les crises passées et les bouleversements sociaux au sein des anciennes sociétés « *communistes* » ainsi que le processus concret de leur transformation depuis 1989 m'ont convaincu que l'utilisation de concepts « *purs* » pour les caractériser (« *socialistes* » ou « *capitalistes* », ou encore relevant d'une « *nouvelle classe* ») ne permet pas bien de saisir leurs principales contradictions – ni, de façon spécifique, le contexte historique des années 1980 qui a conduit, à la fin de cette décennie, à un tournant particulier de l'appareil bureaucratique des partis communistes (PC) vers l'insertion dans le système capitaliste mondial. De même, les sentiments ambivalents populaires et les relations conflictuelles spécifiques avec ces États/partis ont joué un rôle clé dans les scénarios opaques de la restauration capitaliste. Ces partis gouvernaient au nom des travailleurs (ce qui signifiait une forme non capitaliste et paternaliste de protection sociale), mais sur leur dos (réprimant tous les mouvements autonomes des travailleurs). Considérer ces partis comme des corps politiques classiques est évidemment une erreur. Mais les réduire à l'aspect (réel) d'appareils d'État néglige les dimensions politiques et historiques de leur mode de fonctionnement, ou le rôle de l'idéologie socialiste

qu'ils employaient pour se légitimer. Il s'agit également d'une approche réductionniste, unilatérale et trompeuse.

Une similaire dualité de traits se révèle derrière l'analyse du type de « *propriété sociale* » bureaucratique qui caractérisait – sous différentes variantes, y compris l'auto-gestion décentralisée – les anciens régimes se réclamant du socialisme : ils ont supprimé la propriété privée en tant que caractéristique dominante, non pas dans des circonstances limitées mais en tant que facteur « *constitutif* » et idéologique entravant la domination du marché. Ainsi, l'argent ne pouvait pas jouer le rôle de « *capital* » (capital-argent investi pour « *faire de l'argent* », c'est-à-dire du profit). La nomenklatura du parti/État gérait l'économie, mais ne possédait pas d'actions et ne pouvait transformer ses privilèges de pouvoir, de consommation et de gestion en droits de propriété réels transmissibles aux héritiers : les « *propriétaires réels* » officiels (légaux) étaient les travailleur-es (tous et personne en particulier) ou même le « *peuple entier* ». Tout cela signifiait aussi que le droit de licenciements économiques n'existait pas, ni la procédure de faillite. Le droit de grève était interdit (les travailleurs « *ne se mettraient pas en grève contre eux-mêmes* », disait-on dans un tel régime). Les syndicats y étaient les courroies de transmission des décisions du parti, et non des organes de défense des travailleurs. Cependant, la stabilisation de la main-d'œuvre dans les grandes usines s'est faite par la distribution de « *revenus sociaux* » croissants sous la forme de logements, de produits, de soins de santé ou de services de garde d'enfants associés à des emplois... et à une « *bonne attitude* ». Le rôle dominant, paternaliste et répressif du parti empêchait les travailleurs d'exercer quelque pouvoir de décision que ce soit, indépendant et cohérent ; mais le parti unique régnait au nom des

4. Le fossé entre cette expérience historique et les objectifs socialistes a conduit à trois types de concepts : la caractérisation de la bureaucratie du parti-État comme une bourgeoisie dirigeant une société « *capitaliste d'État* » ; en tant qu'une nouvelle classe dans un système non prévu par Marx ; ou une « *caste* » impure ayant conservé des liens historiques avec les mouvements ouvriers et les révolutions anticapitalistes, mais bloquant l'évolution socialiste des régimes auxquels ils prenaient leurs privilèges. Je me sens plus proche de cette troisième approche. J'ai contribué à ces débats ailleurs. Lisez par exemple ma présentation de l'analyse d'Ernest Mandel du socialisme et de l'Union soviétique en opposition avec des approches du type « *capitaliste d'État* », ou mon analyse comparative du processus de restauration capitaliste dans la « *transition* » serbe sur mon site web : <http://csamary.fr>



Pologne, 6 février 1989, début de la table ronde...

idéaux socialistes et prétendait les appliquer. La légitimation « socialiste » des régimes s'est établie par une protection sociale élevée et par l'éloge idéologique de la création de richesse par la force de travail, ainsi que par un « égalitarisme » relativement élevé.

La puissance du parti aurait été réduite s'il n'avait été qu'un appareil. L'intégration des « meilleurs » travailleur-es et intellectuel-es socialistes dans ses rangs et dans ses « organisations de masse » était un moyen de canaliser, de contrôler et si « nécessaire » de réprimer leur initiative tout en assurant une légitimité ou une base sociale au régime. La popularité de l'idéologie officielle s'est traduite par des relations ambiguës : les tendances dominantes de résistance et les mouvements alternatifs ont été, consciemment ou de facto, destinés à réduire l'écart entre les idéaux socialistes officiels et la réalité. De nombreux membres de base de ces PC ont simplement essayé de mettre en œuvre des idéaux qui étaient populaires. C'est aussi la raison pour laquelle tant de membres du parti ont été impliqués dans les grands soulèvements qui se sont produits en 1956 en Pologne et en Hongrie, en 1968 en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie et même en Pologne au sein de Solidarnosc en 1980-1981. Mais tous ont été réprimés par l'appareil dirigeant, craignant la perte de sa position privilégiée de pouvoir et de contrôle (5).

Tout cela ne peut être analysé sans aller au-delà des étiquettes dominantes. Comme nous l'avons déjà dit, l'ancien parti/État « communiste » n'était bien sûr pas un vrai parti politique (il n'y avait pas de droit pour les tendances alternatives, pas de votes réels et libres dans les congrès). Mais il combinait différentes caractéristiques : un appareil avec des bureaucrates ayant des privilèges de pouvoir, mais aussi un ensemble d'organisations de masse attachées au parti, parmi lesquelles les organisations culturelles qui jouaient une sorte de rôle politique avec bon nombre d'approches critiques entre les lignes. Malgré la stalinisation – même analysée non seulement comme une déformation mais comme une sorte de contre-révolution au sein de la révolution (6) – le régime a continué à utiliser une idéologie socialiste pour se légitimer tant au niveau national qu'international (sur la scène anticapitaliste et anticolonialiste – sociale, syndicale et politique). Dans la période de réel « rattrapage » (jusqu'aux années 1970), avec une forte croissance de la production et une amélioration du niveau de vie, ces régimes pouvaient être perçus comme une alternative au capitalisme, et comme améliorant le rapport de force mondial pour ceux qui résistaient aux politiques coloniales impérialistes. Mais la



stalinisation de l'Union soviétique l'avait aussi transformée en une autre « grande puissance » voulant contrôler ses « pays frères » autant que ses propres travailleurs.

L'adhésion à de tels partis au pouvoir pouvait être le produit d'un large éventail de motivations (changeantes), allant de l'utilisation cynique de la carte du parti pour obtenir des privilèges aux convictions communistes et anti-impérialistes sincères. Le choix pratique d'essayer de réduire l'écart entre l'idéologie officielle et la réalité pouvait impliquer la participation explicite aux critiques intellectuelles et aux soulèvements populaires antibureaucratiques ainsi que la simple promotion quotidienne de relations et activités fraternelles horizontales ; évoluant au milieu de ces diverses attitudes, il y avait les comportements de ceux/celles qui n'avaient pas d'idéologies sophistiquées : né-es dans le système ils/elles cherchaient des objectifs positifs et des gains concrets personnels et pour leur entourage, en utilisant les règles existantes associées à la carte du parti, tant que de tels gains existaient.

Les préjugés idéologiques et les concepts de la guerre froide ont limité l'analyse sociologique et politique objective et complexe de ces sociétés en conflit (7), la relation entre ces régimes et leurs populations a généralement été présentée en noir et blanc – des deux côtés du monde bipolaire.

L'Union soviétique stalinisée a agi comme une « grande puissance », passant des accords (à Yalta) ou s'opposant (pendant la guerre froide) à d'autres « grandes puissances », au détriment des « pays frères » et du peuple. Le régime communiste yougoslave (appelé « titiste » du nom de son chef, Josip Broz dit Tito) fut « excommunié » en 1948 par le Kremlin. Cela signifiait un isolement absolu, une répression politique et physique de tous les liens avec le régime yougoslave au sein du mouvement commu-

niste international (notamment en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie). Après la mort de Staline, en 1955, Khrouchtchev est venu à Belgrade s'excuser en promettant de respecter les différents « modèles » socialistes. Mais malgré cela (et malgré l'espoir de la « déstalinisation » de l'Union soviétique lors du vingtième Congrès du PCUS où Khrouchtchev dénonça les crimes de Staline et le Goulag), Moscou continua – en 1956 en Hongrie, comme en 1968 en Tchécoslovaquie – à calomnier et réprimer les mouvements et les personnalités socialistes alternatives, par crainte de dynamiques démocratiques incontrôlables.

Les anciens mouvements communistes officiels, qui soutenaient l'Union soviétique en tant que patrie du socialisme, ont censuré et réprimé tous leurs opposants en les traitant d'« anticommunistes ». En général, cela incluait tous les mouvements ou individus qui critiquaient les écarts entre les idéaux socialistes et la réalité, à la recherche d'un « socialisme à visage humain ». Les progrès sociaux introduits par ces régimes étaient censés « prouver » leur réalité socialiste, mais ils étaient en fait loin des droits sociaux réels parce que les activités et les initiatives

5. J'ai développé une telle analyse dans « L'enjeu social de la Grande transformation à l'Est », *Debatte – Journal of contemporary Central and Eastern Europe*, vol. 17, avril 2009, pp. 1-39.

6. Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/revtrahie/rt.pdf>

7. Des exemples d'une analyse riche et complexe : Jean-Marie Chauvier, *URSS : Une société en mouvement*, Paris 1988, éditions de l'Aube ; ou la thèse de Myriam Désert, « Le contremaître soviétique sur le front du travail, aspects organisationnels, idéologiques et sociaux » (1986) sur la position spécifique du contremaître dans les relations sociales industrielles ; ou les différentes analyses produites ou réalisées par Sandrine Kott, par exemple *Le communisme au quotidien. Les entreprises d'État dans la société est-allemande (1949-1989)*, Paris 2001, éd. Belin, collection Socio-Histoire.

Histoire

autonomes, qu'ils auraient pu stimuler dans la pratique, étaient sous contrôle et réprimés par un appareil qui voulait conserver son monopole de pouvoir.

Les idéologies anticommunistes de l'époque étaient trop heureuses de pouvoir identifier ces régimes à tout type d'idéal communiste en tant que tel et de réduire le communisme à l'aspect répressif de la réalité soviétique. De même, les nouveaux régimes officiellement « démocratiques » (pro-marché) – surtout ceux dominés par d'anciens membres de la nomenklatura communiste – ont eu tendance à dénier (ou à réprimer jusqu'à maintenant) la reconnaissance de tout aspect progressif de ces régimes passés, les réduisant au Goulag. Tout le court « siècle soviétique » est maintenant présenté comme une parenthèse artificielle dans l'histoire et la civilisation de l'Europe, qui serait seulement « occidentale » et supposée (à tort) avoir été unie dans le passé : le slogan d'un « retour en Europe » est perçu comme très arrogant et ignorant par la majorité de ces populations.

Il y a eu une convergence paradoxale des approches de la guerre froide (que ce soit pour défendre les régimes « communistes » ou pour leur jeter l'anathème) prétendant que ces anciennes sociétés étaient « communistes » et donc que tous les opposants, ou simplement des citoyens critiques, ne pouvaient être que des dissidents anticommunistes. La réalité était tout à fait différente. Toutes sortes de courants et d'aspirations politiques existaient, y compris au cours des périodes de crise de ces anciens systèmes. Mais il reste à analyser quelles étaient les aspirations et les dynamiques dominantes, ce que nous tenterons de faire dans la dernière partie de ce texte. C'est pourquoi « 1989 » – ou plus largement les différents scénarios nationaux et les différentes phases de crise et de changement dans les pays d'Europe de l'Est – sont un enjeu pour les interprétations et les mémoires alternatives (8).

Les revendications populaires de libertés individuelles et collectives dans les « régimes communistes » du passé (ou du présent, à Cuba ou en Chine) n'« appartiennent » pas à un courant particulier. Elles se sont exprimées au sein de larges fronts en 1989 et avant, comme en Tchécoslovaquie dans le mouvement dissident appelé Charte 77 ou

8. Des études très intéressantes commencent à paraître sur ces conflits de mémoires et d'interprétations de « 1989 ». Cf. : Jérôme Heurtaux & Cédric Pellen, *1989 à l'est de l'Europe, une mémoire controversée*, Paris 2009, éditions de L'Aube.

Août 1980, réunion du comité de grève interentreprises (MKS) au chantier naval « Lénine » de Gdansk



le Forum civique qu'il a créé en 1989, où des communistes et anticommunistes ont coexisté et lutté ensemble pour des libertés. Des revendications similaires ont été formulées lors de manifestations démocratiques contre la dictature du parti unique et la domination du Kremlin, en 1956 en Pologne et en Hongrie, en 1968 en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, en 1980-1981 en Pologne. C'est donc la question même des continuités et des discontinuités entre ces soulèvements démocratiques et l'année 1989 qui est au cœur des divergences.

De la stagnation des années 1970 et de la course aux armements à la chute du mur de Berlin

L'ouverture des archives et les commémorations de 1989 en 2009 ne laissent aucun doute sur l'importance clé des hésitations et des « accords » internationaux qui se discutaient, dans un contexte spécifique, autour de la question de l'Allemagne. Mais si 1989 a été un « tournant », ce n'était ni un « événement » soudain ni un scénario préconçu et maîtrisé. Nous devons brièvement revenir aux années 1970, pour nous rappeler une période cruciale de crises et de changements dans l'ordre mondial capitaliste international, alors que le monde néostalinisé devenait lui-même de plus en plus fragile.

Les années 1970 ont été dominées en Europe de l'Est par le gel des réformes internes. Quelles qu'aient été leurs limites, ces réformes visaient à accroître une certaine décentralisation (en général au profit des gestionnaires, mais en Yougoslavie avec une augmentation des droits autogestionnaires des travailleurs) et une certaine pression du marché pour réduire le gaspillage bureaucratique. Les principales contradictions de ces réformes étaient d'ordre socio-économique

et politique :

- D'une part, elles augmentaient les inégalités et l'instabilité en élargissant la pression du marché – ce qui a été rejeté par les travailleurs comme contraire aux valeurs égalitaires mais aussi par les secteurs conservateurs de la bureaucratie qui avaient peur de perdre leur position dominante.
- D'autre part, précisément pour surmonter les résistances sociales, les ailes réformistes de l'appareil ont ouvert les portes à plus de libertés – mais alors, les mouvements sociaux et intellectuels d'en bas se développaient sans respecter les limites des réformes du régime à parti unique. Cela fut illustré par le développement des conseils ouvriers spontanés en 1956 en Pologne et en Hongrie, par les revendications d'« autogestion de haut en bas » et de planification autogérée contre les réformes du marché et la « bourgeoisie rouge » en Yougoslavie en juin 1968, et par toutes les idées du « socialisme à visage humain » comme lors du Printemps de Prague et de l'automne des conseils ouvriers en Tchécoslovaquie (sur lesquels nous reviendrons à la fin de l'article).

Les réformes ont donc été bloquées après les tournants répressifs et l'intervention des chars du Pacte de Varsovie à Prague. Mais une nouvelle décennie de croissance relative (par rapport aux pays occidentaux) a eu lieu, basée sur l'augmentation des crédits et des importations dans certains pays clés d'Europe de l'Est. Cela a ouvert les vannes aux produits occidentaux afin de moderniser leurs économies et de répondre aux aspirations des consommateurs. Le taux de croissance plutôt élevé au Sud et à l'Est par rapport à la « stagflation » dans les principaux pays capitalistes était attractif pour les banques occidentales : elles ont augmenté leurs prêts internationaux, cherchant à utiliser de manière rentable les dépôts qu'elles avaient reçus en dollars des

pays arabes après la hausse des cours du pétrole. Les années 1970 avaient également été une décennie de relative « *stagnation* » en Union soviétique après que les réformes de Kossyguine eurent été repoussées et que la vieille garde autour de Léonid Brejnev eut choisi l'immobilisme. C'était donc une période de haute protection sociale tant pour les travailleurs que pour les bureaucrates au pouvoir, mais de ralentissement de la productivité et de la croissance.

À la fin de cette décennie, l'intervention soviétique en Afghanistan a ouvert la dernière phase de la guerre froide et de la course aux armements, avec un effet radicalement différent dans les deux parties du monde bipolaire. Les énormes dépenses militaires et les emprunts à l'étranger légitimés par l'Initiative de défense stratégique (dite aussi Guerre des étoiles) contre le « *danger communiste* » ont aidé le nouveau président américain Ronald Reagan à relancer l'économie américaine (avec un déficit budgétaire considérable) et à commencer à rétablir l'hégémonie détériorée des États-Unis. Le tournant néolibéral de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne en 1979, et en 1980 aux États-Unis, sous Ronald Reagan, s'est avéré être une contre-offensive contre tous les systèmes, orientations et codes du travail qui, après la Seconde Guerre mondiale et sous la pression de la concurrence bipolaire, avaient réduit les inégalités, encouragé l'État-providence et protégé la force du travail de la concurrence. La révolution technologique a été mobilisée pour réorganiser l'espace productif et démanteler les bastions syndicaux ou les autres formes de capacité collective de négociation. Entre-temps, la libre circulation des capitaux et la suppression des protections sociales et nationales ont imposé une concurrence généralisée sur le marché en vertu des nouvelles règles des institutions financières internationales dirigées par les États-Unis. La crise de la dette (dans les pays postcoloniaux et dans certains pays d'Europe de l'Est) est devenue le vecteur central des « *crédits conditionnels* » et des politiques « *d'ajustement structurel* » visant à ouvrir ces sociétés à la privatisation généralisée et à la concurrence – ce que l'on a appelé le « *consensus de Washington* ».

Contrairement aux États-Unis, la course aux armements a lourdement pesé sur l'URSS : les dépenses militaires ont ponctionné les autres domaines du budget, en particulier ceux des infrastructures et des équipements industriels soviétiques, qui sont rapidement devenus obsolètes. Au cours de la même période, les relations au sein du Comecon (Conseil d'assistance économique mutuelle) ont été tendues par des années

d'emprunts étrangers en devises fortes, sans précédent dans de nombreux pays clés d'Europe orientale : Pologne, Yougoslavie, Roumanie, Hongrie et Allemagne de l'Est.

La hausse des taux d'intérêt aux États-Unis (avec une politique monétariste radicale) au début des années 1980 a provoqué une réaction en chaîne sur les taux variables des crédits internationaux contractés auprès des banques privées. Cela a brusquement accru le niveau d'endettement des pays d'Europe de l'Est (ainsi que du Sud) alors que le remboursement par les exportations fut difficile dans le contexte du ralentissement de la croissance mondiale et de la faible compétitivité de leurs produits.

La réponse des partis communistes au pouvoir en Europe de l'Est à cette crise de la dette a été différente. En **Pologne**, le gouvernement Gierek a décidé d'augmenter les prix des biens de consommation, ce qui a provoqué l'explosion des grèves qui ont conduit à la création du premier syndicat indépendant d'Europe de l'Est, Solidarnosc (Solidarité), regroupant environ dix millions de travailleurs. Après son premier et dernier congrès démocratique, la loi martiale a été imposée par le général Jaruzelski (communiste), avec près d'une décennie de répression et un recul de la production jusqu'en 1989.

En **Roumanie**, le président Ceausescu a imposé le remboursement de la totalité de la dette au cours des années 1980, par le biais d'une dictature violente imposée à son propre peuple. Ses pairs ont essayé de garder leur propre pouvoir, tout en faisant payer au dictateur son impopularité, par son assassinat lors d'une pseudo-révolution en décembre 1989.

En **Yougoslavie**, les années 1980 ont été marquées par la paralysie des institutions centrales, incapables de faire accepter les politiques fédérales de remboursement d'une dette auxquelles s'opposaient tant les travailleur-es que les pouvoirs républicains. La flambée de l'inflation a atteint trois chiffres et de multiples résistances se sont exprimées par des milliers de grèves éparses combinées à une augmentation des tensions nationalistes. L'élargissement du fossé entre les républiques, devenues véritables centres de décision depuis les réformes décentralisatrices des années 1960 et la désintégration de la solidarité, préfigurait l'éclatement de la fédération. Le dernier gouvernement yougoslave d'Ante Markovic a tenté de lancer une radicale thérapie de choc libérale et une transformation de la propriété sociale en 1989, mais il a été confronté à des stratégies nationalistes républicaines différentes et à la décision des républiques les plus riches de

quitter le bateau qui coule alors qu'à l'échelle nationale les bureaucraties cherchaient à consolider des « *États-nations* » capables de contrôler la répartition de la richesse et un territoire aussi grand que possible.

En **Hongrie**, les dirigeants communistes ont été les seuls à essayer de rembourser la dette en vendant les meilleures entreprises aux capitaux étrangers dès les années 1980. Dans le contexte des signes de « *désengagement* » de Gorbatchev, ils ont négocié l'ouverture de leurs frontières à l'Autriche en septembre 1989 (contre une compensation financière), rendant inévitable la chute du mur de Berlin.

Mais le principal pays endetté était la **République démocratique allemande (RDA)**, dont les importations croissantes en provenance de l'Ouest avaient été encouragées par Moscou dans les années 1970, pour échapper à l'interdiction des exportations technologiques occidentales vers l'Union soviétique imposée par les États-Unis. La RDA de Honecker fut en fait « *libérée* » à partir de novembre 1987 par Gorbatchev, qui espérait qu'accepter de se débarrasser d'un régime et d'un mur aussi impopulaires – et peut-être accepter une unification de l'Allemagne – pourrait être la meilleure solution pour sa propre politique : les subventions allemandes aideraient au rapatriement de l'armée soviétique, réduiraient le coût de la course aux armements et permettraient de se concentrer sur les réformes internes, tandis que le retrait soviétique mettrait fin à l'embargo occidental sur le crédit et faciliterait l'importation des nouvelles technologies. Le ton de Gorbatchev était celui de la « *coexistence pacifique* » et non plus celui du régime de Khrouchtchev en 1956, visant à rattraper le capitalisme (en 1980).

Dès lors, l'URSS a souhaité se désengager pour l'essentiel de sa politique internationale d'aide politico-économique, notamment à Cuba et au Nicaragua, pour aller de l'avant avec les nouveaux « *accords* » internationaux. Mais l'URSS voulait aussi que ses pays frères, dans le cadre du Comecon, remboursent leurs dettes en produits : elle était de plus en plus intéressée à tourner ses exportations de pétrole et de gaz vers les pays qui payaient en devises fortes. (Elt sine allait faire avancer une telle logique après la dissolution de l'URSS, pour permettre à la Fédération de Russie de demander aux nouveaux États indépendants de payer en devises fortes leurs importations d'énergie.)

Dans les coulisses se nouaient des accords financiers avec le régime hongrois (pour qu'il ouvre les premiers trous dans le « *rideau de fer* ») et avec Moscou (vers son

accord pour l'unification) ; ils étaient associés à la visite populaire de Gorbatchev en Allemagne – et à ses ordres envoyés aux services de sécurité est-allemands pour qu'ils ne répriment pas les manifestations populaires. Mais son idée était de proposer le démantèlement des coalitions de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Il partageait avec Mitterrand un projet de « *maison européenne commune* » fondée sur une coexistence pacifique et des réformes dans les deux parties de l'Europe – avec une sorte de système comme le Conseil de l'Europe ou les Accords d'Helsinki similaires à ceux qui figuraient dans la « *Charte de Paris* » (9).

La dynamique de l'unification allemande a été déterminée par la décision du chancelier Kohl, soutenue par les États-Unis, d'établir une union monétaire. Le taux de change (1 pour 1) a été un désastre pour l'économie est-allemande, mais à court terme attrayant pour sa population. Une telle absorption/destruction de la RDA était loin des discussions initiales que Gorbatchev avait eues avec Kohl au sujet d'une nouvelle Constitution à discuter par les deux parties de l'Allemagne. Le gouvernement français

de Mitterrand a fait tous les efforts possibles pour intégrer l'Allemagne unifiée dans la construction européenne (avec le Traité de Maastricht et son approche monétariste rigide – une condition pour convaincre la Bundesbank d'abandonner le Deutsche Mark). Mais pour l'administration étatsunienne, l'enjeu était l'OTAN – l'Allemagne devait y participer, et l'OTAN devait être maintenue et élargie en dépit de la dissolution du Pacte de Varsovie en 1991.

Au cours des années 1990, les États-Unis ont utilisé les questions de la Bosnie puis du Kosovo (dans le contexte de l'échec des « *plans de paix* » de l'Union européenne et des Nations unies) pour pousser l'ancienne alliance de la guerre froide vers l'Est et établir de nouveaux protectorats (10). La dynamique interne de la politique soviétique changea l'équilibre des relations extérieures et mit Gorbatchev le dos au mur ; il n'eut d'autre choix que d'accepter les décisions politiques occidentales. La dissolution de l'Union soviétique, le coup d'État d'Eltsine contre la Douma qui s'opposait aux réformes marchandes radicales et les accords internationaux réciproques sur les mesures contre le terrorisme ont ouvert la porte à une nouvelle période.

Révolutions démocratiques ou « *révolutions* » opaques ?

Abordons ici les facteurs qui ont empêché les « *révolutions* » sociales de se produire et qui, de plus, contredisent le caractère « *démocratique* » des changements.

1. Facteurs externes bipolaires. Le fait qu'il y ait eu des négociations internationales en coulisse entre Gorbatchev et les gouvernements occidentaux n'est pas en soi suffisant pour dénier le caractère « *révolutionnaire* » de ces changements. Le passé avait démontré la possibilité de révolutions brisant les accords du monde bipolaire. Le régime titiste en Yougoslavie a résisté à la fois à Staline et aux grandes puissances occidentales, dirigeant le mouvement des Non-Alignés ; il a pu s'imposer malgré (et contre) les accords de Yalta selon lesquels la Yougoslavie était censée être à nouveau une monarchie sous influence occidentale et soviétique « *partagée* » moitié-moitié. La capacité de résister à de tels « *accords* » internationaux reposait sur plusieurs facteurs : la grande popularité et légitimité de la lutte antifasciste menée par les partisans yougoslaves, la redistribution des terres à des centaines de milliers de paysans armés et une nouvelle auto-administration dans les territoires libérés, cristallisant le nouveau projet fédéral

contre la haine interethnique – tous ces aspects étant associés à un rejet radical du royaume serbe qui avait dominé la première Yougoslavie de manière dictatoriale (11). Mon hypothèse est que le rôle décisif joué en 1989 par les « *accords* » internationaux dans la dynamique des changements illustre, au contraire, la faiblesse de la mobilisation populaire, incapable de déterminer réellement la substance des transformations, qui se sont produites « *par le haut* » (et de l'extérieur). Ces mobilisations étaient suffisantes pour se débarrasser des régimes les plus corrompus et les plus inefficaces et ouvrir un processus d'élections pluralistes. Mais cela fut introduit dans la Constitution soviétique sans aucune « *révolution* », sous le règne de Gorbatchev, et cela apparut comme une « *norme* » possible dès que Moscou a accepté la chute du régime de la RDA.

L'ancien dissident tchèque de la Charte 77 et futur président, Vaclav Havel, l'a clairement exprimé dans une interview donnée à un journal français (12) à l'occasion du vingtième anniversaire de la « *Révolution de velours* » : « *En 1989, nous avons commencé par suivre de près l'exode des Allemands de l'Est. C'était une fuite massive, notamment via Prague. (...) J'ai compris que le cours des choses avait changé.* » Et lorsque le journaliste lui demanda : « *La "révolution de velours" naît-elle naturellement de la chute du Mur ?* », Vaclav Havel a continué, bien sûr, à mentionner les aspirations profondes et les luttes pour les libertés dans toutes les sociétés ; et il a ajouté que, même s'il n'y avait aucune garantie d'événements pacifiques, on pouvait deviner que « *l'Union soviétique ne pouvait plus intervenir sous peine d'ouvrir une crise internationale et de rompre toute la nouvelle politique de perestroïka* ». Mais il a souligné : « *La dissidence n'était pas prête. (...) Nous n'avons eu qu'une influence minime sur les événements eux-mêmes. Mais quand le pouvoir a cherché à dialoguer, il a fait de nous ses interlocuteurs. Il n'existait pas de mouvement politique organisé auquel il pouvait parler. Nous avons alors fondé le Forum civique dans ce but.* »

En d'autres termes, « *la révolution de velours n'aurait pas été possible sans les événements monumentaux qui se sont déroulés dans les autres pays du bloc communiste* » (13), et tout d'abord en Union soviétique.

Mais il reste à expliquer comment des transformations socio-économiques radicales très impopulaires ont pu être introduites, sinon par des mobilisations révolutionnaires, du moins sans résistance apparente. D'autres sources d'ambiguïté apparaissent dans ces questions.

9. Des articles ont commenté le contenu des archives récemment ouvertes sur le point de vue de Gorbatchev et les conversations avec Margaret Thatcher sur le mur de Berlin et son opposition à l'unification allemande. Lire par exemple Michael Binyon, « Thatcher told Gorbatchev Britain did not want German unification », *The Times*, 11 septembre 2009. Des commentaires sur le journal d'Anatoli Tchernaïev concernant ses conversations avec Gorbatchev, la position de Mitterrand et la « *Charte de Paris* » sont présentés dans <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=684>

10. On peut trouver des analyses que j'ai écrites sur la crise yougoslave, l'intervention de l'OTAN au Kosovo, l'ordre mondial et surtout l'instabilité dans les Balkans dans les rubriques « Restauration capitaliste » ou « Dés/ordre mondial » de <http://csamary.fr>

11. La Yougoslavie devait redevenir un royaume, tandis que la monarchie serbe avait trouvé refuge en Grande-Bretagne et était soutenue par la résistance nationaliste (et anticommuniste) serbe de Tchethnik. Les communistes yougoslaves (qui avaient été réprimés et interdits sous le premier royaume serbe qui gouverna la Yougoslavie entre les deux guerres mondiales) réussirent à obtenir une profonde légitimité dans la résistance tant au fascisme qu'aux projets nationalistes, tout en reconnaissant toutes les nations dans le projet fédéral qu'ils ont construit pendant la guerre. La réunion, pendant la guerre et contre tout futur royaume, de l'Assemblée des délégués des Comités de libération nationale de toutes les nations (AVNOJ) en 1943 a donné une réelle légitimité démocratique à un nouveau projet républicain et fédéral. « *L'excommunication* » du nouveau régime yougoslave par Staline en 1948 était essentiellement due au fait qu'il échappait au contrôle du Kremlin et était populaire dans toute la région.

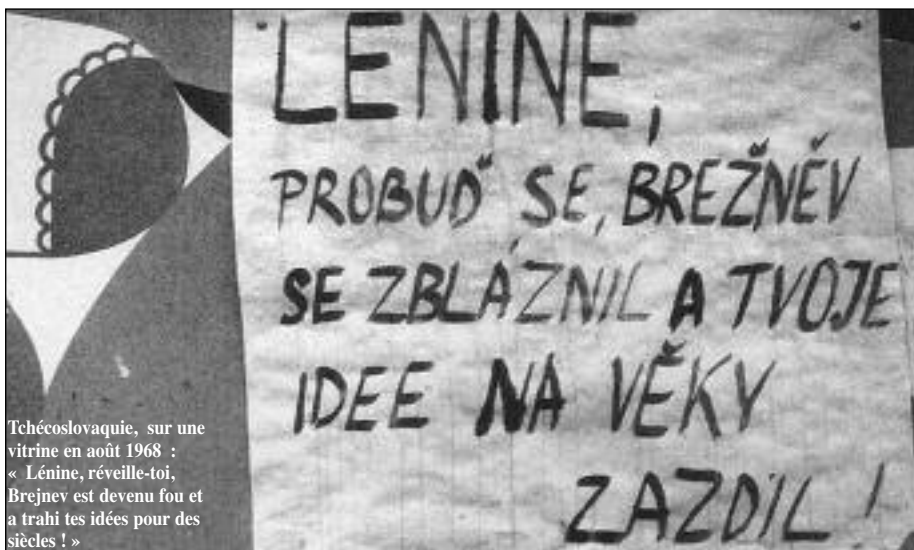
12. Interview de Vaclav Havel dans *le Figaro Magazine* du 30 octobre 2009.

13. Anna Spysz, *Panic! on the Streets of Prague*, <https://www.local-life.com/prague/articles/velvet-revolution>.

2. Catégories peu claires. La première source d'ambiguïté dans la dynamique des changements est le fait que tous les nouveaux fronts ou les nouveaux partis issus de l'ancien parti unique étaient très hétérogènes et se sont rapidement scindés, sans être d'accord sur ce qu'il fallait faire. Dans le même entretien, Vaclav Havel a rappelé ce qu'était le programme du Forum civique : « Nos idéaux étaient restés les mêmes. Les premières réformes se résument aux principes de la dissidence : élections libres, pluralisme, économie de marché, État de droit, respect des libertés individuelles. Ensuite, notre priorité a consisté à démettre et écarter tous les responsables des exactions du communisme. » En réalité, derrière ces formulations vagues, il existait des désaccords majeurs sur toutes ces questions (y compris la « lustration », une sorte de chasse aux sorcières anticommuniste) parmi les anciens membres de la même Charte 77.

Partout, de nouveaux partis sont apparus avec de plus en plus de difficultés à établir des majorités stables dans les parlements. Et l'expérience des premières « réformes de marché » néolibérales a conduit le peuple à voter assez rapidement pour les anciens communistes, dans l'espoir qu'ils maintiendraient ou réintroduiraient des protections sociales. Cela s'est produit d'abord en Pologne, trois ans seulement après la thérapie de choc néolibérale. Un autre facteur rendit le tableau flou. Les figures dominantes des partis nouvellement élus ou des anciens partis communistes rebaptisés sociaux-démocrates avaient encore la carte du Parti communiste quelques mois auparavant. Et, de la Russie à la Pologne, la plupart des nouveaux dirigeants venaient de l'ancien appareil – même de sa police secrète (14). C'est l'une des raisons pour lesquelles la population n'a pas bien compris ce qui était en jeu.

L'élimination du régime du parti unique et l'introduction du pluralisme ont bénéficié du soutien populaire et n'ont donc pas été difficiles à réaliser. Mais le parti/État était à la fois infrastructure et superstructure, et le démantèlement a permis une transformation radicale du système par le haut, à travers des changements des lois fondamentales sans débats pluralistes sur les nouvelles Constitutions. L'absence de vie démocratique dans le passé, mais aussi l'opacité de la transition économique, ont facilité ce processus. Il suffisait que les dirigeants nouvellement élus attaquent les fondements de l'ordre socio-économique par le biais d'un ensemble de nouvelles lois établies sans transparence. Les populations, en particulier celles impliquées dans Solidarnosc (le syndi-



Tchécoslovaquie, sur une vitrine en août 1968 : « Lénine, réveille-toi, Brejnev est devenu fou et a trahi tes idées pour des siècles ! »

cat indépendant polonais) lors de son congrès de 1980, n'ont jamais parlé ou manifesté en faveur d'un projet de privatisation généralisée. Leur but était de vivre mieux et plus librement. L'espoir était souvent de profiter du meilleur de chaque système, en se tournant beaucoup plus vers un modèle suédois ou allemand très social-démocrate des années 1960 que vers le capitalisme anglo-saxon des années 1980.

La transformation d'un large éventail d'anciens communistes en nouveaux libéraux et propriétaires fonciers s'est produite en général en Europe de l'Est parce qu'ils voulaient protéger de manière pragmatique leurs privilèges de pouvoir et de consommation et ne pouvaient plus le faire par les anciens mécanismes. En raison de la crise de la dette, du gaspillage croissant et du ralentissement des gains de productivité, ils ne pouvaient « payer » la stabilité par une protection sociale garantie. Ils se sont donc tournés vers la privatisation et se sont servis de leur connaissance du système et des anciennes relations sociales pour inventer des réformes qui leur convenaient. En général, l'ancien parti était la principale source d'élites qualifiées. Il n'y avait pas de capitaux privés pour acheter les usines. C'est pourquoi ils sont devenus les acteurs dominants et les bénéficiaires de la privatisation et du nouveau système politique.

Deux cas légèrement différents doivent être soulignés où les anciens communistes n'ont pas pu jouer ce rôle. L'un est l'Allemagne unifiée, parce qu'il y avait là une véritable bourgeoisie allemande avec un vrai capital capable d'acheter les usines. C'est pourquoi une purge anticommuniste radicale et en particulier la négation de tout acquis du régime précédent ont été imposées (nous reviendrons sur ce point plus loin). Le deuxième cas est celui de la République tchèque, parce que le Parti social-démocrate néolibéral

qui y a été formé avait ses racines dans l'avant-guerre (et pouvait être reconstitué) et non dans l'ancien Parti communiste transformé. Ainsi, contrairement à la Pologne, par exemple, où la population a ramené au pouvoir les ex-communistes transformés en « nouveaux » sociaux-démocrates, la population tchèque a pu voter pour une autre sorte de parti social-démocrate après les premières années de domination de la droite et a refusé toute alliance avec le PC (le seul à garder son nom en Europe orientale). Restant dans l'opposition (comme le PDS, Parti du socialisme démocratique, en Allemagne), ce PC n'a pas été directement impliqué dans les politiques néolibérales mises en œuvre par tous les partis sociaux-démocrates (qu'ils soient d'origine « communiste » ou non). Cette « marginalité » est devenue un avantage, apportant un soutien électoral significatif parmi les perdants des privatisations (en particulier les retraités et les chômeurs), tant en République tchèque qu'en Allemagne. Là, le PDS a fusionné avec d'autres courants de gauche pour construire Die Linke (la Gauche) (15),

14. Sur le rôle des anciennes élites dans la transformation capitaliste libre : Eyal G., Szelenyi I., Townsley E. *Making Capitalism without Capitalists. The New Ruling Elites in Eastern Europe*, Londres/New York 1998, Verso. Voir également Georges Mink & Jean-Charles Szurek, « Démocratie et capitalisme, le rôle des anciennes élites dans la transformation postcapitaliste », *Diogenes* n° 194, Paris 2001, PUF (<https://www.cairn.info/revue-diogene-2001-2-page-146.htm>)

15. Die Linke a été fondée en 2007 par la fusion du Parti du socialisme démocratique (PDS) et de l'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG). Le parti a obtenu 8,6 % des voix aux élections fédérales de 2013, avec un soutien initial particulier de la part des retraités et des chômeurs des Länder de l'Est. Plus tard, il a accru son influence dans les Länder de l'Ouest et est divisé par d'importants débats (sur les questions sociales, les réfugiés et les alliances...) qui se sont traduits par des changements dans son implantation.

Histoire

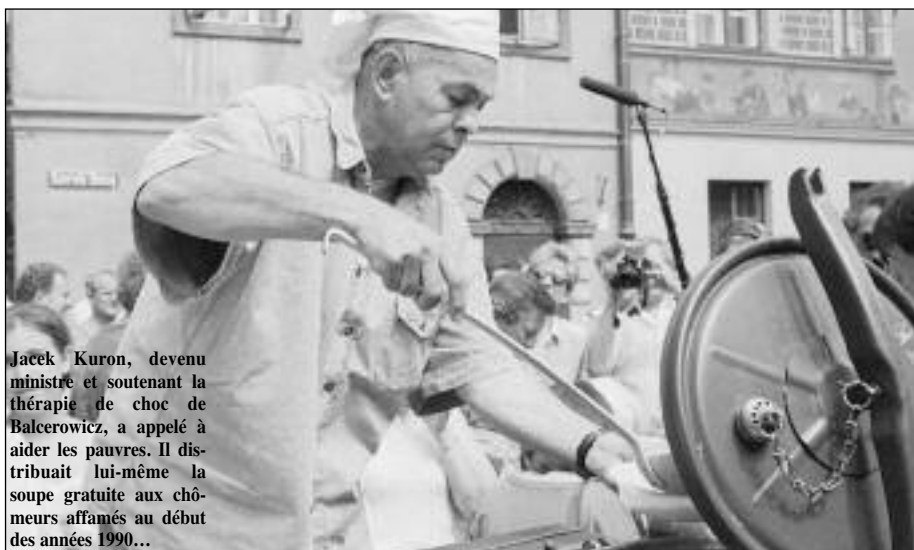
avec quelques succès électoraux.

Mais une question plus profonde se pose pour comprendre l'opacité de l'ensemble de la transformation : celle de la forme que prend la privatisation, sans précédent historique.

3. Les « révolutions » de l'appropriation : politique et/ou économie ? Nous utilisons ici le néologisme de Timothy Garton Ash (16) pour décrire le cœur de la « grande transformation » qui, à partir de la fin des années 1980, a affecté l'URSS et l'Europe de l'Est de manière extrêmement inattendue : les réformes « d'en haut » révolutionneraient le système et le changeraient radicalement, mais l'autodissolution du parti unique ne fut pas une « révolution ». Les réformes du marché et les privatisations généralisées ont été les « repères » de la rupture avec les régimes passés, les indicateurs du « succès de la transition » pour les « experts » extérieurs, créanciers ou négociateurs. Mais qu'est-ce que cela signifiait pour la population ?

Il existait un certain type de marché pour les marchandises. La perception populaire du marché était dérivée de voyages à l'Ouest ou d'images montrant de belles vitrines attrayantes de magasins. C'était sûrement la raison de l'attrait du Deutsche Mark et de l'immense joie des Allemands de l'Est traversant l'ancienne frontière et découvrant l'abondance dans les magasins ouest-allemands.

Mais qu'en était-il donc de la « privatisation » ? La notion était encore plus abstraite et floue. De petits secteurs privés existaient et pouvaient être utiles. Des enquêtes menées en Pologne (17), demandant aux gens s'ils étaient pour ou contre la privatisation, ont donné un « pour » dominant comme possibilité générale, et un « contre » comme question concrète pour l'usine où la personne était employée (même si, dans certains cas ou périodes, l'espoir qu'un proprié-



Jacek Kuron, devenu ministre et soutenant la thérapie de choc de Balcerowicz, a appelé à aider les pauvres. Il distribuait lui-même la soupe gratuite aux chômeurs affamés au début des années 1990...

taire étranger puisse apporter des revenus plus élevés pouvait conduire à une évaluation positive de la privatisation). En général, loin d'une forme de propriété capitaliste claire (liée aux « lois » du marché, à la contrainte et aux risques de faillite et de chômage), le mot « privatisation » lui-même était utilisé de manière très opaque pour exprimer le changement de propriété. Et dans les slogans électoraux, les « experts » ont mis en avant une sorte d'équation : « marché + privatisation = efficacité + liberté ». C'était certainement optimiste et au moins imprécis. Quels étaient les critères d'efficacité ? Quels droits et libertés individuels et collectifs étaient liés aux droits de propriété ?

Les réformes en cours ont été qualifiées de « transition vers l'économie de marché » par des « experts » internationaux au cours des premières années après 1989. C'était une formulation confuse et imprécise : qu'est-ce qu'une « économie de marché » ? S'agit-il d'une économie avec un marché ? Quel genre de marché ? Est-ce la Yougoslavie ? La Suède ? Le Mexique ? La Grande-Bretagne ? La France ou l'Allemagne ? Et quand, à quelles périodes ? Les années 1960 ? Maintenant ? Mais bien qu'imprécise, la notion de « transition vers » semble indiquer un choix clair et unique pour l'avenir, avec un « modèle » néolibéral normatif non explicite. Qui a déterminé un tel choix pour l'avenir ?

En se présentant eux-mêmes comme étant scientifiques, les préceptes néolibéraux avaient un caractère volontariste, dogmatique et normatif, prétendant à tort que les succès enregistrés ailleurs dans le monde leur étaient attribuables. Dans la pratique, ils imposaient leurs critères et excluaient leurs choix du débat démocratique (18). En Europe de l'Est, ils ont non seulement bénéficié de la force des institutions de la mondialisation (le FMI et la Banque mondiale

ayant un rôle direct dans la réorganisation des budgets et de la comptabilité et, plus tard, la Commission européenne jouant un rôle de premier plan), mais ils ont également bénéficié du soutien zélé des anciens membres des partis communistes (19).

En pratique, le processus de privatisation devait s'inscrire dans le contexte idéologique hérité de l'ancien système de droits formels et trouver une certaine légitimité « démocratique ». Par conséquent, la caractéristique dominante, au début de la « transition », était de reconnaître que la propriété devait d'abord être prise aux bureaucrates incompetents et corrompus et rendue aux travailleurs et aux personnes qui avaient produit la richesse pendant des décennies (un autre groupe de propriétaires « légitimes » étaient ceux qui avaient été expropriés dans le passé). Pour être populaire, le discours devait cibler les privilèges conformément à l'idéologie égalitaire dominante. Le premier « profil » d'Eltsine et le programme de privatisation « 500 jours » de Stanislav Chataline en Russie au début des années 1990 étaient basés sur cette idéologie. Et c'est exactement la même orientation qui a été exprimée dans les propositions initiales de l'Allemagne de l'Est, avant l'unification monétaire de 1990.

Cela ne veut pas dire que les scénarios et les contextes étaient tous les mêmes. Il y avait des choix, et le cas slovène montre un « modèle » légèrement différent en raison de différents facteurs : un contexte relativement favorable (cette république avait le niveau de vie et le taux d'exportation les plus élevés de toute la Yougoslavie, et le système d'autogestion le plus efficace) ; une réorganisation radicale de l'ancien syndicat officiel en une véritable force indépendante permettant d'exprimer une mobilisation massive et donc un débat public sur la résistance à la privatisation et les recettes néolibérales

16. Voir note 2.

17. Maria Jarosz, *Ten years of direct privatisation*, Varsovie 2000, Institute of political studies.

18. Jacques Sapir, *les Économistes contre la démocratie – Pouvoir, mondialisation et démocratie*, Paris 2002, Albin Michel.

19. Szalai E., *Post-socialism and Globalization*, Budapest 1999, Istvan Nemeth ; Gorzelak G., Ehrlich E., Faltan L., Illner M. (eds.), *Central Europe in Transition: Towards EU Membership*, Regional Studies Association, Polish section, Scholar, Varsovie 2001 ; Drweski B., « Du Parti "ouvrier" à la "gauche démocratique". Les métamorphoses d'un parti de pouvoir polonais (1989-2001) », in J.-M. de Waele, éd., *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, pp. 71-83, Université de Bruxelles, 2002, coll. Sociologie politique.

au début des années 1990 et par la suite. En conséquence, malgré les pressions récurrentes de la Commission européenne pour « ouvrir » l'économie aux critères libéraux, l'État a gardé le contrôle du financement public des grandes usines stratégiques au lieu de la privatisation systématique et d'un étouffement par l'absence de crédit. Diverses formes de privatisation préservait une part importante de contrôle des municipalités et des employés des usines ; les impôts sur le revenu et les usines, ainsi que les salaires, n'étaient pas soumis à des critères néolibéraux (visant en général à être « attractifs » pour les capitaux privés) ; la croissance reposait sur des mécanismes internes et une régulation, sans accepter la logique d'une baisse des salaires et des impôts comme « avantages comparatifs » dans une logique marchande. Les principaux atouts du système passé dans les domaines de la culture et de la santé ne furent pas détruits (20).

Mais si le cas de la Slovaquie reste légèrement différent, ce n'est pas parce qu'ailleurs les populations étaient plus favorables aux recettes libérales, bien au contraire : c'est parce qu'ailleurs il était plus difficile pour les populations de défendre leurs acquis sociaux. Elles ne pouvaient qu'exprimer de plus en plus de désaccords lors des élections. Les partis les plus impliqués dans les privatisations (comme la première coalition libérale autour de la thérapie de choc de Balcerowicz en Pologne en 1989) ont même perdu la capacité de revenir plus tard au Parlement, ou d'établir des majorités parlementaires stables. Ils pouvaient prétendre démanteler l'arbitraire et le gaspillage de l'ancien système de parti-État, mais leur but était surtout de démanteler les protections sociales, ce qui était généralement gardé secret pendant les campagnes électorales, tout en étant mis en pratique par la suite. C'est en partie pour cette raison que les résultats électoraux ont varié – selon les promesses faites par les nouveaux et les anciens partis (plus ou moins réformés), mais aussi selon ce qui était le plus urgent ou le plus important pour la population, face à l'incertitude du marché : la punition des anciens dirigeants corrompus, le désir de changement radical, ou plutôt la peur que les changements perçus ne soient une menace.

Pour la majorité de la population, les marchés et les privatisations étaient au départ des orientations émanant d'économistes, souvent moins discrédités que les partis politiques. Et il y avait l'idée que les choix économiques – contrairement aux choix politiques antérieurs faits par l'appareil – relevaient de « connaissances scientifi-

ques » et du « droit » et donc étaient en dehors du domaine de la démocratie, ce qui facilitait le passage socio-politique et idéologique d'un grand nombre d'anciens dirigeants du système du parti unique vers les privatisations, à des rythmes différents et sous diverses appellations. Les privatisations furent présentées comme des « normes ». La forme, la vitesse et la portée qu'elles ont prises étaient sans précédent historique.

4. « Privatisation directe » sans apport de capital (21). Il est nécessaire d'établir la distinction majeure entre la « petite privatisation » (qui signifiait généralement la création de nouvelles petites entreprises) et la « grande privatisation » (qui concernait les grandes entreprises, c'est-à-dire celles qui étaient essentielles pour l'emploi et la production dans ces pays industrialisés) (22).

La petite privatisation fut généralement le moteur de la croissance dans les pays d'Europe centrale et orientale, notamment en Pologne. Elle a souvent été présentée comme la voie privilégiée d'une transformation systémique. Elle a clairement contribué à la création d'une flexibilité de réponse à certains besoins dans le secteur des services (rénovation, réparations, téléphonie, informatique, commerce, restauration, etc.). Elle a introduit un mécanisme compétitif, avec de véritables propriétaires et un transfert plus ou moins rapide du financement vers les nouvelles entreprises privées (start-ups). Les premiers allègements fiscaux accordés aux nouvelles entreprises ont généralement rendu ce processus plus favorable. Mais les petites entreprises furent souvent fragiles et leur croissance a atteint rapidement ses limites.

L'enjeu de la transformation de la propriété, et son aspect principal, était donc la grande privatisation, celle des grandes usines. Qui pouvait les acheter, et avec quel capital ? Dans l'ensemble, la privatisation par vente réelle n'a pas généralement trouvé d'acheteurs en dehors des capitaux étrangers. Le caractère non capitaliste de la société du passé (de type soviétique) était associé à l'absence de marchés financiers et de banques privées, et au fait que la monnaie dans le secteur planifié ne pouvait être utilisée pour acheter et vendre des moyens de production, mais seulement pour la comptabilité. Tout cela signifiait un manque général d'accumulation de capital financier national.

Pour ces pays qui voulaient gagner leur indépendance et leur souveraineté en se détachant de l'hégémonie de l'URSS, la décision de vendre les meilleures usines aux capitaux étrangers n'était guère populaire. Et la bourgeoisie nationale en devenir ne voulait pas se réduire à une « bourgeoisie compra-

dore », mettant sa connaissance des rouages internes au service du capital étranger. Dans la pratique, seules la Hongrie et l'Estonie ont opté pour la privatisation par vente à l'étranger au début de leur transition. Les privatisations ont été qualifiées de « privatisations directes » de masse par la sociologue polonaise Maria Jarosz, qui a utilisé ce terme pour décrire les privatisations qui fonctionnaient sans argent, par le biais d'un changement légal de propriété. Cela devait permettre de modifier le comportement socio-économique et le statut des travailleur-es sous la pression de la concurrence du marché, ce qui était l'objectif de la privatisation capitaliste marchande.

Mais cet objectif ne pouvait pas être explicite, dans la mesure où il était nécessaire dans les premières années de transformation systémique de légitimer le processus comme « démocratique » aux yeux des populations concernées et des travailleur-es – qui étaient, comme nous l'avons souligné, les « propriétaires sociaux » officiels des moyens de production selon les idéologies et Constitutions des anciens systèmes. Il s'agissait en quelque sorte d'une reconnaissance de leur rôle « officiel » dans la production et la propriété juridique de tous ces biens nationaux, à condition qu'une partie de ceux-ci soit réservée pour la « restitution » à ceux qui étaient propriétaires privés des terres ou des entreprises lorsqu'elles avaient été nationalisées après la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi, les travailleur-es se sont en général vu offrir le « choix » entre différentes formes de « privatisation » : vente à des « étrangers » (acteurs extérieurs à l'usine) de biens publics ou distribution (quasi) « gratuite » aux travailleur-es ou à la population de la majorité des parts sociales des entreprises transformées (l'État devenant propriétaire du reste).

20. Ces différences se sont érodées sous la pression des institutions internationales et européennes (surtout après son intégration dans l'UE en 2004), mais aussi en raison de différents scandales de clientélisme et de corruption, durant les privatisations, comme ailleurs.

21. Eyal G. et al., op. cit. note 14. Voir également J. Kornai, *La Transformation économique postsocialiste : dilemmes et décisions*, éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris 2001.

22. Le poids dominant de l'agriculture en Chine est une différence majeure avec l'Europe de l'Est et l'URSS, où elle se situait entre 10 % et 30 % du PIB à la fin des années 1970. Mais en ce qui concerne la privatisation industrielle, la différence cruciale est que la Chine n'a été soumise à la pression ni du FMI ni des institutions européennes pour faire ses choix, sans démanteler les crédits publics et le contrôle central de la monnaie pour mettre en œuvre ses propres priorités étatiques (capitalistes) en faveur des entreprises publiques chinoises. Notre étude ici est principalement basée sur l'Europe de l'Est.



Hongrie octobre 1956 : décompte des voix lors de l'élection d'un conseil ouvrier

Ces deux variantes constituent, pour l'essentiel, ce que l'on a appelé la « *privatisation directe* » (sans capital) au début de la transition dans la majorité des pays concernés ; soit l'État en est devenu propriétaire, soit une « *privatisation de masse* » s'est produite lorsque des initiés (salariés et dirigeants de l'ancienne entreprise) sont devenus actionnaires – avec une concentration rapide des actions dans les mains des dirigeants.

La notion paradoxale de « *privatisation directe* » cachait un changement du rôle socio-économique des États derrière des continuités apparentes. Pour la population, il était difficile de faire la distinction entre l'État ancien, gestionnaire des moyens de production et de distribution, et le nouvel État devenu l'instrument de la privatisation massive. Cette perception était encore plus confuse lorsque les mêmes personnes étaient encore au pouvoir. Mais en réalité, à partir de ce moment, l'État ne gouvernait plus comme avant « *au nom des travailleurs* » (même à leurs dépens) et sans avoir les attributs d'un « *vrai* » propriétaire (capable d'exercer de véritables pouvoirs de gestion, faillite, vente et transfert). Cette réalité passée devait être éradiquée selon des critères néolibéraux. Par la privatisation directe, il s'agissait d'établir le pouvoir des « *véritables propriétaires* » – même si (paradoxalement pour les « *libéraux* ») il s'agissait

de l'État – permettant à la fois un changement du statut des travailleurs et la restructuration des entreprises sous contraintes de marché, avant leur vente ultérieure. C'est ce qu'on appelait en Pologne la « *commercialisation* » des entreprises publiques, qui s'accompagnait de la suppression de toute trace des conseils ouvriers.

La principale source d'ambiguïtés dans ces « *révolutions* » était là. Le caractère radical de ces changements de propriété (de statut social et de rapports de production et de distribution), introduits par l'État, est sans doute passé inaperçu auprès des populations concernées. Lorsque l'État est devenu le principal acteur de ces entreprises, il a souvent été perçu en continuité avec l'ancien État, qui avait gouverné en tant que dictateur, mais aussi en tant que protecteur social.

Cette illusion populaire de continuité dans la protection sociale s'est aussi rapidement exprimée lors d'élections libres par des votes en faveur de ceux qui, parmi les anciens communistes, ont adopté comme nouvelle appellation des épithètes socialistes ou sociaux-démocrates. Ce fut le cas en Pologne, moins de trois ans après la thérapie de choc néolibérale. Néanmoins, une fois que ces ex-communistes sociaux-démocratisés sont revenus au pouvoir par les urnes, en Pologne et ailleurs, ils ont généralement pris la décision d'être des partisans zélés de l'OTAN et des transformations ultralibérales, une décision qui n'était pas sans corruption. Ils le paient aujourd'hui parce que c'est la droite nationaliste et xénophobe qui a mis en avant la question de la protection sociale contre la « *gauche* », en remportant les élections sur cette base même.

Des dynamiques conflictuelles sont souvent à l'œuvre derrière l'ambiguïté de ces « *privatisations massives* ». Du point de vue des travailleurs, le choix pragmatique de

cette forme de privatisation visait à protéger leurs emplois et leur permettait de conserver au moins une partie des avantages sociaux qui leur étaient attribués dans les grandes entreprises (appartements, restaurants, crèches, soins de santé, certains produits distribués par des magasins internes), par rapport à la restructuration qui aurait été imposée par des particuliers ou des personnes extérieures. Cependant, du point de vue de ceux qui ont géré les réformes, il s'agissait de légitimer les privatisations aux yeux de la population, tout en leur donnant l'occasion de « *prouver* » aux institutions de la mondialisation en cours qu'une « *privatisation* » avait eu lieu, qu'une rupture radicale avec le système précédent était en cours. C'était la condition préalable à l'octroi de prêts et aux négociations pour devenir candidats à l'adhésion à l'Union européenne (UE). Dans ce cadre, un nouveau processus de véritable polarisation sociale ainsi que la concentration de la propriété et des montages financiers ont eu lieu derrière la fragmentation de l'actionnariat populaire, qui n'a apporté ni revenu ni pouvoir aux travailleurs, hormis celui de ralentir la restructuration. L'État « *privatisé* » utilisait ses droits de propriété soit avec une approche clientéliste, soit dans le but de vendre les entreprises à de « *vrais* » investisseurs privés, étrangers ou nationaux.

Derrière les privatisations massives, qui ont eu lieu au début de la transformation systémique (23), il y avait la liquidation de la substance productive des grandes entreprises, mais en évitant la faillite immédiate et le chômage massif des travailleurs. Le manque de crédit disponible pour ces entreprises contrastait en comparaison du soutien financier reçu par le secteur qui était véritablement « *privatisé* ». Bien que les « *experts* » libéraux aient critiqué l'absence de restructuration liée à la privatisation de masse, ils ont aussi finalement souligné, de leur point de vue, le caractère bénéfique de cette première période, car elle a permis une transformation radicale de la propriété. Dans la mesure où les « *initiés* » étaient partiellement protégés, cela réduisait le risque d'explosion sociale, tout en détruisant l'ancien système.

5. Transition vers la démocratie ? Le symbole allemand : qu'en est-il de « l'Ostalgie » ? Parce que les mobilisations est-allemandes sont devenues le symbole de la « *révolution démocratique* », le scénario concret mérite d'être examiné. Peu de gens savent ce qui se cache derrière « *l'Ostalgie* », un néologisme inventé pour décrire la nostalgie rapidement ressentie par les Allemandes de l'Est. Nostalgie de quoi ?

23. Ce que nous appelons la première phase de la transformation systémique correspond à la « *crise systémique* » initiale avec des chutes brutales de la production dans toutes les branches. Elle a été absolument généralisée après 1989 et a duré plusieurs années. Mais sa fin (ou le début d'une croissance appelée à tort « *reprise* ») était légèrement différente d'un pays (ou d'un ensemble de pays dans une situation similaire) à un autre. Cette reprise a commencé en général au milieu des années 1990 pour les pays d'Europe centrale et orientale qui sont devenus les « *nouveaux États membres* » de l'UE en 2004, et plus tard pour les autres (voir plus loin sur ce point).

Certainement pas de l'ancien ordre politique fondé sur la Stasi répressive. Était-ce alors un sentiment dû à une certaine « *difficulté* » d'adaptation à la nouvelle « *modernité* » du capitalisme qu'ils/elles avaient tant désiré au départ ? Le 8 novembre 2009, le *Guardian* a publié l'article « *Les Allemands de l'Est ont beaucoup perdu* », écrit par Bruni de la Motte : « *Une fois la frontière ouverte, le gouvernement a décidé d'établir une tutelle pour s'assurer que les "entreprises publiques" (la majorité des entreprises) seraient transférées aux citoyens qui avaient créé la richesse. Cependant, quelques mois avant l'unification, le gouvernement conservateur nouvellement élu a cédé la tutelle à des mandataires de l'Allemagne de l'Ouest, dont beaucoup représentaient les intérêts des grandes entreprises. L'idée d'un transfert des biens "publics" aux citoyens a été discrètement abandonnée. Au lieu de cela, tous les actifs ont été privatisés à un rythme effréné. Plus de 85 % ont été achetés par des Allemands de l'Ouest et beaucoup ont été fermés peu après. Dans les campagnes, 1,7 million d'hectares de terres agricoles et forestières ont été vendus et 80 % des travailleurs agricoles ont perdu leur emploi.* » (24)

En RDA, les mères célibataires bénéficiaient de services de garde gratuits. En conséquence, la proportion de femmes actives sur le plan professionnel était de 90 %. Après 1989, cette part est tombée à 40 %, ce qui représente la plus forte contribution à la montée du chômage. Car les garderies d'enfants ont été fermées, tandis que les droits et les moyens de contraception et d'avortement gratuits ont été supprimés (pour garder leur emploi ou pour en trouver les nombreuses jeunes femmes de plus de trente ans ont eu recours à la stérilisation). Peut-on appeler cela une « *révolution démocratique* » ? Aucun débat, aucune assemblée élue et aucune procédure bilatérale n'a eu lieu pour établir une nouvelle Allemagne unifiée. La RDA a tout simplement été absorbée : on n'a pas demandé à la population est-allemande ce qu'elle voulait garder ou non. Et ils se sentaient profondément humiliés, comme des citoyens de seconde zone.

6. Une contre-révolution ? Le choc social imposé aux Allemand-es de l'Est et aux populations d'Europe de l'Est en général serait probablement mieux caractérisé en tant qu'une contre-révolution. Mais on est ici confronté à plusieurs difficultés analytiques, avec des ambiguïtés symétriques : y a-t-il eu de véritables « *révolutions* » après la Seconde Guerre mondiale dans ces pays ?

L'occupation et la division de

l'Allemagne par des troupes étrangères étaient prévues par les accords de Yalta entre alliés antifascistes avant la défaite des Nazis. L'accord de Potsdam (août 1945) organise la division de l'Allemagne en zones entre les Alliés, supposément sous responsabilité collective mais en fait de plus en plus affectée par les tensions de la guerre froide. Staline aurait préféré garder l'accès à la riche région de la Ruhr plutôt que de diviser l'Allemagne en deux États distincts : la partie occidentale, plus riche, était éligible à l'aide du plan Marshall (introduit en 1947) tandis que Staline soumettait la partie orientale sous son contrôle, plus pauvre, à un pillage radical, considéré comme une réparation pour la destruction massive et les millions de citoyen-es soviétiques tués pendant la guerre. La décision d'établir la RDA (octobre 1949) était une réponse à l'établissement de la République fédérale dans les zones occupées des Alliés occidentaux le 23 mai de la même année.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale tout une série de scénarios se sont déroulés sur le continent, allant d'une véritable révolution en Yougoslavie – selon les critères de la mobilisation de masse et des changements radicaux – à une « *révolution* » dirigée par Moscou en RDA ou en Roumanie, en passant par une véritable mobilisation et accueil populaires de l'Armée rouge en Tchécoslovaquie. Tous ces scénarios étaient le résultat de la Seconde Guerre mondiale, de guerres civiles, d'intenses conflits de classes et d'une polarisation politique. Avec des scénarios différents, les populations d'Europe de l'Est ont été confrontées et divisées par les guerres combinées : guerres civiles et mondiale, où différents types de résistance antifasciste (avec ou contre les communistes) ont également conduit à des attitudes différentes face à l'invasion de l'Armée rouge (de l'hostilité radicale à l'enthousiasme). Mais même lorsque l'intervention de l'Union soviétique a joué un rôle décisif dans les changements structurels, les partis communistes nationaux au pouvoir ont élargi leur base sociale en introduisant des « *réformes* » radicales contre la propriété privée et la domination du marché : une promotion sociale verticale extrêmement rapide pour les paysan-es et les travailleur-es par rapport à leur situation dans les sociétés capitalistes périphériques d'avant-guerre combinée avec des régimes répressifs qui se réclament des objectifs socialistes. Des tendances sociales tout à fait opposées se sont produites avec les changements survenus après 1989. 1989 a été l'année de l'effondrement de la période postérieure à 1945.

Les « *révolutions* » imposées par l'appar-

reil du PC étaient dominées alors par le Kremlin. Mais les objectifs socialistes proclamés pouvaient gagner le soutien de la population et une tendance à réduire l'écart entre eux et le nouveau régime existait. En RDA, la mémoire de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht jouissait d'un certain prestige, tout comme le théâtre de Bertold Brecht. Mais les intellectuel-es ou artistes antistaliniens de gauche ont été réprimés ou radicalement séparés des travailleurs par la répression de la Stasi. En 1989, une « *République Rouge et Verte* » embryonnaire (25) a été discutée entre les cercles qui avaient beaucoup de sympathie pour la gauche radicale « *occidentale* » dirigée par Rudi Dutschke dans les années 1960 et pour le Printemps de Prague. Ils voulaient la fin du régime de Honecker, mais certainement pas sa dissolution au sein de l'Allemagne de l'Ouest telle qu'elle était.

Une « *crise systémique* » (liée au démantèlement du système) s'est produite dans tous les pays au début des années 1990, que la Banque mondiale compare à la crise de 1929 dans un contexte différent : il y a eu une baisse de 30 à 50 % de la production dans toutes les branches. Après 1993, la croissance a repris d'abord en Pologne – aidée par l'annulation de la dette, décidée par les États-Unis sans publicité – puis dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale. C'est ce qu'on a appelé un « *rattrapage* », mais sans noter deux faits : premièrement, l'indicateur utilisé pour mesurer la croissance et le rattrapage (PIB ou équivalent) ne reflète pas le bien-être des populations, et ne dit pas comment la production est réalisée, ni comment elle est répartie, ce qui signifie qu'elle est compatible avec une pauvreté croissante ; et deuxièmement, il était nécessaire de « *rattraper* » tout d'abord le niveau de production de 1989. Cela s'est produit en l'espace d'à peu près une décennie, avec une transformation structurelle marquée derrière les chiffres. Avec le nouveau millénaire, cette croissance s'est encore accompagnée d'une aggravation du chômage et des inégalités, car la restructuration des grandes entreprises et de l'agriculture ne faisait que commencer et les ressources financières étaient concentrées dans certains secteurs productifs.

24. Bruni de la Motte, « East Germans lost much in 1989 », *The Guardian*, 8 novembre 2009, <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/nov/08/1989-berlin-wall/>

25. Pour une telle vision alternative de ces événements, voir l'interview de l'ancien opposant est-allemand au régime de Honecker, Bernd Gehrke : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article15475>.



Manifestation à Budapest en 1956 : « Solidarité avec le peuple polonais ! »

Dans l'ensemble, les points de départ et les différentes voies de transformation systémique ont varié. Néanmoins, derrière ces différences, on peut affirmer le même résultat pour tous les pays de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est, commenté ainsi après la première décennie de « transition » par la Banque mondiale : « La pauvreté s'est répandue et a augmenté plus rapidement que partout ailleurs dans le monde », tandis que « les inégalités se sont creusées dans toutes les économies en transition et, dans certaines d'entre elles, elles ont été dramatiques ». Cela s'est produit alors que « les pays de cette région ont commencé leur transition avec des niveaux d'inégalité qui étaient parmi les plus faibles du monde » (26). Certes, les rapports ont été plus positifs pour la période 2000-2007 : des taux de croissance impressionnants (par exemple plus de 7 %, voire 10 % dans certains États baltes), ce qui a suscité de nombreux commentaires sur un « succès » de la « transition ». Malheureusement, la caractéristique spécifique de toute cette transfor-

mation a été une croissance extrêmement déséquilibrée et une forte dépendance à l'égard des capitaux et des banques étrangères, avec des effets secondaires dramatiques, comme ceux observés en 2008 avec la deuxième crise aiguë et le choc social, sous l'effet à la fois de la crise mondiale et des caractéristiques internationales des transformations systémiques.

Comme nous l'avons souligné, les marchés financiers et les banques privées n'existaient pas dans l'ancien système. Comme la priorité dogmatique a été donnée à l'attrait des capitaux privés (c'est-à-dire étrangers), l'introduction d'un système bancaire privé a entraîné une domination absolue des banques d'Europe occidentale : en 2008, le pourcentage des banques étrangères variait de 65 % en Lettonie à près de 100 % en Slovaquie et à plus de 90 % dans tous les autres nouveaux États membres de l'Union européenne, à l'exception de la Slovaquie (35 % en 2008) (27). Leur logique a été le profit à court terme et le rendement le plus élevé possible des crédits accordés. Concrètement, cela s'est traduit par un manque de crédit pour l'industrie et par des emprunts spéculatifs pour répondre à la demande de crédit à la consommation des ménages (principalement des appartements et des voitures) par des opérations financières basées sur des emprunts en devises (surtout en francs suisses lorsque le taux de change était intéressant). Ainsi, la très forte croissance mentionnée au cours de la période récente (en particulier dans les pays baltes) et ce que l'on a appelé le « rattrapage » étaient basés sur un énorme déséquilibre de la balance commerciale et de la dette dans des sociétés où la pauvreté et les inégalités étaient très importantes (28). Le *Financial Times* a commenté que le dernier « rapport percutant » pour 2009 publié par la Banque européenne pour la reconstruction et le

développement (BERD) soulignait que l'Europe centrale et orientale doit se débarrasser d'une « dépendance à la dette en devises étrangères » (29). Le rapport reconnaît que la récession mondiale a plongé la région dans la crise – le FMI a été appelé à la rescousse par la Hongrie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie, la Serbie, l'Ukraine, la Bosnie-Herzégovine – mais la situation sociale n'était pas sa véritable préoccupation ; la seule préoccupation de la BERD était de savoir s'il y avait eu une modification de la tendance de la « transition ». Et la réponse a été : non, pour le moment. Cela a été considéré comme un succès : le « modèle de croissance pour la région reste intact », malgré les fragilités ; l'État doit être plus fort et accepter les politiques d'austérité du FMI. Tant que les troubles sociaux ne seront pas trop explosifs, il n'y aura pas de changement systémique.

La « troisième voie » réprimée

Le philosophe slovène Slavoj Žižek a écrit en novembre 2009 une tribune intitulée « Derrière le mur, les peuples ne rêvaient pas de capitalisme » (30). Il n'y a certainement pas de possibilité directe de vérifier un tel jugement, mais il est possible de trouver quelques indications dans ce qui a été exprimé dans les mouvements démocratiques les plus importants à l'intérieur des régimes passés ou contre eux et de le comparer aux principales caractéristiques de 1989. Le *Solidarnosc* polonais en 1980-1981 et les conseils ouvriers tchécoslovaques de l'automne 1968 sont certainement les expressions les plus impressionnantes de la « troisième voie ». On ne peut pas « démontrer » qu'elles pouvaient être généralisées, mais il faut au moins respecter – c'est-à-dire faire connaître – ce qu'elles ont exprimé et s'interroger sur la manière dont ces voies alternatives ont été « verrouillées » ou condamnées à l'oubli.

« En Pologne, la transition [du « communisme » à la démocratie] a duré dix ans, en Hongrie dix mois, en Tchécoslovaquie dix jours », déclare une présentation significative de la révolution de velours de 1989 (31). Mais des questions fondamentales se posent à partir de ces descriptions : dans quelle mesure la fin de ces régimes en 1989-1991 a-t-elle été imposée par une mobilisation démocratique massive définissant le contenu et les objectifs de ces « révolutions » (ce que nous avons questionné) ? Y a-t-il une continuité entre le *Solidarnosc* de 1980 et celui de 1990 ? Et qu'en est-il du « Printemps de Prague » en 1968 ou des soulèvements antibureaucratiques hongrois

26. Banque mondiale, *Regional Overview, Challenges, 2002*, <http://inweb18.worldbank>

27. Cf. les données statistiques de la BERD.

28. Cf. Catherine Samary, « Towards a social and banking tsunami in East/West Europe », avril 2009, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article13710>. La dimension financière d'un tel tsunami a été évitée grâce à « l'Initiative de Vienne », à laquelle ont participé en 2009 toutes les institutions financières internationales, européennes et nationales dominantes. Une « Initiative de Vienne 2 » fut nécessaire en 2011 et un « Comité directeur » fonctionne toujours. Voir : <http://vienna-initiative.com/>

29. « EBRD – European Bank for Reconstruction and Development – cautions on currency debt », *Financial Times*, 2 novembre 2009.

30. « Derrière le Mur, les peuples ne rêvaient pas de capitalisme », *le Monde* du 7 novembre 2009.

31. On peut lire en anglais les descriptions de ces événements : <http://www.prague-life.com/prague/velvet-revolution/>

et polonais de 1956 ? Dans la citation ci-dessus, le Solidarnosc polonais de 1980 est censé faire partie de la « *transition vers la démocratie* » (« *dix ans* » en Pologne et « *dix jours* » pour la révolution de velours), ce qui signifie que les changements socio-économiques de 1989 ont été le produit d'une orientation démocratique à l'occidentale. Ma thèse est, au contraire, que Solidarnosc en 1980, dans ses espérances dominantes exprimées par les documents adoptés par le mouvement, était plus proche des mouvements de masse de 1968 et 1956 que de la thérapie de choc post-1989. Je vais tenter de rendre cette thèse explicite en examinant les revendications démocratiques avancées par ces énormes mobilisations sociales.

Une étude systématique des différentes présentations de ces événements passés reste à faire et constituerait un élément de recherche historique très utile. Tant le Kremlin que l'Occident ont qualifié le soulèvement de 1956 en Hongrie et celui de 1968 en Tchécoslovaquie d'« *anticommunistes* ». Pour le Kremlin, cette description a servi à justifier l'intervention militaire du Pacte de Varsovie. L'Union soviétique stalinisée – ce « *pays du grand mensonge* » selon le communiste croate Ante Ciliga dans les années 1930 – a ainsi poursuivi la voie de sa première « *excommunication* » des communistes yougoslaves en 1948, « *justifiée* » par leur orientation prétendument « *pro-capitaliste* » (32). Il est donc tout à fait normal de trouver, dans les émissions ou journaux occidentaux se référant à 1956 ou 1968, des présentations similaires de ces événements comme le début de « *la fin du communisme* » et du « *retour* » à la démocratie en 1989 : des éléments de continuité existent bien si le seul critère considéré est l'exigence des libertés (sans définition précise de leur contenu). Il est vrai aussi que les événements polonais peuvent apparaître plus proches de 1989 que l'automne des conseils ouvriers de Prague, en raison de la force et de l'expression des sentiments religieux, des positions anticommunistes explicites de l'Église et d'un certain nombre de chefs et conseillers de la grève – par opposition aux réformes de 1968 introduites par le Parti communiste lui-même et à l'appel explicite à « *un socialisme à visage humain* ».

Nous nous concentrerons donc plus précisément sur le type de démocratie et les droits qui ont été mis en avant, et nous soulignerons les exigences que le capitalisme ne pouvait pas accepter : les conseils ouvriers, ou l'autogestion des travailleurs comme un droit fondamental pour contrôler l'organisation et le but du système économique, le statut des travailleurs et le produit du travail.

1. De Solidarnosc au plan Balcerowicz : continuité ou antipodes ?

Si l'on considère le scénario du mouvement de grève polonais en août 1980, qui a conduit à la création du premier (officiellement accepté) syndicat indépendant au sein de l'ancien bloc « *communiste* », on constate que son congrès de septembre 1981 était beaucoup plus proche d'une révolution démocratique que tout autre événement en Europe orientale. Après une décision prise par le régime d'augmenter les prix, un mouvement général de grèves s'est produit avec un haut niveau d'auto-organisation et de coordination. Presque toutes les usines d'État du pays, c'est-à-dire l'ensemble du secteur industriel, étaient concernées. Le mouvement a rapidement pris des traits politiques. Des liens horizontaux ont été établis ainsi qu'un comité de grève interentreprises avec mandat de négociation (l'électricien Lech Walesa a été choisi comme délégué). Lors d'une précédente vague de grèves, en 1976, les intellectuels avaient organisé un comité en solidarité avec les travailleurs grévistes, le Comité de défense des ouvriers (KOR), rapidement transformé en un corps de « *conseillers* ». Le mouvement de grève qui allait donner naissance à Solidarnosc a élaboré une liste de « *vingt et une revendications* » (33).

Un premier groupe de ces revendications pourrait être exprimé et, dans certains contextes, accepté dans une société capitaliste ; mais elles indiquent un très haut niveau d'attentes sociales de la population, ce qui serait, et a été, tout à fait en conflit avec les tendances libérales dominantes du capitalisme de l'après-1989 : la protection des salaires contre l'inflation et le paiement intégral des jours de grève ; la réduction de l'âge de la retraite (à 50 ans pour les femmes) ; les retraites tenant compte de la vie active ; universalité des soins de santé ; augmentation du nombre de places dans les écoles et les crèches pour les enfants des mères actives ; congé de maternité payé pendant trois ans ; une aide accrue pour les personnes contraintes de voyager loin pour travailler.

Un deuxième groupe de demandes concernait des avantages reconnus dans les démocraties occidentales, mais pas dans toutes les sociétés capitalistes, et en général, elles ont été au moins très limitées dans les usines appartenant à des capitaux étrangers des pays est-européens d'après 1989 : la possibilité de créer des syndicats libres et d'avoir le droit de grève. Ces demandes étaient, bien sûr, également en conflit avec les règles de l'ancien régime « *socialiste* », mais pas avec les idées socialistes en tant

que telles en général. Tant en Yougoslavie dans les années 1960 qu'en Tchécoslovaquie en 1968, les syndicats ont eu tendance à s'autonomiser, ce qui a ensuite été réprimé par le parti au pouvoir comme tous les mouvements autonomes quand ils sont devenus un danger pour le monopole politique du pouvoir. En Pologne, le régime communiste a dû accepter (le 31 août 1980) la demande d'un syndicat libre.

Un troisième groupe de revendications était lié aux spécificités du régime : l'exigence que la direction de l'usine soit choisie sur la base de la compétence et non de l'appartenance au Parti ; la fin des privilèges pour la police et les apparatchiks du parti ; la fin du travail « *volontaire* » et du travail le samedi.

Un quatrième groupe de revendications pouvait être avancé dans une société capitaliste, mais y était rarement accepté : les revendications d'accès aux médias pour tous ; la publication des revendications des grévistes dans les médias ; la liberté d'accès à l'information sur l'économie.

Mais les principales revendications seraient en substance très en conflit avec une logique capitaliste ; elles demandaient l'implication de l'ensemble de la population dans le débat sur la situation économique et les réformes pour répondre à la crise. Cette dernière exigence a été soulignée une fois de plus dans le programme adopté lors du congrès organisé un an plus tard. De toute évidence, des courants différents et des points de vue contradictoires y ont été exprimés, ce qui reflète un mouvement démocratique normal et massif qui a pris la dynamique d'une « *assemblée constituante* » quasi-politique. Quel genre de société voulait-il établir ?

La simple présentation des vingt et une revendications souligne les contrastes marqués entre les attentes sociales en matière de protection et de gains sociaux et le contrôle démocratique des décisions économiques des millions de travailleurs en grève en 1980 et, d'autre part, le contenu de la

32. Sur les conflits entre la Révolution yougoslave puis le régime titiste et Staline, il faut lire les livres de Milovan Djilas ou la biographie de Vladimir Dedijer sur Tito. Les polémiques avec Moscou et les documents du congrès du PC yougoslave en 1948 ont été publiés dans *le Livre yougoslave*, Paris 1949. Sur les excuses de Khroutchev concernant l'excommunication, lire Pierre Maurer, *la Réconciliation soviéto-yougoslave 1954-1958. Illusions et désillusions de Tito*, Fribourg 1991, éditions DelVal.

33. Les documents des grèves de Gdansk en août 1980 ont été publiés dans un numéro spécial de la revue *l'Alternative*, Paris 1980, éd. Maspero. Voir également : *le Programme de Solidarnosc au congrès de Gdansk en 1981*, Lille 1982, Presses universitaires de Lille.

Histoire

thérapie de choc et des privatisations de 1989. Le fait que les vingt et une revendications ne demandaient pas la privatisation, mais le contraire, a rarement été mentionné depuis, de même que le Congrès qui a adopté le programme est rarement cité. Pourtant, il ne s'agissait pas d'une question marginale : d'abord, les travailleurs ont obtenu une reconnaissance légale et ont donc pu organiser le congrès de manière démocratique et non clandestine ; comme les observateurs internationaux ont pu le constater, un double pouvoir social et politique était déjà en place dans l'ensemble de la société (34). Un programme politique et social pour l'ensemble de la société a été élaboré pendant plusieurs jours au cours des deux sessions de septembre et octobre 1981 par plusieurs centaines de délégués contrôlés par 80 % de la main-d'œuvre polonaise organisée : la diffusion directe des débats, gérée socialement, a permis de suivre le congrès dans les usines de toute la Pologne, tandis que les travailleurs de base contrôlaient démocratiquement leurs délégués.

Mais qu'est-ce qui a été adopté par cet important congrès démocratique ? Quel est son lien avec 1989 ? Regardons par exemple l'article de *Wikipédia* en anglais sur Solidarnosc (35). Il présente l'ensemble des événements polonais sous l'impulsion des courants « antisoviétiques » et de l'Église, et comme le début des « révolutions anticommunistes » de 1989, et conclut : « L'influence de Solidarité a conduit à l'intensification et à la diffusion des idéaux et des mouvements anticommunistes dans les pays du bloc de l'Est, affaiblissant leurs gouvernements communistes ». La défaite des candidats « communistes » aux élections de 1989 en Pologne « a déclenché une succession de révolutions anticommunistes pacifiques en Europe centrale et orientale connues sous le nom de révolutions de 1989 (*Jesien Ludów* [l'automne des peuples, en polonais]) ». N'est-ce pas la présentation dominante encore faite de Solidarnosc ? Et ce, sans une seule citation de ces prétendus « idéaux anticommunistes », ni rien sur les vingt et une revendications, ni aucun mot sur le programme du congrès.

En France, tous ces documents ont été reproduits et un large mouvement de solidarité et de liens directs s'est développé parmi les syndicalistes de gauche dans les années

1980. C'est probablement la raison pour laquelle l'article de *Wikipédia* en français sur le même sujet est très différent, car il cite des documents adoptés par le congrès de Solidarnosc en septembre 1981 et dit que son projet était d'établir « une République autogérée (...) le congrès exigeant "une réforme démocratique et autogérée à tous les niveaux de gestion, un nouvel ordre social et économique qui liera le plan, l'autogestion et le marché" ». Cet article commente qu'il s'agit d'un « approfondissement des positions élaborées dès l'automne 1980, telles celles de la commission ouvrière inter-entreprises de Szczecin : "Nous sommes en faveur d'un socialisme progressiste, ouvrier, pour un développement harmonieux et équitable de la Pologne, déterminé collectivement par l'ensemble du monde du travail (...) un ordre social qui serait authentiquement ouvrier et socialiste". » (36)

La menace d'une intervention soviétique était centrale à l'époque. Le 13 décembre 1981, le général Wojciech Jaruzelski, soutenu par le « Conseil militaire de salut national », a déclaré que la Pologne était sous loi martiale. Mobilisant l'armée et les services de sécurité, il a pris le contrôle de la télévision et de la radio et déchaîné la police secrète et la police anti-émeute motorisée pour disperser les réunions non autorisées. Les tribunaux militaires ont condamné des milliers de syndicalistes à des peines allant jusqu'à trois ans de prison.

Mais la répression a modifié les rapports de forces en faveur de ceux celles et ceux qui, parmi les conseillers intellectuels, voulaient utiliser la force du mouvement social pour se débarrasser du système, supprimer toute dynamique d'autogestion et réduire Solidarnosc à un syndicat classique dans une économie de marché. Après une telle répression par un parti « communiste », la force idéologique de l'Église et des projets anticommunistes réels s'est accrue avec la démobilisation qui a eu lieu (malgré quel-

ques grèves et la colère). Après la loi d'amnistie, la seconde moitié des années 1980 a ouvert la voie à un compromis avec le parti au pouvoir qui perdait des membres et toute capacité de gouverner – il cherchait à protéger un certain pouvoir politique et des liens avec l'Union soviétique de Gorbatchev. Le haut niveau d'auto-organisation et de révolution démocratique a été brisé. Sous la pression de Gorbatchev, une « table ronde » a été organisée conduisant à la légalisation d'un Solidarnosc beaucoup plus faible ; puis le parti au pouvoir a été écrasé lors des premières élections semi-libres.

D'énormes pressions et négociations « financières » étaient en jeu en coulisses. La dette publique envers diverses banques et gouvernements étrangers a atteint en 1989 la somme de 42,3 milliards de dollars (64,8 % du PIB). Le « plan Balcerowicz », également appelé thérapie de choc, a été adopté fin 1989. Fin décembre, ce plan a été approuvé par le Fonds monétaire international (FMI). Le FMI a accordé à la Pologne un fonds de stabilisation de 1 milliard de dollars et un crédit stand-by supplémentaire de 720 millions de dollars. Par la suite, la Banque mondiale a accordé à la Pologne des crédits supplémentaires pour la modernisation des exportations de biens et de produits alimentaires polonais. Les gouvernements occidentaux ont suivi et ont payé environ 50 % du capital de la dette et de tous les taux d'intérêt cumulés jusqu'en 2001.

On peut comparer les programmes et les procédures. 1989 apparaît beaucoup plus comme une contre-« révolution » sociale « libérale » que comme la continuation du congrès initial de Solidarnosc.

En 1981, plus de 80 % de la main-d'œuvre était syndiquée et Solidarnosc comptait environ dix millions de membres. En 2008, ceux qui étaient syndiqués ne représentaient pas plus de 11 % des travailleurs, selon les chiffres officiels fournis par les organisations syndicales. Au cours du processus de privati-

Berlin-Est, novembre 1989 : « Nous sommes le peuple »



34. J'ai moi-même été envoyée comme observatrice du Syndicat national des enseignants de l'enseignement supérieur (Snesup).

35. cf. *Wikipedia*, *Solidarity Polish trade union* (édition du 28 décembre 2017, à 09:18.).

36. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Solidarnosc>

sation, les dirigeants syndicaux ont souvent été introduits, à titre individuel, dans les conseils d'administration, où ils étaient liés aux employeurs (37). Cette corruption et cette intégration dans les processus de privatisation ont miné le syndicalisme. La perte de ressources et la faillite de grandes entreprises produisant un chômage massif (lorsque la Pologne est devenue membre de l'UE en 2004, le taux de chômage était de près de 18 %), les difficultés de la vie quotidienne et l'absence de syndicats dans les entreprises dirigées par des capitaux étrangers ont fait le reste. Les discontinuités sociales entre 1980-1981 et 1989 sont donc étroitement liées à la dynamique totalement différente des « réformes » (38).



La « révolution de velours » : « La grève générale pour faire les pas suivants – 24.11 [1989] étudiants en grève »

2. De l'automne des conseils ouvriers de Prague à la révolution de velours : continuité ou antipodes ?

Le scénario est légèrement différent pour la Tchécoslovaquie, mais l'essence des questions en jeu et les interprétations contradictoires sont les mêmes. Les réformes économiques et politiques proposées en 1965-1968 en Tchécoslovaquie par le leader réformiste Dubcek et l'économiste Ota Sik (39), soutenues par toute une aile du Parti communiste, étaient très similaires à celles mises en œuvre en Hongrie à l'époque : l'objectif des réformes était de stimuler la production (qualité et productivité). Mais les moyens proposés reposaient principalement sur l'extension partielle de l'économie de marché et sur l'accroissement de la responsabilité des gestionnaires (et l'augmentation de leurs revenus en fonction des résultats du marché) comme alternative à la forme trop verticale et autoritaire de la planification soviétique. Ces réformes n'ont pas introduit les droits des travailleurs à l'autogestion.

C'est pourquoi, jusqu'au Printemps de Prague, les travailleurs tchécoslovaques n'avaient pas ressenti un grand enthousiasme pour les réformes économiques d'Ota Sik et Dubcek : leur effet aurait été d'accroître les inégalités (par une concurrence accrue sur le marché) et l'insécurité sociale (par le pouvoir et la motivation matérielle donnés aux réalisateurs pour les pousser à réduire leurs coûts de production, notamment les coûts du travail). L'idéologie du socialisme reconnaît les travailleurs comme la source créatrice de richesse et non comme une marchandise dont le prix est un « coût » à réduire. Ils étaient censés être « le propriétaire » des usines, c'est-à-dire un acteur responsable impliqué dans l'élaboration démocratique et pluraliste de critères d'efficacité économique et de mécanismes visant à réduire les coûts des déchets et des matériaux. C'était exacte-

ment la demande exprimée par les travailleurs polonais en 1980.

Dans le débat sur les réformes juste avant 1968, certains communistes et syndicalistes ont proposé une nouvelle loi renforçant les droits des travailleurs à établir des organes d'autogestion des usines, à élire des directeurs et à décider de l'organisation du processus productif et de la distribution de la production. Mais cela a été mis de côté – ou légèrement réduit – par les réformes d'Ota Sik. Et, à son tour, la libéralisation par le haut a stimulé des mouvements inattendus et des revendications d'en bas dans toute la société : dans tous les pays frères, les partis au pouvoir avaient peur de la contagion. Le Printemps de Prague fut aussi un immense rassemblement international en faveur d'un « socialisme à visage humain ». L'intervention soviétique visait à arrêter tout cela.

Mais elle a produit l'effet opposé. Et cela n'est jamais dit dans les émissions de télévision et les analyses dominantes sur ces événements. La réalité, c'est qu'à l'automne 1968, dans près de 200 usines, plus de 800 000 travailleur-es ont réagi à l'invasion du Pacte de Varsovie et à la propagande soviétique (qui prétendait que l'Armée rouge était envoyée en Tchécoslovaquie pour défendre le socialisme) en créant des conseils ouvriers (40), encouragés par de nombreux communistes et syndicalistes favorables au socialisme autogéré.

Ce mouvement s'est étendu et a organisé sa première conférence nationale en janvier 1969 – six mois après l'entrée des chars ! En mars, il y avait 500 conseils. Il est devenu un mouvement politique massif grâce à sa propre coordination et au soutien reçu des jeunes et des intellectuel-es, dont beaucoup étaient membres du Parti communiste tchécoslovaque (PCC). Les conseils ouvriers étaient souvent soutenus ou même lancés par des cellules d'usine du PCC et par

l'organe syndical (ROH), qui s'émancipait à l'époque de l'appareil bureaucratique de l'État. Leurs dirigeants étaient souvent élus à la tête des conseils. Un nouveau projet de loi a été élaboré et présenté au gouvernement, toujours dirigé à l'époque par le leader réformiste Alexander Dubcek. De telles propositions étaient soutenues par des centaines d'usines occupées et par la partie du PCC qui résistait à l'occupation et organisait des réunions clandestines.

37. Cf. Jan Malewski, « Pologne, Signes du renouveau ouvrier », *Inprecor* n° 518 de juin 2006.

38. Dans une interview publiée par la revue *Contretemps* n° 22 de mai 2008 à l'occasion de l'anniversaire de 1968, Karol Modzelewski souligne les discontinuités entre le plan de privatisation Balcerowicz en 1989 et les revendications de Solidarnosc pour une « République autogérée » avec les droits fondamentaux des travailleurs en 1980-1981. En tant qu'expert impliqué dans ce mouvement et en continuité avec *la Lettre ouverte au Parti* qu'il a écrit avec Jacek Kuron en 1964, il a souligné qu'après le coup d'État de Jaruzelski et la répression, « lorsqu'à la fin des années 1980 le système s'effondrait et que se décidait l'orientation des changements, il n'y avait plus cet élément essentiel qui donnait le ton en 1980-1981. Il n'y avait plus la pression des milieux clairement égalitaires et collectivistes, comme le fut le premier Solidarnosc, qui était largement un enfant du socialisme. » Cf. : <http://www.contretemps.eu/wp-content/uploads/Contretemps%2022.pdf>

39. Ota Sik est l'économiste dont les projets de réformes avaient été soutenus par l'aile Dubcek du PCT. La principale différence entre ces réformes (comme celles de la Hongrie sous le régime de Kadar dans les années 1960) et celles faisant référence à l'autogestion concernait les droits de gestion accordés aux travailleur-es. J'ai comparé les différentes réformes yougoslaves et est-européennes des années 1950 et 1960 : *Plan, marché et démocratie : l'expérience des pays dits socialistes*, Cahiers d'Étude et de Recherche n° 718, IIRF, Amsterdam 1992.

40. Cf. : Vladimir Claude Fisera et Jean-Pierre Faye, *Prague, la révolution des conseils ouvriers 1968-1969*, Paris 1978, Robert Laffont. Voir aussi l'article de Fisera « 1968 : le printemps et l'automne autogestionnaires de Prague », <https://www.unioncommunistelibertaire.org/?1968-Le-printemps-et-l-automne>



Manifestation contre l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 : « Qui craint l'opposition, craint pour son poste ! »

Mais ce projet de loi sur les usines aurait donné trop de pouvoir aux conseils ouvriers et aurait certainement effrayé l'aile Dubcek, à la recherche de compromis avec le Kremlin. Le projet de loi a été pris en compte – ce qui indique à quel point il était encore difficile de le censurer – mais le gouvernement y a introduit des changements et réduit les droits accordés aux travailleurs, pour se rapprocher des réformes de type Ota Sik et hongrois.

41. *Literarny Noviny* n° 52, 27 décembre 2007, Milan Kundera « Cesky udel » (le destin tchèque) et Vaclav Havel, sous le même titre mais avec un point d'interrogation, « Cesky udel ? »

42. Jacques Rupnik, *Les deux printemps de 1968*, Paris 2008, Etudes du CERI, Sciences-Po.

43. Jaroslav Sabata est décédé en 2012. Le point de vue de Milan Kundera a été publié dans *Listy* n° 6, décembre 2007, et cité par Vladimir Claude Fisera dans son article « 1968, le printemps et l'automne autogestionnaires de Prague », op. cit. note 40.

44. Les positions prises par les différents PC étaient soit de condamner l'intervention soviétique (les PC yougoslaves, albanais ou roumains) mais en soutenant au mieux le type de réformes et de réalisme de Dubcek, soit d'être impliqués dans les troupes de Varsovie. Mais personne n'a popularisé et soutenu les conseils ouvriers – seuls les courants trotskistes ou anarchistes, qui étaient des forces marginales à l'époque, l'ont fait. Le régime titiste réprimait au même moment ses propres organisations marxistes de gauche et de jeunesse pour être allées « trop loin » dans l'auto-organisation. Cf. <http://www.contretemps.eu/wp-content/uploads/Contretemps%2022.pdf>, pour une analyse des conflits spécifiques survenus en 1968 dans un système où l'autogestion a été officiellement introduite en 1950, après la rupture avec Staline, et plusieurs fois réformée pour canaliser les tensions.

Après quelques mois, la dynamique des conseils ouvriers avait été brisée par les pressions et la répression directe.

Près de vingt ans après la révolution de velours de 1989, le débat sur le Printemps de Prague a commencé à réapparaître en République tchèque. Il a été particulièrement relancé par la republication (41), fin 2007, de deux points de vue contradictoires exprimés immédiatement après l'intervention soviétique, en décembre 1968, par Milan Kundera et Vaclav Havel. Ces deux écrivains prestigieux et bien connus avaient contesté la censure de l'ancien régime avant 1968. Le premier a agi à partir de ses convictions communistes tandis que le second a agi comme un anticommuniste libéral. Vaclav Havel a gardé son point de vue anticommuniste et démocratique en s'engageant dans la résistance à l'occupation soviétique au sein de la « Charte 77 » (initiée en 1977 pour résister à la « normalisation » soviétique, un front où les démocrates communistes et anticommunistes pouvaient lutter en commun pour les droits humains), et est devenu le premier président de la nouvelle Tchécoslovaquie puis de la République tchèque. Quant à Milan Kundera, il a perdu les convictions marxistes qu'il avait en 1968. Mais ce n'est pas ce qui importe ici. Les positions que Kundera a exprimées à l'époque, citées et encore soutenues dans la période actuelle, ont été débattues par d'autres communistes – Jaroslav Sabata en est un exemple. En 1968, il dirigeait le courant de

gauche au sein du Parti communiste qui soutenait radicalement la démocratie socialiste autogérée et les conseils ouvriers.

En présentant le renouveau actuel de la controverse, Jacques Rupnik (42) écrit que, pour Vaclav Havel, les réalisations du printemps 1968 (abolition de la censure, libertés individuelles) « n'ont fait que rétablir ce qui existait trente ans auparavant et ce qui est encore le fondement des pays démocratiques en général ». Ce point de vue peut aussi nous amener à considérer la Révolution de velours comme une variante réussie du mouvement démocratique du Printemps de Prague (réprimé par le régime communiste, alors que la Révolution de velours a pu s'en débarrasser). Mais aujourd'hui la position de Vaclav Havel est plus proche d'une deuxième tendance : nier toute cohérence significative aux événements de 1968 en raison de leurs objectifs socialistes. La répression est alors soulignée comme la seule issue possible : il n'y a pas de troisième voie possible.

Le point de vue de Milan Kundera, au contraire, souligne que, comme le résume Jacques Rupnik, « malgré sa défaite, le Printemps de Prague conserve sa signification universelle en tant que première tentative de trouver une voie entre les modèles oriental et occidental, un moyen de concilier socialisme et démocratie ». L'intellectuel communiste (et qui l'est resté jusqu'à sa mort) Jaroslav Sabata partageait le jugement de Kundera de manière plus radicale : « L'automne tchécoslovaque est probablement beaucoup plus important que le printemps tchécoslovaque. (...) Le socialisme, dont la logique est de s'identifier à la liberté et à la démocratie, ne peut que créer une sorte de liberté et de démocratie que le monde n'a jamais connue » (43).

Un tel mouvement et une telle auto-organisation représentaient un danger pour tous les PC qui voulaient conserver le monopole du pouvoir politique, même s'ils étaient opposés à la domination soviétique (44). Le mouvement des conseils ouvriers pouvait accepter toutes les revendications contre la censure et pour les libertés individuelles et collectives. Mais il soulignait aussi les contradictions ou les limites de tous ceux qui soutiennent le slogan « socialisme à visage humain » mais « oublie » les objectifs socialistes fondamentaux : la suppression des rapports de domination au sein de l'économie permettant une subordination radicale des choix économiques, comme de tous les choix humains clés, à un système démocratique à inventer. Cette position contredisait les systèmes des deux camps de la guerre froide. ■

Mobilisons-nous dès maintenant contre le désastre climatique

Déclaration de la IV^e Internationale

La semaine du 20 au 27 septembre a connu une mobilisation historique pour la justice climatique. Avec plus de 7,5 millions de manifestant-e-s dans 185 pays, c'est la plus importante mobilisation coordonnée à l'échelle mondiale depuis celle contre la guerre en Irak en 2003.

Une nouvelle génération se lève, naît à l'action collective et politique. Sa force et sa détermination entraînent d'autres secteurs de la société, syndicalistes, scientifiques, parents...

La catastrophe climatique et sociale, c'est dès maintenant

L'augmentation de 1,1°C de la température moyenne de la Terre depuis le milieu du XIX^e siècle a déjà des effets dramatiques. La multiplication et l'aggravation des phénomènes extrêmes – incendies, inondations, sécheresses, ouragans et typhons... – dévastent des régions entières. La faim qui a progressé pour la troisième année consécutive touche plus de 820 millions de personnes dans le monde. Un quart de l'humanité est menacé par une pénurie d'eau. Le nombre des conflits pour l'accès aux combustibles fossiles, à l'eau, à la nourriture et à la terre s'élève à 2 500.

Les inégalités environnementales viennent encore aggraver les inégalités sociales, racistes et de genre. Si les riches détruisent la planète (les plus riches des pays les plus riches peuvent émettre jusqu'à 2 000 fois plus de gaz à effet de serre que les plus pauvres des pays les plus pauvres), ce sont les classes populaires, les peuples du Sud, les personnes racisées et les femmes qui pâtissent le plus des catastrophes climatiques, qui vivent dans les zones les plus polluées, qui souffrent de la pénurie d'eau potable, de la dégradation des terres agricoles.

Terres, océans et zones gelées : des cercles vicieux à rompre de toute urgence !

Un quart des terres émergées est déjà dégradé par l'agriculture et l'élevage industriels qui contribuent aussi pour un tiers aux émissions de gaz à effet de serre (rapport du GIEC du 8 août 2019). Plus la crise climatique s'accroît, plus les terres sont dégradées. Or plus les terres sont dégradées, moins elles absorbent de CO₂ donc moins elles participent à la lutte contre le dérèglement climatique.

Fonte des glaces, réchauffement des mers et élévation de leur niveau menacent un quart de la population mondiale dans les zones côtières, les régions de haute montagne ou dans la région Arctique en particulier

les peuples autochtones (Rapport du GIEC du 25 septembre). La dilatation de l'eau sous l'effet de la chaleur et la fonte des calottes glaciaires (Groenland, Antarctique) provoquent la hausse du niveau des mers qui pourrait dépasser un mètre à la fin du siècle. Les océans jouent un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique, ils absorbent le quart du CO₂ émis et 90 % de la chaleur due aux émissions de gaz à effet de serre depuis 1970. Mais leur réchauffement et leur acidification, en plus de détruire la biodiversité, réduisent leur capacité d'absorption et aggravent donc le changement climatique.

Le rapport spécial du GIEC (SR15) confirme ce que les premiers concerné-e-s, qui ont imposé la référence aux 1,5°C dans l'accord de Paris, savent depuis longtemps : les 2°C d'augmentation de la température moyenne de la Terre sont loin de constituer une limite sûre.

L'inaction climaticide

La COP25 devait se dérouler à Santiago au Chili. Il aurait été cynique et caricatural de l'organiser sous la menace d'une armée qui s'est funestement illustrée sous la dictature de Pinochet. Elle aura finalement lieu du 2 au 13 décembre à Madrid. Auto-baptisée « COP de l'action », comme chaque nouveau rendez-vous international, elle affiche l'ambition « d'accroître les engagements des pays ». L'Accord de Paris lors de la COP21 en 2015 a enregistré les Contributions Déterminées au niveau National, l'addition de ces engagements, même s'ils étaient respectés ce qui est loin d'être le cas, conduit à une hausse de la température moyenne bien supérieure à 3°C. Il faut donc faire miroiter de nouveaux engagements révisés à la hausse pour... la COP26 à Glasgow en 2020.

Les climato-négationnistes Trump et Bolsonaro ont boycotté le Sommet de l'ONU sur le climat en septembre 2019 et ils sont coupables des pires écocides. Cependant, les belles paroles des dirigeants des autres puissances ne valent pas mieux. L'objectif de





la « *neutralité carbone pour 2050* » promu par Antonio Guterres et adopté par une soixantaine de pays dont l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni est une supercherie dangereuse. La neutralité carbone ou « *zéro émissions nettes* » n'implique en rien zéro émission de gaz à effet de serre. Les émissions peuvent continuer de croître, ce qu'elles font actuellement, à la condition d'être « *compensées* » par des « *émissions négatives* » – autrement dit des absorptions de carbone. Derrières ces « *émissions négatives* » se cachent des technologies aussi hasardeuses que destructrices comme les BECCS (bio-énergie avec capture et séquestration de carbone) qui, pour absorber de manière significative le carbone en excédent, nécessiteraient de consacrer l'équivalent de la surface de l'Inde à la culture de la biomasse aux dépens des cultures alimentaires et de la biodiversité, au mépris des droits des peuples et des paysan-e-s.

Les réponses de marché ou technologiques sont à la fois inefficaces, dangereuses et injustes, mais ce sont les seules envisageables dans le cadre du système capitaliste.

Ce système est incapable de répondre au défi climatique parce qu'il est incapable de prendre le problème à la racine : les énergies fossiles.

Pour avoir une chance sur deux de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C, les émissions de carbone doivent être réduites drastiquement avant 2030 (-58 % par rapport à 2010). Or 80 % des émissions de gaz à effet de serre sont dues aux énergies fossiles qui dans le système actuel couvrent 85 % des besoins en énergie. Il ne s'agit pas d'une transition, mais

une révolution énergétique. Or le système énergétique fossile et les réserves de pétrole, gaz et charbon sont concentrées dans les mains des groupes (ou États) capitalistes et représentent des masses énormes de capitaux (1/5 du PIB mondial pour les seules installations). Les capitalistes ne renonceront pas de leur plein gré à leur capital et aucun gouvernement à leur service ne les y contraindra.

La seule issue est dans la mobilisation de la jeunesse et des peuples

Nous avons besoin d'un programme de mesures de transition écosocialistes, qui allie démocratie réelle, justice sociale et climatique.

Répondre aux besoins en respectant les contraintes écologiques : Produire moins, partager plus.

L'expropriation sans indemnité ni rachat et la socialisation sous le contrôle des salarié-e-s et des populations du système énergétique comme du système bancaire sont des conditions indispensables pour sortir des énergies fossiles et nucléaire et passer à un système énergétique 100 % renouvelable, décentralisé, économe et socialement juste. Il ne s'agit pas seulement de changer de source d'énergie, mais de rompre avec le productivisme inhérent au capitalisme, de supprimer les productions inutiles et nuisibles, le gaspillage d'énergie, de ressource et de travail dû à la publicité et à l'obsolescence programmée. Une agriculture écologique, paysanne, alimentant des circuits courts est une arme de justice sociale et climatique, elle suppose la fin de l'agro-industrie qui détruit la terre et ruine les paysan-e-s. Le transport est responsable d'un cinquième de la production de gaz à effet de serre. Le transport aérien ou par conteneur doit être drastiquement réduit, la circulation automobile doit tendre à disparaître au profit de transports collectifs gratuits et par un réaménagement des villes et territoires.

Globalement il s'agit de définir démocratiquement ce qui doit être produit et dans quelles conditions. La réduction massive et collective du temps de travail sans perte de salaire ni intensification du travail, doit s'accompagner d'un changement d'organisation et de contenu du travail. Le partage doit inclure le travail de reproduction sociale aujourd'hui majoritairement invisible et accompli par les femmes. Cela exige des services publics de santé, d'accueil de la petite enfance, de soin aux personnes âgées et dépendantes...

La responsabilité historique des gaz à

effet de serre émis est sans commune mesure entre les pays impérialistes, qui ont de longue date fondé leur développement industriel sur les énergies fossiles, et les pays dominés. Le Fond Vert promis depuis 2010 pour financer la transition et l'adaptation des pays du Sud se fait toujours attendre. La comptabilité carbone, sur laquelle reposent les négociations, efface la reconnaissance de cette « *responsabilité commune mais différenciée* ». Les mécanismes d'échange, de commercialisation, de compensation considèrent que toutes les tonnes de carbone se valent en tous lieux et dans toutes les conditions sociales et historiques. Loin de reconnaître la dette climatique, ils sont la base d'un nouvel impérialisme environnemental qui fait peser sur les premières victimes du bouleversement climatique la charge de sa réparation. À l'inverse, la réparation des crimes coloniaux exige l'abolition de la dette, la liberté de circulation et d'installation pour les migrant-e-s, la reconnaissance des droits des peuples autochtones.

Le capitalisme plonge le monde entier dans une crise globale, climatique et écologique, sociale et économique, politique et démocratique, une crise de civilisation. Cependant, ce système ne va pas s'effondrer de lui-même. De plus en plus autoritaire et militarisé, il provoque la guerre, ruine des millions de vies et détruit la biodiversité, la Terre et le climat... et continuera de le faire tant qu'il dominera. Mais partout des peuples se lèvent, et dans ces soulèvements les jeunes sont majoritaires et les femmes sont à l'avant-garde.

L'émergence simultanée d'un mouvement mondial pour le climat et de la nouvelle vague féministe répond au fait que le capital, en plus d'épuiser les travailleur-e-s, épuise et détruit aussi l'ensemble de la vie, celle des humains et celle de la nature, indissociables. Cela fournit la base d'une convergence des 99 % pour changer le système en abolissant le capital et en construisant une économie planifiée démocratiquement et un système social fondé sur des principes démocratiques, féministes et écologiques. Une économie planifiée démocratiquement est le seul moyen de protéger les salariés des entreprises à éliminer (mines, puits de pétrole, etc.) en leur donnant la possibilité de changer d'emploi sans perdre leur statut.

Cette convergence ne peut se construire que dans le feu des mobilisations réelles, dans les débats, l'auto-organisation, les grèves et blocages. ■

Bureau exécutif de la IV^e Internationale
4 novembre 2019

De COP en COP, le cataclysme se rapproche

Par
Daniel Tanuro*

La 25^e Conférence des parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP25) débutera dans quelques jours à Madrid. Ce sommet devait initialement se tenir à Santiago mais le président chilien a préféré renoncer. Les COP rassemblent couramment 10 000 personnes : il fallait éviter qu'elles puissent témoigner de la sauvage répression policière du soulèvement contre la politique ultralibérale du gouvernement Piñera.

Pour rappel, la Convention cadre des Nations unies a été adoptée lors du sommet de la Terre à Rio, en 1992. Elle fixe pour objectif aux États d'empêcher « une perturbation anthropique dangereuse » du climat de la Terre. Le suivi de cet engagement est censé être assuré par les Conférences des parties (COP), qui se réunissent annuellement depuis 1995. Celle de Madrid sera donc la vingt-cinquième.

Un bilan négatif de A à Z

Le bilan de ce processus est négatif de A à Z. De la COP1 à la COP24, les gouvernements se sont surtout évertués à trouver des moyens de ne pas réduire leurs émissions, ou de les faire réduire par d'autres, ou de faire semblant de les réduire en les délocalisant, ou d'obtenir de nouveaux marchés pour compensation de leur engagement à les réduire à dose homéopathique, ou de faire adopter l'idée absurde que ne pas abattre un arbre équivaut le fait de ne pas brûler de combustibles fossiles.

Le résultat de ces gesticulations est que les rejets annuels du principal gaz à effet de serre, le CO₂, sont plus de 60 % supérieures au niveau de 1990 et augmentent encore plus vite aujourd'hui qu'au XX^e siècle. Par voie de conséquence, la concentration atmosphérique en CO₂, qui était de 350 ppm (1) en 1990, est de 415 ppm actuellement. Ce niveau est sans précédent depuis le Pliocène, il y a 1,8 million d'années. À cette époque, le niveau des océans était 20

à 30 mètres plus élevé qu'aujourd'hui...

Crime contre l'humanité et la nature

Le texte adopté à Rio ne définissait pas le niveau de la « perturbation anthropique dangereuse ». Cette lacune majeure résultait des pressions des multinationales du pétrole, du charbon et du gaz, ainsi que des nombreux secteurs de l'économie capitaliste qui dépendent directement de ces sources fossiles d'énergie (automobile, pétrochimie, construction navale et aéronautique, etc.). Fidèlement relayés par les États à leur service, les grands groupes pétroliers et charbonniers ont en plus versé des millions de dollars à de pseudo-scientifiques chargés de répandre de grossiers mensonges climato-négationnistes dans l'opinion.

Depuis 1992, tout a été mis en œuvre, sans le moindre scrupule, pour exploiter les réserves fossiles le plus longtemps possible et éviter ainsi l'éclatement d'une « bulle de carbone ». Les responsables de ces manœuvres, et leurs complices politiques, devraient être traduits en justice et condamnés pour crimes contre l'humanité et contre la nature.

Maximum 2 °C ou 1,5 °C ?

Il a fallu attendre la COP21, un quart de siècle après Rio, pour qu'une décision soit prise concernant le niveau de réchauffement à ne pas dépasser. L'accord adopté dans la capitale française stipule en effet que la politique climatique a pour but de « maintenir la hausse de température bien au-dessous de 2 °C tout en continuant les efforts pour ne pas dépasser 1,5 °C ». Mais ce texte ambigu (quel est l'objectif : 2 °C ou 1,5 °C ?) ne cite aucun moyen d'action et ne prévoit aucune sanction contre les pays qui ne font pas leur part de l'effort. Il ne cite même pas les combustibles fossiles, qui sont pourtant la cause principale d'augmentation de l'effet de serre !

Le rapport spécial du GIEC sorti en octobre 2018 ne laisse aucun doute (2) : contrairement à ce que les grands médias et les politiques nous serinent depuis plus de vingt

ans, un réchauffement de 2 °C serait beaucoup trop dangereux pour les non-humains et pour les humains. Un exemple parmi d'autres : la calotte glaciaire du Groenland contient une quantité de glace suffisante pour faire monter le niveau des mers de 7 mètres. Or, les spécialistes estiment que le point de non-retour de sa dislocation se situe quelque part entre 1,5 °C et 2 °C de réchauffement...

Le spectre de la « planète étuve »

Il n'y a aucun congélateur où mettre le globe pour le refroidir. Autrement dit, une fois enclenchée, la dislocation du Groenland (ou de toute autre calotte glaciaire) sera impossible à arrêter avant que soit atteint un nouvel équilibre énergétique du système Terre. Dans l'intervalle, cette dislocation risque de provoquer un enchaînement de « rétroactions positives » (3) : transformation de l'Amazonie en savane, dislocation de glaciers géants de l'Antarctique (4), fonte irréversible du pergélisol... Un gigantesque effet domino climatique pourrait déboucher rapidement sur une hausse de 4 °C à 5 °C de la température moyenne de surface de la Terre.

Les spécialistes craignent que cet embal-

* Daniel Tanuro, ingénieur agronome et militant écosocialiste est membre de la direction de la Gauche anticapitaliste (GA-SAP, section belge de la IV^e Internationale). Outre de nombreux articles, il est l'auteur de *L'impossible Capitalisme vert* (la Découverte, Paris 2010).

1. Les parts par million (ppm) sont une unité de concentration. 350 ppm de CO₂ signifie que, sur un million de molécules, 350 sont des molécules de CO₂. Pendant les 800 000 années qui ont précédé le XX^e siècle, la concentration en CO₂ oscillait entre 220 et 280 ppm.

2. GIEC, Global Warming of 1,5°C (<https://www.ipcc.ch/sr15/download/#full>). Le « résumé à l'intention des décideurs » peut être consulté en français : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf

3. On appelle ainsi des effets du réchauffement qui accélèrent le réchauffement.

4. Les glaciers Thwaites et Totten (respectivement Antarctique Ouest et Est), déstabilisés, contiennent assez d'eau pour faire monter le niveau des mers de 7,5 m environ.

Écosocialisme

lement du réchauffement pousse le globe hors du régime relativement stable au sein duquel il oscille depuis 1,5 million d'années (alternance de périodes glaciaires et interglaciaires). La Terre entrerait alors dans un nouveau régime, analogue à celui du Pliocène : la « planète étuve ». Il est impossible de se représenter un tel basculement mais une chose est absolument certaine : si notre espèce y survit, ce ne sera pas avec une population de sept ou huit milliards d'individus, et les pauvres seront à coup sûr les principales victimes du cataclysme – la principale « variable d'ajustement » (air connu)... L'immonde politique inhumaine à l'égard des migrant·e·s permet à chacun·e d'imaginer les contours de cette barbarie qui vient.

Rester sous 1,5 °C, est-ce encore possible ?

Le réchauffement est actuellement de 1,1 °C environ par rapport à l'ère préindustrielle. Au rythme actuel des émissions, le cap des 1,5 °C sera franchi vers 2040. Tout doit être mis en œuvre pour empêcher qu'il le soit. Mais est-ce encore possible ? Ce n'est, hélas, pas certain. Pas certain du tout !

Le rapport 1,5 °C du GIEC propose quatre scénarios indicatifs de stabilisation au-dessous du seuil de dangerosité, avec seulement une chance sur deux de succès ! (5). Trois de ces quatre scénarios sont à rejeter. En effet, ils sont basés sur l'idée insensée d'un « dépassement temporaire » du 1,5 °C suivi d'un refroidissement ultérieur réalisé grâce au déploiement de certaines technologies.

Dites « à émissions négatives », ces tech-

nologies sont censées retirer du carbone de l'atmosphère. Or, à supposer qu'elles fonctionnent – et à une échelle suffisante ! (6) –, à supposer aussi que le carbone retiré de l'atmosphère puisse être stocké en des lieux sûrs, d'où il ne s'échappera pas, la situation est à ce point tendue que le risque est réel de voir le « dépassement temporaire » provoquer des accidents irréversibles. Par exemple, l'amorce de la dislocation de la calotte groenlandaise... entraînant la chute des dominos qui conduirait à la « planète étuve » !

Le quatrième scénario permettrait de rester sous 1,5 °C sans « dépassement temporaire », donc sans « technologies à émissions négatives ». Il implique une réduction draconienne des émissions mondiales nettes de CO₂ : -58 % d'ici 2030, -100 % d'ici 2050, émissions négatives entre 2050 et 2100 (7). Ce scénario ne peut être accepté en l'état, car il implique (comme les autres) un fort développement de la part de l'énergie nucléaire (+50 % en 2030, +150 % en 2050, soit environ 200 centrales supplémentaires, avec à la clé une augmentation considérable du risque de conflit nucléaire). On peut cependant en déduire que la décrite requise des émissions ne peut être accomplie sans une forte diminution de la consommation mondiale d'énergie (de l'ordre de 20 % en 2030 et de 40 % en 2050, voire davantage) et que cette diminution à son tour est inaccessible sans décroissance significative de la production et des transports (8).

Urgence d'un plan d'urgence

Il est trop tard pour éviter la catastrophe : elle grandit autour de nous. En attestent les vagues de chaleur plus intenses, les cyclones et typhons plus violents, la fonte accélérée des glaciers du Groenland et de l'Antarctique, l'élévation plus rapide que prévu du niveau des océans, les tempêtes et précipitations plus violentes, la perturbation des moussons, les incendies de forêt meurtriers et quantité d'autres phénomènes largement répercutés par les médias. Pour ne pas parler de la destruction très rapide de la biodiversité (en partie causée par le changement climatique) et sans oublier les autres facettes de la « crise écologique » (notamment la pollution par les produits chimiques de synthèse et par les nucléotides radioactifs).

Le bon sens le plus élémentaire – ou plutôt, l'instinct de survie ! – commanderait d'élaborer au plus vite et dans la démocratie la plus large un plan mondial d'urgence pour sauver le climat et la biodiversité dans la justice sociale et la justice climatique, donc en réduisant radicalement les scandaleuses inégalités sociales créées par le néolibéralisme.

Ce plan devrait socialiser les secteurs de l'énergie et de la finance (sans indemnités ni rachat) car c'est le seul moyen de déverrouiller l'avenir climatique. Il devrait supprimer toutes les productions inutiles et nuisibles (les armes, par exemple !) et tous les transports inutiles, car c'est le moyen le plus simple de réduire drastiquement et très vite les émissions. Une marge de manœuvre serait ainsi dégagée pour investir dans l'efficacité énergétique (notamment par la rénovation/isolation des bâtiments) et pour construire un nouveau système énergétique basé à 100 % sur les sources renouvelables.

Changer de paradigme : soin versus production, besoins réels versus profit

Dans le cadre du plan, l'agrobusiness, l'industrie de la viande, la pêche industrielle et la foresterie industrielle devraient être remplacés respectivement par l'agroécologie, la petite pêche, l'élevage en prairie et une foresterie écologique. Ces mutations profondes, qui s'inscrivent dans une perspective de souveraineté alimentaire et énergétique, permettraient à la fois de réduire substantiellement les émissions, de protéger la biodiversité, d'améliorer la santé et de créer des centaines de millions d'emplois utiles, chargés de sens.

Le plan implique un changement complet de paradigme. Le profit doit s'effacer devant les besoins réels, le productivisme doit céder la place au soin apporté aux humains et aux non-humains. Il s'agit de réparer les dégâts du capitalisme, du colonialisme et du patriarcat. Cela implique de donner au Sud global les moyens d'un développement sans carbone, d'offrir à tous les humains une sécurité sociale digne de ce nom, de garantir aux femmes l'égalité des droits ainsi que le contrôle sur leur fécondité, et d'étendre fortement le secteur public, parapublic et non-marchand. Assuré par la création de nouvelles activités et par la réduction très radicale du temps de travail à quinze heures/semaine, sans perte de salaire et avec baisse des rythmes de travail (9), le plein-emploi deviendrait une revendication à la fois écologique et sociale. Le partage du travail nécessaire est d'ailleurs indispensable afin que toutes et tous puissent participer démocratiquement à la conception et à la réalisation du plan, ainsi qu'aux tâches domestiques.

Il n'y a pas d'issue à la crise systémique en dehors d'une alternative anticapitaliste. Pour arrêter la catastrophe et empêcher le cataclysme, il faut impérativement produire moins (produire pour les besoins réels),

5. GIEC, Réchauffement planétaire de 1,5 °C, résumé à l'intention des décideurs, cf. note 2.

6. La plus mature des technologies à émissions négatives est la bioénergie avec capture et séquestration du carbone. Retirer par ce moyen moins de 10 % des émissions annuelles de CO₂ nécessiterait de consacrer 20 % environ de la surface agricole à la culture de biomasse...

7. Pour respecter les « responsabilités différenciées » entre Nord et Sud, 58 % de réduction mondiale implique des réductions de l'ordre de 65 % dans les pays « développés ».

8. Pour la consommation d'énergie, le GIEC cite les chiffres de -15 % en 2030 et -32 % en 2050. Ils sont sous-estimés car basés sur l'hypothèse d'une forte augmentation du nucléaire dans le « mix énergétique » (+59 % en 2030, +150 % en 2050, soit à peu près 200 centrales supplémentaires). Si on exclut le nucléaire (et il faut l'exclure !), la réduction de la consommation mondiale d'énergie devrait plutôt être de l'ordre de 20 % en 2030 et de 40 % en 2050. De toute manière, une telle réduction nécessite une réduction substantielle de la production et des transports.

9. Toutes autres choses restant égales, le nombre maximum d'heures de travail à l'emploi compatible avec le budget carbone résiduel serait de 16 heures/semaine dans les pays de l'OCDE (pour un budget carbone 2 °C). Philipp Frey, « The ecological limits of work », *Autonomy*, April 2019.

transporter moins (la plus grande partie des transports vise seulement à maximiser le profit des multinationales) et partager plus (en priorité, partager les richesses et répartir le travail nécessaire). Cette perspective écosocialiste est nécessaire aussi pour sortir de la crise civilisationnelle engendrée par le capital, car il n'y a pas de liberté possible dans la poursuite illusoire d'une consommation sans limites, construite sur une exploitation sans limites de la Terre et des humains. Le consumérisme n'est qu'une compensation misérable pour une existence misérable.

Rien à attendre des COP

Il va de soi que cette alternative ne peut découler des COP. Dans le cadre de ces sommets, en effet, les gouvernements tentent – au mieux ! – de résoudre la quadrature du cercle : éviter le cataclysme tout en garantissant la poursuite de l'accumulation du capital et le maintien du régime néolibéral (autrement dit, le régime nécessaire à l'accumulation dans un contexte de baisse du taux de profit et de surproduction généralisée). C'est pourquoi, en dépit des protocoles, des taxes carbone, des quotas d'émission échangeables, du « développement propre », de la « finance climatique », des COP annuelles et de tout ce tralala, l'accumulation capitaliste, comme un automate, continue imperturbablement d'entraîner l'humanité vers la « planète étuve ».

Plus d'un quart de siècle après Rio, de COP en COP, le cataclysme se rapproche. La COP25 n'inversera pas la tendance. Une des principaux points en débat concernera le nouveau « mécanisme de marché » prévu dans l'accord de Paris (article 6). Ce mécanisme devrait englober et étendre les dispositifs – très largement bidons – de « compensation carbone » mis en place depuis le protocole de Kyoto (« Mécanisme de développement propre » et « Mise en œuvre conjointe », auxquels s'ajoutent les programmes REDD et REDD+). Les débats inachevés sur la concrétisation de l'article 6 de Paris, à la COP24 (Katowice), ont montré que l'enjeu est toujours le même : annuler d'une main, en pratique, les engagements de principe que l'on a signés de l'autre.

Échec du capitalisme vert, impasse d'un système

Les médias ont salué le succès de la COP21. En réalité, les gouvernements ont échoué sur la question clé, celle qui conditionne la réponse au défi climatique dans le cadre du marché : la fixation d'un prix mondial du carbone. Cet échec ne sera pas facile



à rattraper. Quatre ans après Paris, une publication du FMI est significative de l'impasse. Les auteurs écrivent que le changement climatique pourrait causer « à l'extrême, l'extinction humaine ». Malheureusement, enchaînent-ils, « l'écart important entre les rendements privés et sociaux des investissements à faibles émissions de carbone persistera probablement à l'avenir, les voies futures de taxation et de tarification du carbone étant très incertaines, notamment pour des raisons d'économie politique (sic). Cela signifie qu'il ne manque pas seulement un marché pour la mitigation actuelle du climat parce que les émissions de carbone ne sont pas tarifées, mais aussi des marchés pour la mitigation future, ce qui est important pour le rendement des investissements privés dans les technologies, infrastructures et capitaux d'atténuation du climat. » (10).

Traduction de ce charabia technocratique : il faudrait agir pour éviter la disparition de l'humanité mais ce n'est pas rentable ; l'écart de rendement entre la survie des 99 % et les profits du 1 % « persistera probablement » car il n'y a pas de pouvoir mondial capable d'imposer un prix du carbone mettant tous les capitalistes à égalité dans la course au profit. Donc on ne fait rien.

On ne peut imaginer plus belle illustration du fait que le capitalisme n'a plus rien d'autre à offrir que la destruction et la mort.

L'incapacité des gouvernements face à la crise écologique, climatique en particulier, n'est pas le résultat d'une fatalité mystérieuse, ou de la perversité de la nature humaine, mais le résultat de cinq facteurs structurels :

- Le productivisme congénital du capitalisme empêche de produire moins ;
- Le régime néolibéral d'accumulation empêche de concevoir un plan public ;
- La contradiction entre l'internationalisation du capital et le caractère national des États empêche d'appréhender le défi globalement ;
- La crise de leadership impérialiste empêche

de d'assurer ne fût-ce qu'un minimum d'ordre dans le désordre capitaliste (ce facteur est de surcroît aggravé par le climato-négationnisme de Donald Trump) ;

● Enfin, la crise de la démocratie bourgeoise basée sur la démagogie électoraliste empêche de regarder au-delà d'un délai de trois ans.

Tout cela est le produit du système capitaliste en phase terminale qui, comme disait Marx, « épuise les deux seules sources de toute richesse : la Terre et la travailleuse/le travailleur ».

Fin du monde, fin du mois, un même combat écosocialiste

Penser qu'une société basée sur l'exploitation du travail, le racisme, le patriarcat, l'homophobie, l'arrogance coloniale, la violence, l'abus de pouvoir et le creusement des inégalités pourrait entretenir des relations respectueuses, soigneuses, collaboratives, pacifiques et prudentes avec (le reste de) la nature est absurde. Comment croire que nous serions capables de ne pas infliger aux autres êtres vivants ce que nous tolérons qu'on nous inflige ? Comment imaginer qu'un système qui exploite quotidiennement la force de travail renoncerait à piller d'autres richesses naturelles ? Comment supposer qu'une société puisse respecter les « services » que lui rend la nature quand elle méprise les services réalisés gratuitement par la moitié de l'humanité, les femmes, dans le cadre de la reproduction sociale ?

On ne changera pas de fond en comble les relations entre humanité et nature sans changer de fond en comble les relations entre humains. Prendre soin de nous-mêmes d'une façon digne de notre humanité est la condition sine qua non pour prendre soin de ce à quoi nous appartenons.

« Fin du monde, fin du mois : même ennemi, même combat » : lancé dans les rassemblements qui ont vu la convergence des Gilets jaunes et des manifestant-e-s pour le climat, en France, ce slogan exprime le fond de la question : les luttes contre les destructions sociales et les luttes contre les destructions écologiques sont les deux dimensions d'un même combat écosocialiste. L'issue ne réside pas dans les pressions sur les COP. Elle réside dans la convergence des luttes des exploité-e-s et des opprimé-e-s pour un autre monde nécessaire, possible et désirable. ■

25 novembre 2019

10. IMF WP/19/185, September 4, 2019 : <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2019/09/04/Macroeconomic-and-Financial-Policies-for-Climate-Change-Mitigation-A-Review-of-the-Literature-48612>

Construction de la mémoire... négationniste

« Le projet de recherche “Transmission de la conscience historique”, dont les résultats sont présentés dans ce volume, était consacré à la manière dont on parlait, dans les familles allemandes, de l’époque nazie et de la Shoah, et aux images et représentations du “Troisième Reich” qui étaient transmises dans les discussions entre générations ».

Sabine Moller, Karoline Tschuggnall, Harald Welzer soulignent que les images du passé national-socialiste transmises dans les familles diffèrent de celles présentées à l’école, que la souffrance de proches recouvre les autres éléments de cette période, que la transmission se fait sous forme de certitude et non de savoir, que « contre toute attente, le souvenir de la Shoah n’a pratiquement pas de place dans la mémoire des familles allemandes », que la signification des processus émotionnels de restitution de l’histoire a « clairement été sous-estimée ».

Ils abordent le passé dans les débats intergénérationnels, les écarts entre « le savoir cognitif de l’histoire et les représentations émotionnelles du passé », les modifications d’une génération à l’autre : « des antisémités se transforment en résistants et des fonctionnaires de la Gestapo prennent un statut de protecteur des Juifs ». « C’est une mémoire vivante dont les critères de vérité sont focalisés sur la loyauté collective au groupe et sur l’identité collective ».

Ce qui se joue ici n’est pas une absence de savoirs ou de connaissances : « Paradoxalement, il semble que ce soit justement la réussite de l’information et de l’éducation sur les crimes du passé qui inspire aux enfants et petits-enfants le besoin de donner à leurs parents et leurs grands-parents, au sein de l’univers horrifique du national-socialisme, une place telle qu’aucun éclat de cette atrocité ne rejaille sur eux ». S’ajoute à cela « la conviction que les Allemands étaient des victimes », la transmission particulière des clichés antisémites...

Je souligne les analyses sur la construction de la mémoire familiale, les remodelages des histoires « parce que chacun les connaît déjà », la fiction d’une « histoire familiale canonisée », le processus d’« héroïsation » des grands-parents, la construction rétrospective d’une homogénéité, les processus d’«

appropriation active des événements racontés dans le dialogue », les vides construits, « on ne dit pas ici de quels enfants il s’agissait ni qui les assassinait », les spectateurs impuissants sans aucun bourreau, la double structure « composée de savoir et d’ignorance », l’anecdotique et le fatidique, les ascendants comme « des personnalités dont l’intégrité morale ne s’est jamais démentie », l’invention d’une résistance discrète, l’évacuation du conflit et du soupçon, la conviction qu’il est « impossible de juger avec le regard de notre époque les actes accomplis dans les conditions totalitaires », la mémoire comme synthèse d’expériences diverses, « ce processus établit la cohésion transgénérationnelle et suprahistorique du groupe s’exprimant à la première personne du pluriel, et, pour produire ce contexte, tous les protagonistes ont besoin de ces petits ou grands arrangements du vécu qui se reproduisent dans notre matériau sous des formes tellement diverses ».

Les autrices et l’auteur analysent les histoires de souffrance, la construction des héros dans la transmission, les inversions des rôles historiques « de criminels et de victimes », les effets durables et en profondeur « de la propagande nationale-socialiste sur le “sous-homme bolcheviste” », l’exportation d’exemples tirés du contexte de la guerre et des génocides « dans une histoire de persécution dans laquelle les Allemands sont les victimes », l’iconisation des prisonniers de guerre allemands, le rôle du cinéma et des images dans le façonnage des souvenirs, le mythe du simple soldat, les cadres de références collectifs du souvenir, les phrases formulées comme des convictions et non comme des souvenirs, les amis et les ennemis, les « Juifs » et les « Allemands », l’oubli des discriminations raciales, la non-considération des Juifs comme des Allemands, les « ils » ou les « autres » pour parler des nazis. « De génération en génération, l’image devient plus univoque, “les nazis” se transforment peu à peu en “autres”, et la distance de leurs propres aïeux à l’égard des événements survenus sous le “Troisième Reich” ne cesse d’augmenter ».

Je souligne : « Ce qui est plus effrayant, en revanche, c’est le topos du “riche juif”, qui est teinté d’antisémitisme et ne s’arrête pas aux limites des générations, et le modèle d’interprétation selon lequel “Juifs” et “Allemands” constituent dans tous les cas deux groupes de personnes différents, ce que l’on peut

interpréter comme une victoire posthume de la politique nationale-socialiste de persécution et d’extermination ».

Les autrices et l’auteur analysent les différences d’appréhension du national-socialisme en RDA et en RFA, la place de l’antifascisme comme stratégie d’État en RDA, la notion d’antitotalitarisme en RFA, les points « sur lesquels Allemands de l’est et de l’ouest du pays se distinguent clairement les uns des autres lorsqu’ils parlent, aujourd’hui, du passé national-socialiste », les désynchronisations des souvenirs, le « double passé », la place ou le silence sur les crimes soviétiques, les tabous et l’organisation sociale de l’oubli, les camps spéciaux soviétiques en Allemagne...

J’ai notamment été intéressé par le chapitre « Se souvenir et transmettre. Contours d’une théorie de la transmission communicative ». Pour Sabine Moller, Karoline Tschuggnall, Harald Welzer, « le souvenir est toujours à la fois l’événement et le souvenir de son souvenir », une unité fictive, un « contrat de fiction implicite de la mémoire commune ». Ils parlent du besoin de construire un passé au sein « duquel leurs propres parents interviennent dans des rôles qui n’ont rien à voir avec les crimes » en dépit de l’évidence, de la mise en accessoire de la destruction des Juifs d’Europe : « le passé des Juifs allemands exterminés apparaît uniquement, dans les familles allemandes non juives, sous forme d’histoire de leur disparition, pas même comme histoire des morts, et encore moins comme une histoire vivante ».

L’incapacité à regarder des proches pour ce qu’ils et elles sont, l’exemption des parents de la critique politique, l’effet d’une « loyauté » ininterrogeable, en disent long sur les contraintes sociales engendrées par la famille et l’idéologie de l’amour familial ou parental. À l’encontre des aveuglements, plus ou moins volontaires, il faut souligner que les assassins sont aussi parmi nos proches, que des grands-pères furent, ici, des nazis, des criminels. Et si « nous » ne pouvons être tenus en responsabilité de leurs exactions et du passé, « nous » sommes bien responsables de nos silences, de nos travestissements, de nos mensonges...

Didier Epszajn

* Sabine Moller, Karoline Tschuggnall, Harald Welzer, « Grand-Père n’était pas un nazi ». *National-socialisme et Shoah dans la mémoire familiale* (Traduit de l’allemand par Olivier Mannoni),

Gallimard, Paris 2013, 356 p., 22,90 €

Une bande dessinée pour le climat

Pour une découverte ludique et pédagogique de la question du réchauffement climatique, quoi de mieux qu’une bande dessinée ? Après trois premières bandes dessinées à succès sur les enjeux féministes contemporains (1), l’ingénieure informatique et dessinatrice, Emma, s’est intéressée cette fois-ci à une nouvelle thématique : celle du réchauffement climatique dans sa dernière publication *Un autre regard sur le climat*.

Qualifiée par Daniel Tanuro de « rigoureuse, mais aussi insolente et drôle », l’œuvre de la militante féministe et anticapitaliste parvient à faire, en trois chapitres, un brillant tour de la question. Une société thermo-industrielle monopolisée par un système capitaliste (principal responsable du réchauffement climatique), lui-même dirigé par une oligarchie économique et politique cynique qui refuse d’agir face à l’urgence des crises environnementales et sociales, préférant dépenser son énergie et son temps à brouiller les esprits et discréditer les thèses scientifiques, notamment celles du GIEC, par une propagande climato-négationniste sans commune mesure : c’est la situation dans laquelle nous sommes aujourd’hui.

Alors que faire ? De manière critique et pertinente, l’auteure esquisse non seulement des pistes de revendications telles que la réduction du temps de travail, la suppression immédiate de la publicité, le démantèlement de l’industrie militaire, la fin de l’élevage intensif (et tant d’autres), mais encourage surtout toutes les personnes prêtes à agir à se « rapprocher d’organisations anticapitalistes pour discuter de modes de lutte collectifs et d’auto-organisation » afin de changer le système – et pas le climat. Il ne vous reste désormais plus qu’à apprécier la beauté et la qualité du travail d’Emma, à lire attentivement ses sources et à vous engager activement dans la lutte !

Steven Tamburini

* Emma, *Un autre regard sur le climat*, Massot, Paris 2019, 10,50 €

1. Emma, *Un autre regard. Trucs en vrac pour voir les choses autrement*, Tome I, 2017 ; *Un autre regard*, Tome II, 2017 ; *La charge émotionnelle et autres trucs invisibles*, Tome III, 2018. Le tout paru aux éditions Massot.